N°361 octobre
2008 - 4,60€ - 7 FS

S!lence

écologie • alternatives • non-violence

Les nouvelles formes du colonialisme



Alternatives
Retour sur l'Alter-tour

AMAP
Maraîchers en quête de terres

Le mois de Lasserpe







3 questions à... Jacky Blanc,

président du directoire de La Nef

S!lence : les 28, 29 et 30 novembre 2008, la société financière La Nef fête ses vingt ans à Lyon. 20 ans et 20 000 coopérateurs : comment conserver un fonctionnement coopératif en étant aussi nombreux ?

Jacky Blanc : Le fonctionnement coopératif, c'est avant tout un état d'esprit auquel le nombre ne doit pas être un frein. L'objectif de la « vie coopérative » à la Nef est de mettre en place des espaces de débats et d'échanges permettant le partage d'informations et les discussions sur des grandes thématiques.

Afin de conserver un fonctionnement coopératif à taille humaine, nous développons un système décentralisé permettant d'assurer une présence régionale voire locale sur les territoires. Ainsi nous nous appuyons sur un réseau de correspondants bénévoles et de sociétaires actifs qui animent la vie coopérative localement et contribuent à l'organisation de réunions d'informations, d'assemblées régionales en préparation à l'assemblée générale annuelle, mais également de consultations des sociétaires lorsque des décisions importantes pour la coopérative doivent être prises. Actuellement nous menons également une consultation organisée autour du thème de la gouvernance de la future banque éthique européenne qui comptera, au moment du lancement, plus de 50 000 sociétaires.

Si l'assemblée générale annuelle reste un moment incontournable dans la vie de notre coopérative, c'est au quotidien que nous souhaitons faire vivre la démocratie.

Banque européenne : quand et comment va-t-elle se concrétiser ? Quels changements cela induit ?

La Nef travaille actuellement à la création d'une banque éthique européenne avec ses partenaires italiens de Banca Etica et espagnols de Fiare. Ce projet de création de la première coopérative bancaire européenne, qui devrait voir le jour à horizon 2010, suscite un bel enthousiasme au sein du sociétariat.

L'objectif est de proposer une alternative bancaire complète pour agir sur les circulations financières et permettre ainsi à chacun d'être co-constructeur de la société de demain. Le projet repose sur l'agrément de la Banque d'Italie dont bénéficie Banca Etica et qui, grâce au « passeport bancaire européen », permettra à la nouvelle entité juridique européenne d'exercer son activité dans chacun des pays concernés.

Dans le cadre de ce projet, la Société financière de la Nef renoncerait à son agrément de la Banque de France et fusionnerait ses actifs dans la nouvelle structure européenne. Les sociétaires de la coopérative Nef deviendraient automatiquement sociétaires de la nouvelle coopérative bancaire par décision d'une assemblée générale extraordinaire.

La banque éthique européenne permettra à la Nef d'avoir une relation directe avec l'ensemble de ses clients à qui elle proposera une gamme de services bancaires plus large. Les principes de banque directe seront associés à ceux liés à la dynamique locale de la coopérative.

quoi de neuf ?

Une affiche pour se faire connaître

De nombreuses personnes signalent que *Silence* n'est pas assez visible avec son mode de diffusion actuel. Vous trouverez au centre de ce numéro une affiche de promotion de la revue. Nous vous invitons à la placer en évidence dans un lieu public : bibliothèque, maison des associations, lieux alternatifs, magasins écolos...

Venez nous voir les 16 et 17 octobre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **16 et 17 octobre, 13 et 14 novembre, 11 et 12 décembre...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h les samedis **27 septembre** (pour le numéro de novembre), **25 octobre** (pour le numéro de décembre), **22 novembre** (pour le numéro de janvier)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **3 septembre 2008.**

Des roues et des rouets

Partis à vélo début août de l'Isère, Pablo, Tchandra et Julien devaient nous présenter des alternatives rencontrées sur leur itinéraire. Mais en Italie, les lieux envisagés étaient en congés. Début septembre, ils ont traversé l'ex-Yougoslavie en nous promettant pour bientôt des présentations de lieux alternatifs.

Nièvre et Saône-et-Loire

Pour les lecteurs et les lectrices de Nièvre et Saône-et-Loire, nous sommes en recherche d'alternatives dans votre région en vue de la publication d'un numéro prévu pour l'été 2009. Les reportages se feront au printemps 2009. C'est donc le moment de nous envoyer des adresses, des tracts de présentation, des dépliants... Merci d'avance.



Grâce aux moyens supplémentaires dont elle disposera, la banque éthique européenne sera également une formidable opportunité de soutenir davantage de projets responsables et solidaires et ainsi de contribuer plus fortement au développement d'une société plus fraternelle.

Fraternité économique : quel bilan peut-on tirer de ces 20 ans en termes d'aides aux initiatives alternatives ?

Depuis des années, le contexte économique général ne cesse de se dégrader : augmentation des inégalités, crises financières majeures, etc. Il est donc devenu non seulement indispensable mais également urgent de favoriser le développement d'alternatives qui contribuent à renverser cette tendance.

En 20 ans, la Société financière de la Nef a fédéré plus de 20 000 personnes permettant ainsi le financement de plus de 2000 projets à forte plus-value sociale et/ou environnementales dans des domaines variés : filière bio, logement social, pédagogie alternative, commerce équitable, etc.

La Nef a également soutenu la création de structures œuvrant pour davantage de justice et de fraternité économiques : Terre de Liens dont l'objectif est de lutter contre la spéculation foncière et de permettre l'accès au foncier agricole à de jeunes agriculteurs en bio ; Enercoop, une SCIC fournisseur d'électricité verte ; Habicoop qui promeut les coopératives d'habitants, etc.

Toutes ces initiatives s'appuient toujours sur la société civile, l'action de la Nef s'inscrivant ainsi pleinement au cœur d'un véritable mouvement vers une transformation non-violente de la société.

Contact : *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 04 72 69 08 60, www.lanef.com.*

sommaire

Comment envoyer une info

Les infos de cette revue sont largement alimentées par les envois des lecteurs et lectrices. Cela passe par des tracts, des coupures de presse, des lettres manuscrites, des renvois sur des sites internet…

Vous pouvez également proposer articles ou dossiers, mais en prévoyant de longs délais.

Quelques précautions à prendre :

- **Délais de parution.** Nous indiquons page précédente, les délais pour recevoir des informations pour les numéros à venir. De nombreuses informations ne sont pas reprises dans la revue parce qu'elles nous parviennent trop tardivement. Pour être sûr des délais, envoyez vos informations deux mois à l'avance.
- **Anonyme.** Nous ne publions aucun texte dont nous ne connaissons pas l'auteur-e . Si vous voulez passer une information dans *Silence* — autre que les petites annonces —, nous vous demandons de toujours indiquer en premier une adresse postale. L'adresse postale est le moyen qui reste le plus universel pour joindre quelqu'un.
- **Courriel.** Nous n'en communiquons pas pour ne pas être envahi par des messages non sollicités.

Démilitarisation

Plusieurs personnes se sont étonnées de notre manière de présenter les adresses : cours Foch, avenue Leclerc, boulevard de Gaulle… Cela fait longtemps que *S!lence* a pris la décision de démilitariser les adresses en enlevant des grades qui n'apportent rien à la localisation des adresses.

S!lence en danger

Pour le mois d'août, nous avons reçu 5129 € de dons (soit un total de 18 834 € depuis le 1er juillet) et le nombre d'abonnés pour ce numéro est de 4360. Notre objectif est d'atteindre 80 000 € d'ici la fin de l'année et de remonter à 5000 abonnés.

Nous continuons à résorber les dettes du début 2008 et nous avons pu financer la campagne d'affiches que vous trouverez dans ce numéro.

S!lence devrait pouvoir poursuivre sa route si les soutiens de nos lecteurs et lectrices ne faiblissent pas. Pour ceux et celles qui n'ont pas encore glissé un chèque dans l'enveloppe en T insérée dans le numéro d'été, il est toujours temps de nous aider.

editorial

La France puissance coloniale, un passé révolu ?

Alors qu'il est encore possible de parler des "bienfaits de la colonisation", que des collectifs se battent pour que soient enfin reconnus et enseignés ce qu'ont réellement été la traite négrière et l'esclavage. Où en est la France ?
Bien loin de rompre avec un passé dont elle ne se repent qu'à demi-mot, elle poursuit ce qu'elle a toujours fait !
Exploitation, pillage, domination, pressions politiques… le "néocolonialisme" est son nouveau modèle.
Quand ce ne sont pas les gisements de pétrole et autres minéraux précieux qui sont la cible du pillage, elle s'attaque aux denrées agricoles.
Plutôt que de limiter nos besoins, on peut désormais acheter sa bonne conscience en roulant bio, en consommant équitable ou en compensant nos émission de CO_2. Tout ceci aux dépends de l'agriculture vivrière, des choix et de la survie des populations dont les terres sont spoliées.
"Cerise" sur ce macabre gâteau, nous poussons le vice jusqu'à renvoyer les déchets de notre consommation frénétique vers ces pays que l'on prétend indépendants.
Et quand les populations tentent de suivre leurs richesses en migrant vers la France, la réponse ne se fait pas attendre : "immigration choisie" !

Elise Baumard ■

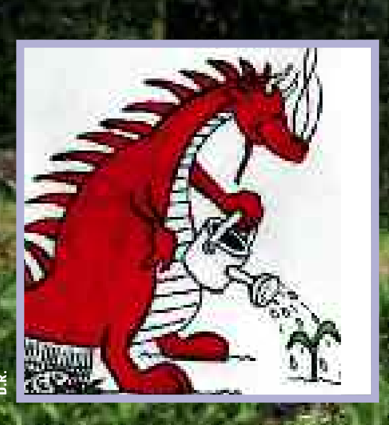


D.R.

D.R.

Le néocolonialisme

page 5



D.R.

CO_2lonialisme

page 16

dossier

D.R.

Le néocolonialisme

Le néocolonialisme est une réalité politique qui s'est imposée, en lieu et place d'une véritable décolonisation, dans les pays des ex-empires coloniaux devenus théoriquement indépendants dans la deuxième moitié du 20e siècle. Le néocolonialisme a affecté surtout les pays de l'Afrique subsaharienne, particulièrement les pays francophones.

De tous les anciens colonisateurs, c'est la France qui a conservé la domination la plus étroite sur ses anciennes colonies. Les accords qui ont été passés avec les pays nouvellement indépendants garantissent à l'ancienne puissance coloniale le contrôle de la monnaie, de l'armée et des principales ressources en matières premières, c'est-à-dire que, en même temps qu'elle est proclamée, l'indépendance est vidée de son contenu.

Vingt-huit interventions militaires

La Guinée, qui a osé dire non à la communauté, est l'objet de mesures de rétorsion de nature à saboter son existence : retrait de tous les cadres français, tentatives multiples de déstabilisation. Le pouvoir de Sékou Touré se durcit alors dans une répression féroce. Tous les autres États sont maintenus sous contrôle par la coopération française. Les présidents sont agréés par la France, qui ne fera pas moins de vingt-huit interventions armées en quarante ans pour maintenir ses protégés au pouvoir, tel Omar Bongo, après Léon Mba, au Gabon. En 1978, l'intervention des paras français à Kolwezi au Katanga sauve le régime de Mobutu, qui fut un désastre pour le Zaïre (ex-Congo belge).Toute velléité d'émancipation se solde par des coups d'État pour éliminer les gêneurs. Barthélémy Boganda, qui projetait de fédérer l'Afrique centrale en un vaste État, meurt dans un accident d'avion ; Sylvanus Olympio, qui voulait une monnaie pour le Togo, est assassiné ; Modibo Keita, leader progressiste, est chassé du pouvoir au Mali ; Thomas Sankara, artisan de la révolution burkinabé, est assassiné au Burkina-Faso. Les États africains sous l'égide de la France sont soumis aux partis uniques, à l'interdiction de toute expression libre, à la chasse aux opposants.

La plupart des pays d'Afrique francophone vivent sous la botte de dictatures qui ont été imposées aux peuples par l'ex-puissance coloniale. Parfois, comme au Cameroun, le mouvement nationaliste local a été éliminé par la force, faisant plusieurs centaines de milliers de morts entre 1955 et 1970. Quarante ans après les indépendances truquées, le résultat est catastrophique. L'impunité, la corruption, la violence rongent ces pays, qui régressent dans la misère. L'affairisme néocolonial gangrène la vie politique française, comme l'affaire Elf l'a suggéré dans un procès qui a surtout colmaté les brèches par où une véritable information aurait pu filtrer.



Une démocratie de façade

Après 1990 et la chute de l'Empire soviétique, ayant perdu l'alibi de la guerre froide pour assujettir l'Afrique, la France maintient au pouvoir les dictateurs amis en avalisant les élections truquées qui leur donnent une démocratie de façade. Le début des années 1990 voit se multiplier les conférences nationales pour l'avènement de pouvoirs représentant le choix de la nation. Sauf au Bénin, elles sont canalisées pour reconduire la dictature de présidents inexpugnables. Après les élections truquées, les réformes constitutionnelles prolongeront ces mêmes présidents au pouvoir. Enfin, on a vu la dictature héréditaire se mettre en place au Togo, avec la reconnaissance du fils d'Eyadéma, Faure Gnassingbé, comme chef de l'État. L'alternance au pouvoir, issue de l'élection, a cependant pu avoir lieu à Madagascar, au Sénégal, au Mali, au Bénin, par l'action résolue et vigilante de citoyens refusant de se laisser spolier de leur vote.
La reconduction des dictateurs par un simulacre d'élection est chaque fois chaleureusement saluée par l'ex-colonisateur français. La complicité s'étale



au grand jour. Ces dirigeants corrompus sont soutenus parce qu'ils permettent le pillage du pays par les compagnies étrangères. Le bois, le pétrole s'en vont, sans que la population en tire aucun bénéfice. Les services publics de l'électricité, de l'eau, du téléphone sont bradés.
Cette situation scandaleuse ne perdure que par le silence complice des médias français, qui ne savent que répandre des clichés racistes mais non informer sur les véritables enjeux politiques en Afrique francophone.

Corruption... jusqu'au génocide

Ne devant pas leur pouvoir au choix des électeurs, les gouvernants se vautrent dans la corruption et la prédation. L'exhibition du sacre de Bokassa, orchestré par des Français, les fortunes gigantesques de Mobutu, Houphouët-Boigny, Bongo, ne choquent personne. Les scandales françafricains débordent parfois dans l'opinion publique, au hasard des règlements de compte entre réseaux et factions. Ainsi celui du "Carrefour du développement", dans lequel le ministre socialiste de la coopération, Christian Nucci, est compromis, tandis que son directeur de cabinet, Yves Chalier, est sauvé de l'inculpation par un faux passeport délivré par les services du ministre RPR de l'Intérieur, Charles Pasqua. L'affaire dévoile la corruption de l'État français dans ce qui touche les affaires africaines, mais n'a pas de suites notables. Le scandale Elf vient ensuite confirmer l'énormité des implications politico-affairistes. On en reste à la surface avec des condamnations symboliques, sans mettre au jour l'essentiel.
Enfin l'implication de la France dans le soutien au pouvoir d'Habyarimana, au Rwanda, qui aboutit au génocide des Tutsis en 1994, montre jusqu'à quelle tragédie peuvent conduire les intrigues politiciennes de la Françafrique. Ailleurs, la misère et la corruption galopantes, la destruction des dispositifs de santé et d'éducation, la ruine des infrastructures routières et d'équipement, font de la vie des habitants un cauchemar qui précipite les catégories instruites et actives sur les routes de l'exil. L'échec de la coopération française est abyssal.

Le contrôle de la monnaie

L'imposition du franc CFA, géré par le trésor français, a plus favorisé l'évasion des capitaux que le développement, resté pratiquement inexistant. L'accord de coopération monétaire entre le franc français et le FCFA implique une liberté totale des transferts de capitaux entre les deux zones. Cette liberté aboutit à un rapatriement massif des bénéfices des investisseurs étrangers vers leur maison mère et à un exode des revenus des ménages expatriés vers leur pays d'origine : entre 1970 et 1993, alors que les investissements étrangers s'élevaient à 1,7 milliards de dollars, le rapatriement des bénéfices et des revenus d'expatriés a atteint 6,3 milliards. Les rapatriements ont donc été quatre fois supérieurs aux investissements.
Une telle réalité a évidemment le don de tuer tout espoir de constitution d'une épargne locale, pourtant indispensable au développement de l'Afrique. Le pire est que ce système aboutit à une véritable institutionnalisation durable de la fuite des capitaux africains (d'où déficit de la balance des paiements, endettement, dépendance envers l'extérieur et sous-développement).
Selon la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement)), parmi les

quatorze pays africains de la zone franc, onze figurent dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA), et près de 90 % de leur population vivent avec moins de deux dollars par jour. "Au moment où les recettes d'exportations garnissent les caisses de l'État français, les Africains souffrent des affres du sous-développement et excellent dans la mendicité de l'aide financière internationale généreusement octroyée par la France en puisant dans leurs propres avoirs extérieurs déposés en compte d'opérations ouverts à Paris."[1]

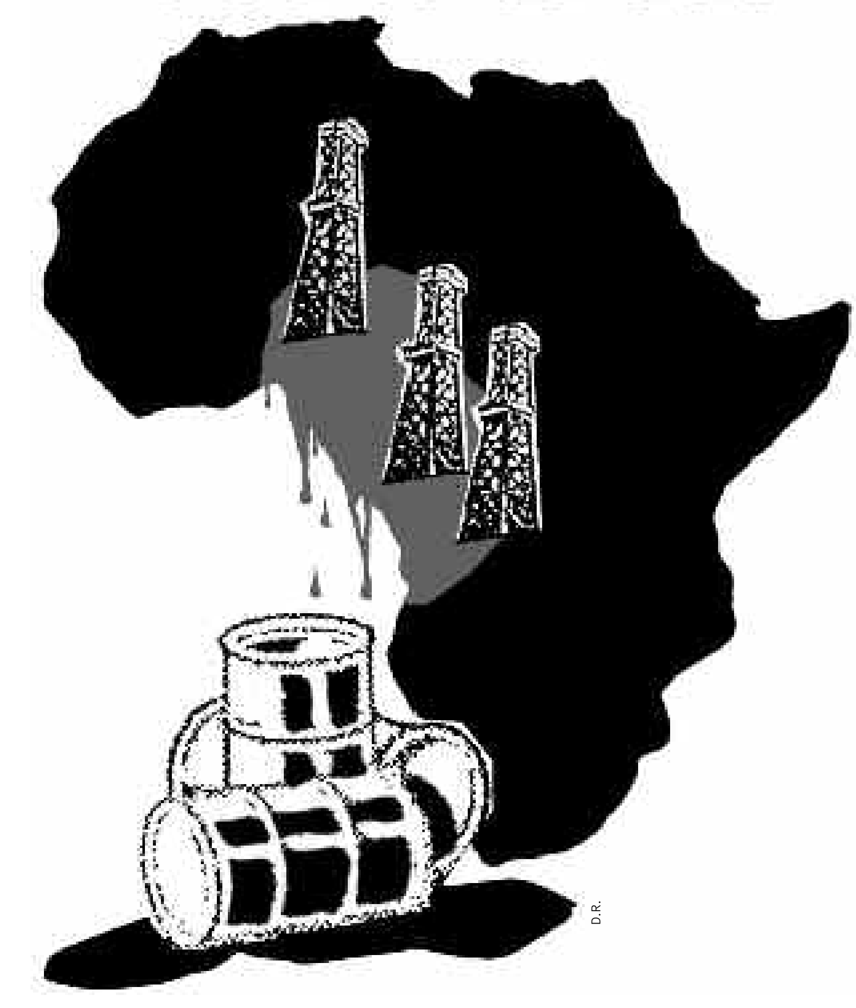
Croissance ici, pauvreté là-bas

Le rôle de la France est ainsi on ne peut plus aisé dans ce système, surtout qu'elle peut dans le même temps utiliser l'excédent d'un pays pour boucher le déficit d'un autre. Parallèlement, la France peut s'allier au FMI et pousser à ce que ces pays adoptent des plans d'ajustement assainissant leurs finances publiques. La France appuiera par exemple en 1996 le putsch au Niger d'Ibrahim Maïnassara contre le président Mahamane Ousmane, devenu réticent envers les plans d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale[2]. La santé et l'éducation sont ainsi sacrifiées au nom d'une parité fixe à conserver (en plus d'une dette à rembourser).

L'Occident a exporté le pire de la pauvreté hors de ses frontières. L'économie africaine est une économie de traite. Non seulement une part scandaleusement mineure du prix des matières premières est payée aux pays propriétaires (dans le golfe d'Arabie, 50 % du prix du pétrole, dans le golfe de Guinée 20 %), mais cette part est notoirement confisquée par les clans au pouvoir, qui n'ont aucun sens politique, ne disons même pas patriotique, seulement des appétits. En France, l'affaire Elf a à peine esquissé un dévoilement du scandale du pillage des pays d'Afrique centrale. On en est resté à quelques hors d'œuvre croustillants, sans jamais aborder le fond, totalement tabou.

En Angola, en RDC, au Tchad, les ressources naturelles, confisquées par les clans, financent les guerres pour le pouvoir. Là encore c'est l'acheteur qui est le premier responsable. Sans client, pas de prostitution.

Le désastre consécutif au pillage est visible. Il s'agit alors pour les médias français non d'en analyser les causes réelles mais de redonner vie à tous les fantasmes d'une idéologie raciste. La cause du désastre est africaine. Nous en conviendrions bien volontiers si, à chaque fois que des Africains et d'autres critiques s'élèvent contre les traîtres qui vendent leurs pays, non seulement ils ne reçoivent ni encouragement ni aide, mais ils sont vigoureusement stigmatisés et combattus en France pour atteinte aux potentats qui les oppriment. Donc cela veut dire qu'il est vital pour une certaine politique, conditionnée par les intérêts en cause, de maintenir l'Afrique dans les griffes de l'exploitation.



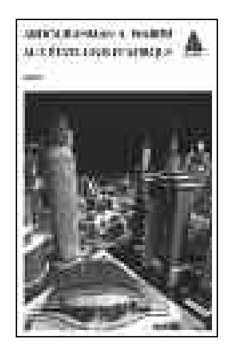
D.R.

On ne dira jamais assez l'ampleur de l'extorsion. On a poussé les pays d'Afrique centrale à gager leurs recettes futures en pétrole. Aujourd'hui la flambée des cours profite aux seuls Occidentaux. Dans les années 1970, des investissements inadaptés et sans utilité pour la population dans des projets ruineux, surfacturés, ont été faits de façon inconsidérée en Afrique. Les pétrodollars étaient surabondants et les pays développés voulaient exporter. La dette ainsi constituée a triplé depuis, du fait des intérêts et de la dévaluation du Franc CFA.

Le FMI et la Banque mondiale ont alors imposé des mesures draconiennes et ruineuses : privatisations des services publics (eau, électricité, transports, téléphone) qui ont profité aux sociétés étrangères, et réductions des dépenses publiques. La dette et les programmes d'ajustement structurel (PAS), imposés à l'Afrique depuis une vingtaine d'années par le FMI et la Banque mondiale, ont considérablement affaibli le système d'éducation, de production du savoir, de santé. La pauvreté a augmenté.

1. N. Agbohou, *Le Franc CFA et l'Euro contre l'Afrique,* 1999, p. 70
2. N. Agbohou, 1999, pp. 112-120

Aux Etats-Unis d'Afrique
Abdourahman A. Waberi
Ed. Actes Sud Babel
2008 - 190 p. - 7,50 €



Le continent africain a réussi à devenir une seule grande puissance. En Europe, par contre, les conflits entre wallons et flamands, entre helvètes romans et germanophones, entre bretons et normands n'en finissent pas de ruiner les économies locales. Dans ce contexte, ils sont nombreux à rêver au Nord du paradis du Sud. Mais le contrôle de l'immigration est stricte et on meurt tous les jours en essayant de franchir le détroit de Gibraltar. Maya, enfant adoptée par un médecin humanitaire, vit à Asmara en Erythrée. En grandissant, elle se rend compte qu'elle n'est pas comme les autres et décide de partir à la recherche de sa mère, quelque part en Normandie. Elle débarque en avion à Paris, une capitale locale où s'accumulent les bidonvilles... Jouant du retournement de situation jusque dans l'africanisation des noms de marque, l'auteur nous entraîne dans un récit plein de poésie et d'humour. Remarquable réussite littéraire pour faire prendre conscience aux Occidentaux de leurs pratiques colonialistes d'aujourd'hui. MB.

africa wants to be free !!
DECOLONISONS!
free !!
africa
to be
wants
CONTRE LE NEOCOLONIALISME ET LES IMAGINAIRES COLONIAUX
SURVIE
WWW.DECOLONISONS.COM

Les États ne sont plus en mesure de fournir une éducation de base à tous les habitants et les dépenses sociales ont peu à peu été transférées de l'État aux familles.
La pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays africains sont la conséquence de processus historiques mis en place par le néocolonialisme, ayant comme résultat la dépendance économique des pays du Sud. En effet, les pays les plus riches ont besoin des plus pauvres afin d'assurer la continuité de leur croissance. L'enrichissement des pays riches est inversement proportionnel à celui des pays pauvres. Le résultat est qu'il est actuellement impossible que ces derniers se développent puisque la puissance néocoloniale tire sa force du sous-développement des pays assujettis. Pour briser ce processus il faut accéder à une véritable indépendance qui rendra ces pays maîtres de leurs choix. Ils ne peuvent le faire, face aux grandes puissances et aux organisations internationales qu'elles contrôlent, que par une union des pays du Sud, et d'abord une union économique et politique interafricaine forte, capable de s'opposer aux diktats du néocolonialisme des pays développés.

Odile Tobner ■

Présidente de l'association Survie
Auteure de *Du racisme français : 4 siècles de négrophobie* (Les Arènes, 2007)

Quand la bagnole du riche affame le pauvre

Deux citations espacées de presque trente ans permettent de caractériser les échanges économiques entre l'Afrique et les pays occidentaux, au premier desquels la France : "L'agriculture ne sert plus à nourrir les populations, mais à produire des devises"[1] ; "Que deviennent ces revenus pétroliers ? Pourquoi la population n'en bénéficie-t-elle pas ?"[2]. Les biocarburants s'inscrivent dans la suite logique de deux "inventions" majeures du 20e siècle, la révolution verte et l'exploitation industrielle de l'or noir : c'est le miracle du pétrole vert.

Ernest

On ne présente plus les ravages écologiques et sociaux de la révolution verte et de l'industrie pétrolière. Tout le monde ou presque sait aujourd'hui que la manne financière des gisements pétroliers ne profite pas aux populations des pays où ils se trouvent, accaparée par les industriels, leurs actionnaires, et quelques potentats locaux corrompus. Et, depuis l'affaire Elf, chacun peut se documenter concrètement sur la façon dont la recherche d'indépendance énergétique a contribué au choix gaulliste de confisquer l'indépendance des colonies d'Afrique francophone avant même son avènement[3].

Agriculture, énergie : la base du développement... des devises étrangères

En revanche, il semble toujours nécessaire de préciser que l'exportation massive de denrées agricoles depuis des pays où l'on souffre de la faim ne sert en aucun cas leur "développement". Des économistes plus humanistes que d'autres, et surtout plus honnêtes, ont en effet mis en lumière depuis longtemps que des développements économiques "miraculeux", comme celui de la Côte d'Ivoire jusqu'à son implosion, ou celui du Brésil, n'ont servi qu'à générer des devises étrangères dont l'immense majorité de leur population ne profite pas[4].

Cette précision initiale est là pour rappeler que notre consommation de certains produits exotiques, et notamment africains, contribue à maintenir une agriculture de rente, c'est-à-dire d'exportation, au détriment d'une agriculture vivrière. Cette utilisation des terres agricoles à des fins financières (des bénéfices records pour les entreprises productrices, le remboursement sans fin de la dette publique extérieure des États les accueillant) contribue à expliquer qu'aujourd'hui, non seulement la faim continue à progresser, mais que 80 % des 854 millions de personnes qui en souffrent dans le monde sont des familles paysannes vivant en zone rurale[5].

"Une nouvelle révolution"

Après la révolution du pétrole et la révolution verte, celle du pétrole vert assombrit encore l'avenir des peuples africains. Dans une logique d'indépendance énergétique renforcée par la raréfaction annoncée du pétrole, on cherche à substituer du biodiesel (comme le Diester) au fuel ou de l'éthanol à l'essence. Pourtant, en France, on sait déjà que l'utilisation de la totalité de nos terres agricoles à des fins énergétiques ne suffirait pas à faire rouler le parc automobile français[6]. Pour l'heure, notre gouvernement n'a fixé un objectif de substitution "que" de 10 % à l'horizon 2015. Mais, comme le rappelle l'Institut français du pétrole (IFP), "10 %

1. Robert Linhart, ***Le Sucre et la Faim : enquête dans les régions sucrières du Nord-Est brésilien,*** Editions de Minuit, 1980
2. Jean-Marie Bockel, alors secrétaire d'État à la Coopération, le 15 janvier 2008. A peine plus de 2 mois après ce discours, dans lequel il mettait en cause la "gouvernance" de certains États africains (sans nommer lesquels) et réclamait une "rupture" dans les relations France-Afrique, un remaniement ministériel l'éjectait aux Anciens combattants, à la grande satisfaction d'Omar Bongo, "dictateur-président" du Gabon depuis plus de 40 ans.
3. Sur ce sujet, lire l'ouvrage de référence ***Françafrique : le plus long scandale de la République,*** François-Xavier Verschave, Stock, 1998 ou voir ou lire la pièce de théâtre de Nicolas Lambert ***Elf, la pompe Afrique*** (http://charlie.noe.free.fr/)
4. Les devises étrangères produites sont notamment nécessaires au remboursement de la dette publique extérieure, odieuse voire illégitime. Lire à ce sujet Damien Millet, ***L'Afrique sans dette,*** CADTM-Syllepse, 2005.
5. Chiffres du Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir, FIAN (www.fian.fr). Voir aussi les vidéos en ligne sur www.sosfaim.be.
6. Alain Grandjean et Jean-Marc Jancovici, ***Le Plein, s'il vous plaît !,*** Seuil, 2006.


D.R.

de substitution des consommations d'essence et de gazole en Europe et aux États-Unis nécessiteraient respectivement de l'ordre de 20 % et de 25 % des terres arables dans ces régions"[7]. A moins d'importer ces biocarburants... prendre sur les terres arables des autres, en somme.

Les "autres" ont déjà sérieusement commencé à convertir des millions d'hectares... pris à la fois sur les terres agricoles et sur les forêts primaires, comme en Indonésie (pour le palmier à huile) ou au Brésil (pour le soja et la canne à sucre). Mais l'Afrique n'a aucune raison d'être en reste, si on en croit Abdoulaye Wade, le président sénégalais, qui à l'issue d'une rencontre avec Lula, son homologue brésilien, était fier d'annoncer en mai 2007 que "le biocarburant va provoquer en Afrique une nouvelle révolution. Tout le continent est disposé (...) à être le grand producteur de biocarburants"[8].

Charles Millon et les experts

C'est dans cette idée qu'experts et investisseurs se pressent aux très officielles rencontres telles que la conférence internationale Biofuels Markets Africa qui s'est tenue en Afrique du Sud les 5 et 7 novembre 2007, ou encore son équivalent francophone Enjeux et perspectives du biocarburant en Afrique qui a eu lieu du 27 au 29 novembre 2007 au Burkina Faso. A cette occasion, on apprend que "300 experts et représentants de pays africains, européens et américains" ont estimé que "l'Afrique doit s'engager dans la production de biocarburants en prévision d'une raréfaction des énergies fossiles"[9]. Une rencontre co-organisée par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), organisme public français de "recherche agronomique au service des Pays du Sud" qui a encouragé et encadré le développement des cultures de rente depuis les indépendances.

Parmi ces experts se trouvait vraisemblablement Charles Millon. Ce politique lyonnais, ancien ministre de la Défense de 1995 à 1997, qui avait ensuite prétendu présider la Région Rhône-Alpes en s'alliant au FN, a été nommé en 2003 ambassadeur de la France auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) et du Programme alimentaire mondial (PAM). Un poste clé pour participer au lobbying en faveur des biocarburants... On apprend qu'il s'est par exemple rendu en octobre 2006 en mission officielle au Bénin pour, entre autres, "étudier avec les entreprises béninoises et les banques les opportunités d'investissement dans les domaines suivants : agricole, agroalimentaire, énergies renouvelables, biocarburants, ressources naturelles"[10]. Six mois plus tôt, il vantait aux journalistes les bienfaits du Jatropha curcas, dont la plantation sur des milliers d'hectares en Afrique de l'Ouest (10 000 ha pour le seul Mali) allait permettre de produire une huile aux multiples utilisations : insecticide, savon... et carburant. "Un biocarburant qui demain participera au développement", d'après lui[11]. Après quatre ans de bons et loyaux services, M. Millon a démissionné, le 31 août 2007, de son poste d'ambassadeur. Pourtant, fin novembre 2007, il était bien présent au Burkina Faso, pour y signer avec le Ministère de l'agriculture une convention cadre prévoyant l'implantation d'une usine de production de biocarburants. C'est que, depuis quelques mois, M. Millon était devenu membre du Conseil de surveillance de la société française Agro-Energie Développement, alias AgroEd. Née 8 mois plus tôt, cette jeune société prétend "devenir un opérateur significatif du développement de la bioénergie" dans les pays en développement, selon Jean-Claude Sabin, président du conseil de surveillance de l'entreprise (et, accessoirement, ancien haut responsable de la FNSEA, initiateur de la filière Diester et pilier du lobbying pro-biocarburant en France)[12]. La chargée de communication peut se

Agrocarburants : la menace !

Un collectif d'organisations a lancé fin juin 2008 une campagne "Agrocarburants, la menace" qui demande pendant la durée de la présidence française à l'Europe de renoncer à l'objectif de 10 % d'incorporation d'agrocarburants dans les carburants à échéance de 2020. Au lieu de choisir cette dérive technicienne qui menace les terres agricoles et les zones naturelles, le collectif demande que la réglementation européenne se penche sur des solutions visant à réduire les transports et à favoriser la relocalisation partielle de l'économie.

Agir pour l'environnement, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 40 31 02 37, www.agirpourlenvironnement.org

Déforestation puis plantation de palmiers pour les biocarburants en Malaisie.




D.R.



vanter que "l'un des principaux avantages de l'entreprise (...) est la qualité des compétences réunies au sein d'Agroed" et parler du travail qui sera mené en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD) et le FIDA : Charles Millon a sans doute de bons contacts pour assurer la réussite du "système basé sur un partenariat public-privé" qu'elle évoque[13]...

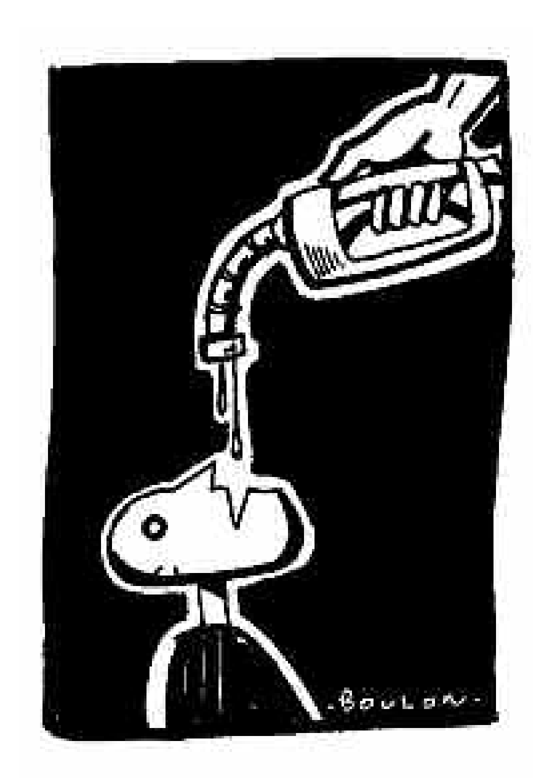
L'arbre ne cache plus la forêt

M. Millon n'est bien sûr pas le seul à se ruer sur l'or vert : au Cameroun, 30 000 ha de forêt ont été défrichés entre 2001 et 2006, pour la production d'huile de palme, et 50 000 ha de plantations supplémentaires sont prévus d'ici à 2010 ; en République démocratique du Congo, la société chinoise ZTE a obtenu du gouvernement d'en planter pas moins de 3 millions d'hectares ![14]. Aujourd'hui, les projets concernent toute l'agriculture, de la culture de rente (canne à sucre, huile de palme..) à la culture vivrière (le Nigeria, premier exportateur africain de pétrole, développe la production d'éthanol à partir de manioc, pour le substituer à l'essence sur son marché intérieur !). On observe déjà de graves distorsions sur les cours mondiaux, susceptibles d'aggraver les problèmes de malnutrition y compris dans les zones de production. Ainsi, selon l'International Food Policy Research Institute (IFPRI, aux États-Unis), la hausse de la production des biocarburants devrait amener le cours du maïs à augmenter de 20 % d'ici 2010 et de 41 % d'ici 2020, et celui du manioc, de 33 % et 135 % sur les mêmes périodes[15]. Cette envolée correspond à un marché juteux... mais provoque désormais de véritables révoltes de la faim au Burkina Faso, au Cameroun, au Sénégal, en Côte d'Ivoire[16]. Des troubles sociaux reconnus par la directrice du Programme alimentaire mondial, qui avertissait, le 6 mars 2008, les députés européens que "le changement d'orientation (de nombreux exploitants) en faveur de la production des biocarburants a détourné des terres de la chaîne alimentaire. (...) Les prix alimentaires atteignent un tel niveau que celui de l'huile de palme en Afrique est désormais au niveau des prix du carburant"[17].

Demain, pour répondre à la demande toujours croissante d'énergie, seront développés les "biocarburants de 2e génération", actuellement à l'étude, qui utilisent la matière lignocellulosique : les pailles, mais aussi le bois. Ça tombe bien, il reste encore un peu de forêt tropicale... L'Afrique n'a pas fini d'aiguiser les appétits.

Thomas Borrel ■

Association Survie.

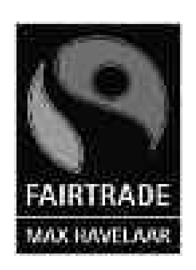






7. Anne Prieur-Vernat et Stéphane His, fiche panorama 2007 : *Les Biocarburants dans le monde*, 24 novembre 2006. Téléchargeable sur www.ifp.fr.
8. Propos rapportés par le quotidien marocain *l'Economiste*, http://www.leconomiste.com/article.html?a=78422
9. Romandie News, http://www.romandie.com/news/
10. Site de l'ambassade de France au Bénin, http://www.ambafrance-bj.org/article.php3?id_article=475
11. Rhonealpespeople.com, 27 mars 2006 : www.rhonealpespeiple.com/news/p1_millon_rome.html.
12. Fabrice Nicolino, *La Faim, la bagnole, le blé et nous : une dénonciation des biocarburants*, Fayard, 2007.
13. http://www.afrik.com/article12996.html
14. Ces exemples et bien d'autres sont détaillés dans l'ouvrage de Fabrice Nicolino, *op. cit.*
15. http://www.lautrequotidien.com/article.php?id_article=5278. L'auteur rappelle que le manioc ***"satisfait un tiers des besoins caloriques des populations d'Afrique subsaharienne. C'est l'aliment principal de plus de 200 millions d'Africains parmi les plus pauvres, soit plus d'un quart de la population du continent"***.
16. Voir le numéro d'avril 2008 de *Billets d'Afrique*, www.billetsdafrique.info
17. Dépêche de l'AFP du 6 mars 2008.

Max Havelaar contre le mal coloniser



La pensée[1] néolibérale mondialisée, telle une arme de destruction massive guidée par un archaïque thatchero-reaganisme, dont l'unique projet se résume au fameux « laisser faire, laisser aller, Tina »[2], tente d'avoir raison de toute autre considération. On bafoue les dimensions humaines, sociales, culturelles, sociétales et environnementales pour satisfaire les exigences de la sphère financière. Alors, pour donner le change, on communique équitable...

Libérés du colonialisme depuis au moins quatre décennies, les pays producteurs sont aujourd'hui la proie d'une nouvelle forme d'impérialisme que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de colonialisme économique ou encore de néocolonialisme[3]. Ce ne sont plus les Etats qui conduisent l'offensive mais des entreprises transnationales, nomades et apatrides, qui pillent les richesses (ressources énergétiques ou minières, matières premières, productions agricoles, main-d'œuvre…) de ces nouvelles colonies. Certaines vont même jusqu'à s'approprier les services publics desdits pays grâce à de savants programmes de confiscation, tels ces délétères plans d'ajustement structurel (PAS), préconisés par le Fonds monétaire international (FMI) ou encore par le truchement de ce redoutable Accord général sur le commerce des services (AGCS), concocté en secret dans les arrière-salles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)[4], véritable outil de déstructuration de toute vie collective[5] au profit de puissants consortiums privés[6].

Du commerce équitable au commerce de l'équitable

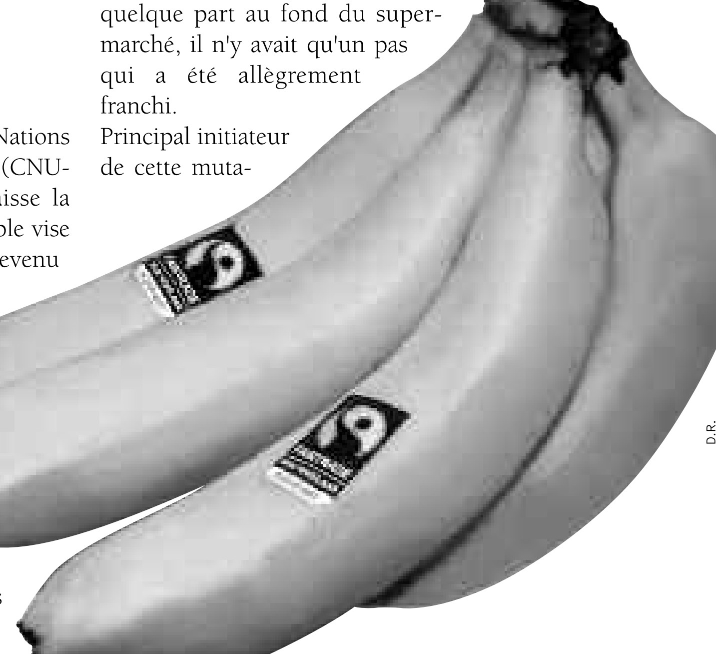
Lancé lors de la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 1964, bien avant que n'apparaisse la marque Max Havelaar, le commerce équitable vise à apporter aux petits paysans pauvres un revenu qui leur permette de subvenir à leurs besoins fondamentaux.

Créé en tant que commerce solidaire, il a été fortement marqué à ses débuts par l'humanisme des mouvements religieux, comme le rappelle la sociologue Virginie Diaz Pedregal[7]. D'essence caritative, le commerce solidaire est devenu tiers-mondiste dans un second temps puis alternatif, se transformant en acte politique d'opposition au système capitaliste. Une posture que revendique aujourd'hui encore le prêtre ouvrier Frans van der Hoff : "Nous étions et sommes toujours anticapitalistes, opposés aux transnationales. Nous préférons les petites entreprises et les magasins locaux. Dès 1990, nous étions déjà préoccupés par la tournure que prenait le développement du mouvement. La dimension politique a été progressivement édulcorée puis évincée"[8], tient-il à rappeler lorsqu'on l'interroge sur les dérives de la marque Max Havelaar que ce prêtre ouvrier a fondée avec son compère, le missionnaire Nico Rozen, en 1988.

Happée par la vague néolibérale, la démarche alternative a muté au tournant des années 2000 en un commerce équitable largement dépolitisé.

"L'heure n'est plus à la révolution mais à la réforme. L'objectif du mouvement est de bonifier le système libéral en le modifiant de l'intérieur", constate Virginie Diaz Pedregal[9]. Du commerce équitable au commerce de l'équitable, où l'équité n'est plus qu'un rayon quelque part au fond du supermarché, il n'y avait qu'un pas qui a été allègrement franchi.

Principal initiateur de cette muta-



D.R.

1. Peut-on vraiment parler de pensée pour désigner une politique économique dont le projet est de *laisser faire, laisser aller* et… d'attendre pour voir ?
2. Tina : *"there is no alternative"*
3. *Le commerce équitable, outil de transformation des échanges marchands ?*, Marion Brodeau, mémoire de maîtrise IUP, 2003.
4. Voir *OMC le pouvoir invisible,* Agnès Bertrand et Laurence Kalafatides, Fayard, 2002.
5. Voir *OMC, AGCS, vers la privatisation de la société,* Louis Weber et Sophie Zafari, éditions Syllepse, 2003.
6. Voir "Le complot de l'OMC contre les services publics", Christian Jacquiau, *Marianne* n° 303 (10 février 2003).
7. *Le Commerce équitable dans la France contemporaine,* L'Harmattan, 2007.
8. Entretien croisé avec Frans van der Hoff, réalisé par David Leloup pour le magazine bimestriel belge *Imagine demain le monde* (mars 2007) et *Politis* (hors série « commerce équitable » n° 45 de mai-juin 2007).
9. Op. cit. note 7.
10. http://www.survie-france.org.
11. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels : *De la Françafrique à la Mafiafrique,* Tribord, 2005 ; *Au mépris des peuples : le néocolonialisme franco-africain,* La Fabrique, 2004 ; *Noir Chirac,* Les Arènes, 2002 ; *Noir Silence : qui arrêtera la FrançAfrique ?,* Les Arènes, 2000 ; *La Françafrique, le plus long scandale de la République,* Stock, 1998.



D.R.

Beaucoup de militants naïfs font la promotion du commerce équitable... dans les grandes surfaces inéquitables.

tion/dépolitisation, Max Havelaar est au cœur d'un vaste débat renvoyant la démarche à ses fondamentaux historiques et politiques.
D'un côté, les tenants de la marchandisation des produits équitables. De l'autre, les promoteurs d'un modèle exigeant un véritable contenu social et environnemental, tout au long des filières, au Sud comme au Nord.
Avec, en filigrane, une interpellation sur la question essentielle du partage de la richesse.

Max Havelaar : pour une politique coloniale d'inspiration éthique

On parle beaucoup de lui, certains prétendent même l'avoir rencontré, pourtant Max Havelaar n'existe pas… en dehors des linéaires des supermarchés.
Max Havelaar est le personnage principal d'un roman publié en 1860 par Edouard Douwes Dekker sous le pseudonyme de Multatuli. L'auteur, fonctionnaire de l'administration coloniale hollandaise, y plaide la cause du peuple javanais colonisé. Il n'y défend aucune thèse anticolonialiste mais se contente de s'insurger contre le "mal-coloniser", lui préférant une politique coloniale… d'inspiration éthique !
C'est cette colonisation à visage humain qui inspirera Nico Roozen et Frans van der Hoff, au point qu'ils s'approprieront le nom de Max Havelaar pour commercialiser leurs produits réputés équitables.

Du retrait de la France coloniale, ayant permis la nationalisation des filières cotonnières africaines, au bénéfice des États émancipés, aux privatisations imposées aux pays africains par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), conduisant de fait au détournement de leurs richesses par de puissants oligopoles privés, l'épisode de la création de la filière coton Max Havelaar/Dagris est révélateur d'une certaine instrumentalisation de la démarche.
L'ancienne Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT) a beau avoir changé d'identité pour devenir la société Dagris (Développement des agro-industries du Sud), elle n'en demeure pas moins, pour les spécialistes du continent africain, une vieille connaissance au passé colonial intact. Même affublée de son tout nouveau badge Fairtrade Max Havelaar...
"Dagris ? Un système de pompage de la rente. Un outil néocolonial important ayant pactisé en son temps avec les dictateurs en place au Mali, au Sénégal, au Cameroun et au Niger", explique en mars 2005, quelques semaines seulement avant sa disparition, François-Xavier Verschave, l'un des membres fondateur de l'association Survie[10] et auteur de nombreux ouvrages de référence sur la FrançAfrique[11].
Les pharaoniques subventions perçues par Max Havelaar France pour monter sa filière coton avec Dagris lui ont permis non seulement d'éponger ses pertes mais encore de dégager, dès l'année suivante, un bénéfice de plus de 500 000 €. Une très belle performance pour une association réputée être sans but lucratif...



Des démarches encore loin d'un commerce équitable

"Pourquoi par le ministère français des Affaires étrangères ?" feint de s'interroger Michel Besson, directeur de l'association pour un commerce équitable MINGA[12].

Un million sept cent mille euros pour accepter l'inacceptable

"Pour appliquer la politique néocoloniale de la France et dissimuler le pillage quotidien des ressources naturelles et humaines africaines ! On vole 100 mais on redonne 10 pour aider ceux que l'on a affamés. Si le commerce équitable est vraiment une cause d'intérêt général, pourquoi n'est-il pas financé par l'Europe ou par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ?", s'insurge le directeur de MINGA.
Une question qui reste sans réponse.
En attendant, la politique étrangère de la France fait les affaires de Max Havelaar, qui au passage récolte plus d'un million sept cent mille euros de subventions !
Quant aux petits producteurs du Sud, il ne leur reste plus qu'à produire ces précieuses matières premières que les transnationales du Nord sauront transformer avec talent pour le plus grand bonheur de leurs actionnaires et de ceux des mastodontes de la grande distribution, véritables bénéficiaires avec l'ONG hollandaise de cette charité si bien ordonnée.
Comme aux plus belles années du colonialisme, seules les exploitations les plus productives intéressent les acteurs de l'équitable. "Les différents types de distribution ne sont pas nécessairement incompatibles car ils ne conviennent pas aux mêmes types de producteurs : à petit producteur, petit magasin, à gros producteur, gros magasin", avouera un commerçant de l'équitable, dont le chiffre d'affaires a été multiplié par 21 en 5 ans[13].
Ce sont pourtant les plus modestes, les plus pauvres voire les sans-terre qui mériteraient le plus d'attention de ces bons samaritains modernes. Il n'en est rien.
Bien pire encore, ces travailleurs pauvres (journaliers, saisonniers et autres ultra précarisés) ont tout simplement été oubliés par les concepteurs du commerce équitable dominant, tel que le définit et le pratique Max Havelaar depuis vingt ans !

Des missionnaires de l'équité aux implantations ecclésiastiques

Qui fixe le prix ? Qui dit où est l'équitable ? Où il commence et où il finit ? Qui connaît mieux que les petits paysans, leurs besoins vitaux et leurs priorités, leurs besoins personnels et leurs besoins collectifs ? Qui planifie et organise l'assistance équitable ?
Qui donc a tout verrouillé en fixant, sans concertation, leur rémunération de survivance à un niveau si bas qu'il leur interdit toute possibilité d'investir localement et d'acquérir ainsi une réelle autonomie ?
Les gentils petits hommes blancs venus du Nord.
On parle de prix justes ou encore de juste prix mais qui a été habilité – et par qui – à déplacer le curseur sur l'échelle de l'équité, graduée le plus souvent de zéro à… pas grand-chose ?
Qui a organisé ce système néocolonial, instrumentalisant une véritable dépendance des producteurs à l'égard de leurs gentils bienfaiteurs du Nord, nouveaux coyotes s'étant substitués à ces "coyotes" locaux, dénoncés par Max Havelaar ?
Les mêmes...
"Il ne faut pas oublier que les colonisations se sont faites par les missionnaires. Regardez la cartographie des implantations de Max Havelaar, elle correspond aux implantations ecclésiastiques", remarque André Deberdt, le président de Bio Equitable.
"Ce n'est pas un jugement. Je n'ai rien contre les religions. Seulement un constat. Ce qui pose problème c'est la confusion des genres. Nous assistons aujourd'hui à un désengagement officiel de l'État qui transfère une partie de ses prérogatives aux ONG. En réalité, l'État se sert des mouvements catholiques pour mener à bien sa politique étrangère. Le lobbying chrétien a réinvesti les rouages étatiques, tout particulièrement le ministère des



12. L'association Minga – du mot hindi qui signifie *faire ensemble* – regroupe une centaine de structures commerciales alternatives se revendiquant du commerce équitable. Voir *Silence* n° 359.
13. Tristan Lecomte, président de la société anonyme AlterEco in ***Commerce équitable et café rébellion ou nécessaire évolution ?***, Jean-Pierre Blanc, Ondine Bréaud, Pierre Massia (L'Harmattan, 2003), cité par Virginie Diaz Pedregal dans ***Le Commerce équitable dans la France contemporaine,*** op. cit.
14. Le texte de Philippe Juglar est disponible dans son intégralité sur le site de Minga (http://www.minga.net).
15. http://www.maxhavelaarfrance.org /Developpement-social.
16. "Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré en histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès. Dans cet univers où la nature commande de tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance.
Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin. Le problème de l'Afrique (...) il est là", Nicolas Sarkozy, discours de Dakar du 26 juillet 2007 (texte intégral sur : http://www.afrik.com/ article12199.html).

affaires étrangères (MAE). Toutes ces péripéties conduisent à une confusion du rôle de l'Église et de l'État", dénonce encore André Deberdt.
"Que penserait-on en France d'une organisation évangéliste nord-américaine qui viendrait sélectionner nos meilleurs vins sur des critères qui lui seraient propres, tels que le faible taux de divorce, la fécondité des femmes, la participation volontaire aux guerres équitables, tout en émettant aux États-Unis un discours tel que seuls les vins ainsi choisis seraient dignes de l'intérêt des distributeurs et consommateurs américains ?", interroge quant à lui Philippe Juglar, ancien directeur de la société de promotion du Café de Colombie (SACA)[14].
Personne ne se pose la question.
Pourtant...



D.R.

De Max Havelaar à Nicolas Sarkozy... construire un pont

"Une prime pour se donner les moyens d'avancer" promet Max Havelaar sur son site[15]. "En plus du prix d'achat plus juste versé au producteur, le client verse à sa coopérative une prime de développement qui lui permettra de s'équiper pour mieux produire ou pour le bien de la collectivité. Cet argent est géré collectivement par les producteurs dans une perspective d'avenir. Il peut être utilisé pour rendre plus performants les moyens de production : la construction d'un hangar de stockage pour préserver les récoltes, l'achat d'une machine à peler les grains de café pour vendre la récolte plus cher, elle peut aussi permettre d'améliorer la vie dans le village concerné : construire une adduction d'eau, une école, un pont…", explique-t-on chez Max Havelaar.
Une approche qui n'est pas sans rappeler ce colonialisme à peine critiqué par Nicolas Sarkozy, lors de son inénarrable discours de Dakar du 26 juillet 2007 : "Les Européens sont venus en Afrique en conquérants. Ils ont pris la terre de vos ancêtres. Ils ont dit à vos pères ce qu'ils devaient penser, ce qu'ils devaient croire, ce qu'ils devaient faire. Ils ont cru qu'ils étaient supérieurs, qu'ils étaient plus avancés, qu'ils étaient le progrès, qu'ils étaient la civilisation. Ils ont eu tort".
Des propos prononcés juste avant ceux dévastateurs sur l'homme africain, source selon lui du drame de l'Afrique[16]. Juste avant que le président du pays des droits de l'homme n'en arrive à justifier l'injustifiable colonisation : "Le colonisateur est venu, il a pris, il s'est servi, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas. Il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail. [Le colonisateur] a pris mais il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles…".
Comme le font aujourd'hui ces missionnaires des temps modernes qui, au nom de la mondialisation – et des transnationales qui les rémunèrent – parcourent la planète pour y dénicher ces merveilleux produits qu'ils relookeront de ces séduisants packagings équitables, fleurant bon l'humanisme et la solidarité… en pack de six.


D.R.

Christian Jacquiau ■

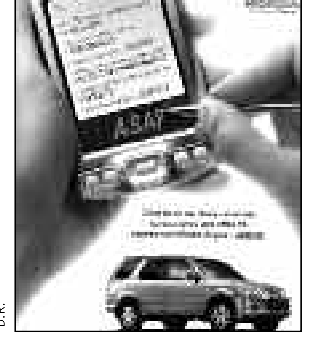
Economiste, diplômé d'expertise comptable, Christian Jacquiau est l'auteur de *Les Coulisses de la grande distribution*, publié chez Albin Michel en mai 2000 (neuf éditions successives à ce jour) et, plus récemment, de *Les Coulisses du commerce équitable - mensonges & vérités sur un petit business qui monte*, publié chez Mille et une nuits en mai 2006 (trois éditions à ce jour).

CO_2lonialisme

La "compensation volontaire" des émissions de gaz à effet de serre est un business en plein essor. Mais, outre qu'elle permet de s'acheter à bon compte une bonne conscience, elle relève pour une large part d'une nouvelle forme de colonialisme.

Il est désormais possible de s'offrir des vacances éclair à l'autre bout du monde sans culpabiliser au sujet des émissions de gaz à effet de serre liées au trajet en avion. Une nouvelle catégorie de prestataires de services durables et équitables a en effet fait son apparition, d'abord dans les pays anglo-saxons puis en France. Leur offre commerciale ? La vente de "crédits carbone" à toute personne physique ou morale désireuse de "compenser volontairement" ses émissions de gaz à effet de serre.

Concrètement, un particulier peut par exemple se connecter sur un site internet comme celui du projet Action Carbone[1] initié par le photographe Yann Arthus-Bertrand. Il y trouvera une interface très simple d'emploi grâce à laquelle il pourra calculer les émissions qu'il souhaite compenser, après quoi il sera invité à régler une somme proportionnelle au résultat obtenu. De son côté, *Action Carbone* finance dans différents pays en développement des projets visant soit à réduire les émissions de gaz à effet de serre soit à séquestrer du CO_2 par reforestation. L'internaute peut donc se targuer d'avoir en quelque sorte "neutralisé" une partie ou la totalité de ses émissions.



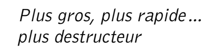
D.R.

"Greenwashing" (blanchiment vert) : les marques d'automobiles multiplient les messages vantant leurs qualités écologiques

Protocole de Kyoto, finance carbone et indulgences climatiques

La compensation volontaire substitue ainsi à un effort personnel de réduction un effort équivalent effectué par un tiers, le prestataire jouant le rôle d'intermédiaire. Sur le plan marketing, et pour se limiter aux particuliers, le cœur de cible est constitué par les fameuses CSP+ (catégories socioprofessionnelles supérieures), qui cumulent revenus élevés, mode de vie non durable et (mauvaise) conscience écologique. Cette clientèle ne peut qu'être séduite par la facilité de l'opération : "effacer" en quelques clics tout ou partie de ses émissions permet de se refaire une virginité climatique à moindres frais et d'afficher sans trop de sacrifices un profil avantageux d'ami de la planète[2]. C'est donc à juste titre que les prestataires sont parfois assimilés à des marchands d'indulgences climatiques.

Reste qu'ils ne font qu'étendre à un large public la logique d'action du protocole de Kyoto. Au nom de l'efficacité économique et de la flexibilité géographique, celui-ci crée en effet un marché global de la "tonne-équivalent CO_2", dans le cadre duquel un État ou un industriel soumis à un quota d'émission peut acheter à un autre acteur des droits d'émission inutilisés, ou obtenir des droits d'émission supplémentaires en finançant un projet de réduction d'émissions dans un pays en développement. Les droits d'émission ainsi acquis permettent à l'acheteur d'avoir un niveau réel d'émission supérieur à son quota légal tout en respectant ce dernier sur le papier. Ce principe de "compensation carbone", clé de voûte du système Kyoto, englobe la compensation dite "volontaire"[3], qui s'adresse aux acteurs non concernés directement par les quotas attribués dans le cadre de Kyoto et qui n'est qu'un compartiment du marché carbone global.



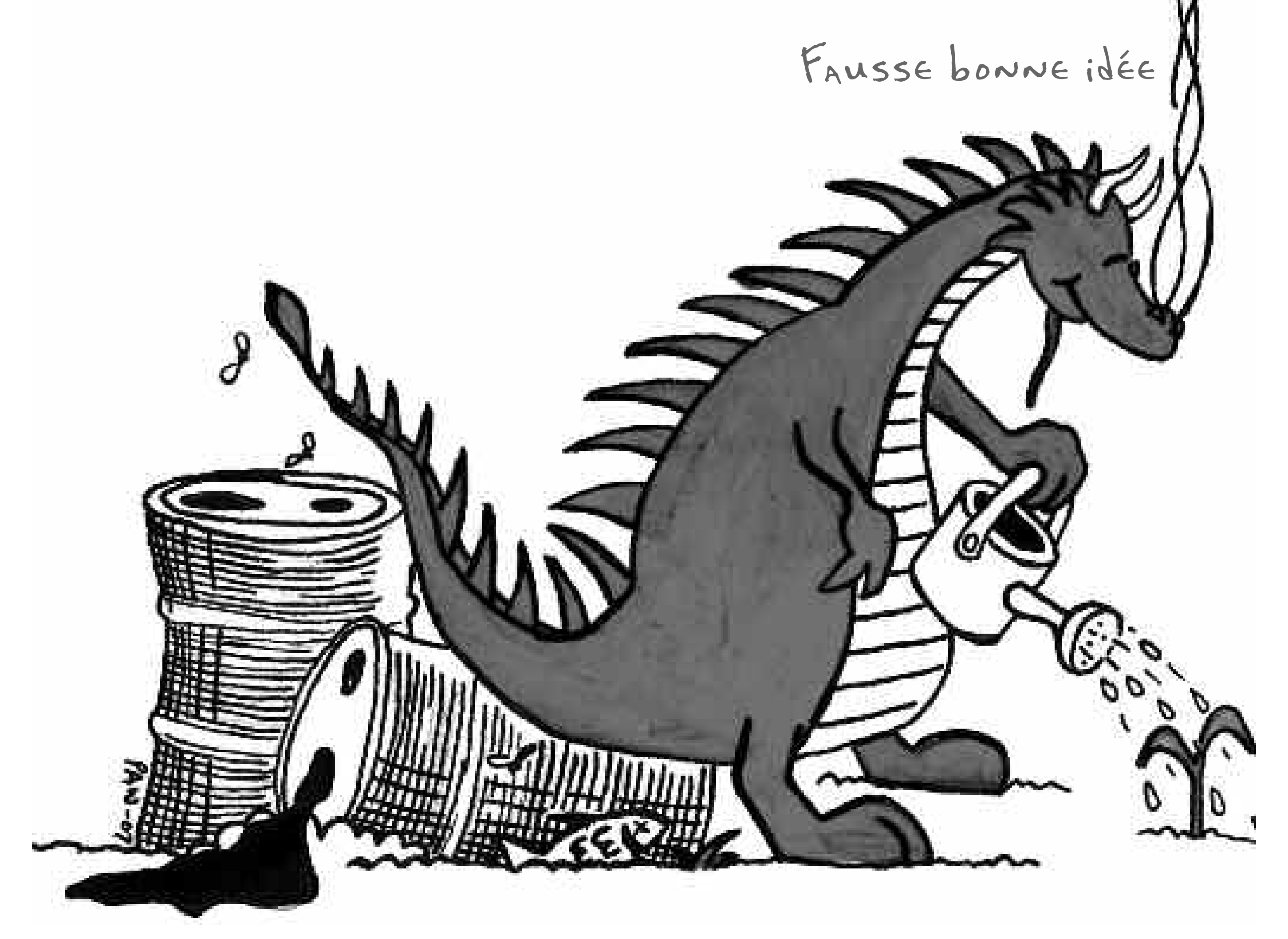
Plus gros, plus rapide… plus destructeur



D.R.

Quel intérêt pour le climat et les pays en développement ?

Sur le plan environnemental, la compensation fait l'objet d'une contestation croissante et fondée. Ainsi, la "neutralité carbone" mise en avant par les prestataires pour attirer le chaland ne peut être garantie dans la pratique, principalement parce qu'il est très difficile de s'assurer de la réalité des réductions d'émissions vendues[4]. Surtout, la compensation repose, on l'a vu, sur un postulat technique précis et a priori de bon sens : l'opération comptable par laquelle on "annule" une émission dans un endroit par une réduction équivalente en un autre lieu serait neutre du point de vue de la lutte contre le changement climatique. Or rien n'est plus faux, entre autres parce qu'on ne peut mettre sur le même plan les actions de réduction



offrant le bon rendement de court terme attendu des opérateurs et les mesures structurelles indispensables dans une perspective de long terme mais coûteuses individuellement et politiquement à court terme.
Ceci étant précisé, quelle analyse peut-on faire de cette pratique sur le plan des relations Nord-Sud ? Un premier élément de réponse réside dans la nature des projets mis en œuvre. Les prestataires et leurs clients ne manquent pas de souligner que les fonds récoltés facilitent le financement de projets favorables à la fois au climat et aux populations locales. Certains prestataires n'ont d'ailleurs développé une offre de compensation volontaire que dans ce but : c'est le cas de l'association de développement et de solidarité internationale GERES (Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités) avec CO_2solidaire[5]. Mais si la vente de crédits carbone peut par exemple aider à boucler le budget de petits projets d'énergie renouvelable, tous les projets ne sont pas bénéfiques aux populations locales. Les projets forestiers visant à séquestrer le CO_2 atmosphérique sous forme de biomasse, qui représentent environ un tiers des crédits dans le secteur de la compensation volontaire, font par exemple l'objet de vives controverses[6]. Cette approche, déjà très contestable sur le plan de la prévention du changement climatique[7], peut en effet entraîner injustices et spoliations dans les pays où les conflits pour l'usage des sols sont déjà vifs, tant il est vrai que le pouvoir d'achat du particulier CSP+ occidental est plus élevé que celui du paysan brésilien sans terre. Et que dire du cas de la Fédération internationale de l'automobile, qui compense les émissions des courses de Formule 1 via un projet agroforestier dans le Chiapas mexicain occupé par l'armée depuis le soulèvement zapatiste de 1994 ?

Vivre avec une planète supplémentaire pour moins de dix euros par an

Mais le problème ne se limite pas à la nature des projets. Revenons au site d'Action Carbone : la tonne équivalent-CO_2 y est facturée 15 €, chiffre qui est dans la moyenne de ses concurrents. Officiellement, il ne s'agit pas d'un achat, mais d'un don ouvrant droit à déduction d'impôts. La collectivité finance ainsi près des deux tiers des sommes versées à Action Carbone, et les 15 € initiaux se résumeront *in fine* à un débours réel de 5,10 €. Sachant qu'il conviendrait que chaque habitant de la planète limite ses émissions annuelles à 1, 8 tonnes de CO_2 pour stabiliser le climat, un calcul rapide conduit à la conclusion suivante : 9,18 € par an suffisent pour "vivre avec une planète supplémentaire" ! C'est à ce prix que la compensation volontaire légitime un mode de vie non généralisable car incompatible avec la prévention du changement climatique. Elargissons l'analyse à l'ensemble du système Kyoto : pour masquer comptablement leur déficit d'action, les pays riches et leurs habitants peuvent exploiter à bon compte ce que les professionnels de la finance carbone appellent les "gisements de réduction d'émissions" des pays en développement. Et les droits d'émission supplémentaires ainsi générés, exprimés en tonnes d'équivalent-CO_2 et négociés

1. www.actioncarbone.org
2. Cf. les arguments mis en avant par le prestataire français Climat Mundi : *"C'est simple : pas de travaux à faire, pas de contraintes. C'est rapide : quelques clics suffisent. C'est abordable : pour le prix d'un plein d'essence, vous annulez l'impact sur le réchauffement climatique de votre voiture pendant un an ou de votre vol Paris-New York !"* (www.climatmundi.fr – 25 avril 2008)
3. Volontaire, car il ne s'agit pas de se mettre en conformité avec un quota juridiquement contraignant. Mais qu'elle s'inscrive dans le cadre de Kyoto ou non, la compensation est toujours volontaire : l'industriel tenu de respecter un quota arbitre librement entre réduction de ses propres émissions et achat de droits d'émission sur le marché du carbone.
4. Les réductions créditées à un projet sont en fait des émissions "évitées" par rapport à un projet de référence fictif. L'exercice se prête facilement à la manipulation, même avec la caution de sociétés de certification, et les crédits carbone vendus au client final ne sont parfois que du vent.
5. www.co2solidaire.org
6. Voir sur ce point le site www.sinkswatch.org
7. Planter des arbres ne fait que masquer provisoirement la croissance de nos émissions.



Prendre l'avion détruit la planète... même en payant une "compensation"

comme une matière première, alimentent une fuite en avant climatique dont les premières victimes seront les populations du Sud...
Une situation dangereuse et condamnable, d'autant plus que notre empreinte carbone réelle ne se limite pas aux émissions directes que les prestataires de compensation nous proposent, moyennant finances, de "neutraliser". En effet, au-delà des émissions dont nous avons d'abord conscience, comme celles liées à notre consommation d'énergie (pour se chauffer, se déplacer, etc.), il y a les émissions "grises" contenues dans les produits que nous consommons, c'est-à-dire les émissions liées à leur production, à leur transport, à leur commercialisation, etc. Or ces produits, pour une large part, sont fabriqués dans des pays-ateliers comme la Chine puis exportés vers les pays riches où ils sont consommés. Alors que les Nations-Unies évaluent officiellement à 60 % la part des pays développés dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre, 20 % des émissions mondiales de CO_2, bien qu'attribués aux pays du Sud, correspondraient en fait à la production de biens consommés au Nord[8]. On mesure là combien il peut être hypocrite d'opposer l'augmentation des émissions de pays émergents à nos "efforts" pour tendre vers la "neutralité carbone" via la compensation.

Sortir de la fuite en avant climatique

Inscrire cette réflexion dans une perspective historique ne fait qu'amplifier le malaise. En effet, les pays du Nord, dont les émissions par habitant restent à des niveaux indécents, ont de surcroît une responsabilité écrasante au regard de l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère depuis le début de la révolution industrielle. Redevables de cette "dette carbone", ne devrions-nous pas, au lieu de dissimuler notre manque de volonté collective derrière le rideau de fumée du marché carbone ou les indulgences de la compensation volontaire, relever enfin le défi de la réduction radicale des émissions de gaz à effet de serre?

Pierre Cornut ■

Economiste, Atlas Conseil[9]

8. CO_2 Embodied in International Trade, Glen P. Peters and Edgar G. Hertwich, Environmental Science and Technology, 30/01/2008.
9. http://atlas.conseil.free.fr.

Survie

Ce dossier a été réalisé en collaboration avec l'association Survie.

Survie mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud.

Elle compte 1600 adhérents, plusieurs centaines de militants et une vingtaine de groupes locaux qui relaient ses campagnes dans toute la France.

L'engagement de Survie repose sur un constat : les problèmes de développement et la pauvreté dans les pays du Sud ont avant tout des causes politiques. C'est donc dans le champ politique qu'il convient d'agir.

■ **Survie,** *210, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél : 01 44 61 03 25, http://survie.org.*

Décolonisons... nos modes de vie !

Le constat dressé par ce dossier est alarmant. Quelles pistes sont possibles pour sortir collectivement de ces nouvelles formes de colonialisme et ouvrir d'autres relations avec les pays actuellement sous notre domination ?

L'une des difficultés de la domination que nous exerçons sur un certain nombre de zones du globe est qu'elle est relativement invisible à nos yeux. Aux yeux même de celles et ceux qui la subissent au quotidien, elle peut parfois apparaître comme une fatalité naturelle. Il faut toute l'analyse des rapports géopolitiques complexes qui caractérisent notre économie mondialisée pour y voir clair dans cette superposition de richesse et de misère. Ce dossier a le mérite d'aider à visualiser un certain nombre de lignes de cette nouvelle domination "soft" (agrocarburants, commerce équitable, immigration choisie…).

Pouvoir d'achat, impérialisme : même combat ?

Il s'agira donc dans un premier temps de se libérer des schémas de pensée fermés qui dominent actuellement dans nos sociétés d'opulence et incapables de voir au-delà du seul intérêt particulier. La limitation des revendications sociales et politiques à la seule "augmentation du pouvoir d'achat" est en profond décalage avec les réalités de notre monde interdépendant. La vraie lutte pour la justice ne peut pas faire l'économie de l'analyse des conséquences là-bas de ce qui se produit ici.

Le pouvoir d'achat a un poids : celui de l'impérialisme. Il pèse économiquement, militairement, politiquement et culturellement sur certains pays jusqu'à les asphyxier et les détruire. Lutter pour le pouvoir d'achat aujourd'hui, c'est lutter pour l'impérialisme qui lui est lié. Un travail de décloisonnement mental et politique est nécessaire tant dans les syndicats que dans nombre d'appareils politiques pris dans les filets de la démagogie. A quand une jonction entre les syndicats ouvriers et les revendications portées par des organisations comme Survie contre la Françafrique, ainsi que les mouvements décroissants et les associations du Sud, pour un partage des richesses mondiales ?

La nécessité d'une décroissance au Nord

Car c'est bien une décroissance qui s'impose. C'est à dire l'allègement du poids des pays qui dominent actuellement le monde sur le reste de la planète. La décolonisation des pays sous hégémonie globale est l'une des deux dimensions de la décroissance, avec celle, également essentielle, de l'allègement du poids écologique sur la planète. Cette décroissance – ou cette sobriété – passe par la diminution de notre demande globale de carburants (pétrole, agrocarburants), d'énergie (charbon, uranium), par une transformation de nos modes d'alimentation (locale, plus légère en protéines animales), par une sobriété globale de la consommation d'objets jetables, obsolescents ou inutiles, par une socialisation des usages (habitat collectif, équipements et outils collectifs…), etc.

Pratiquer la non-violence à trois niveaux

Face à cette violence du néocolonialisme, en quoi consistera la non-violence de celles et ceux qui veulent s'en défaire ? D'abord dans le principe premier de la non-violence gandhienne, l'ahimsa (du privatif *a-* et *-himsa* : nuisance) : ne pas nuire. Commençons donc par cesser de nuire aux pays sous domination, en cessant d'alimenter celle-ci par notre consommation et notre mode de vie au Nord, avant de monter des missions pour venir "aider" à colmater les brèches que nous ouvrons. Cessons d'alimenter la violence. La deuxième signification de la non-violence dans notre contexte d'impérialisme, est de lutter et d'établir des rapports de force non violents face aux acteurs identifiés de cet impérialisme (lobbys et multinationales de l'agroalimentaire, des carburants, système politique de la Françafrique, etc.) afin de faire tomber leur hégémonie par la non-coopération. La troisième dimension de cette non-violence est l'établissement d'un programme constructif qui permette non seulement de faire tomber le système qui détruit, mais aussi d'imaginer l'organisation à mettre en place pour lui succéder et permettre de répondre aux besoins qu'il remplissait peu ou prou.

A quand un réseau Sortir du colonialisme ?

Au même titre qu'existe en France un réseau *Sortir du nucléaire* qui regroupe plus de 800 associations pour lutter contre la folie nucléaire et lui trouver des alternatives viables, on pourrait imaginer la création d'un vaste regroupement d'associations qui aurait pour fonction d'unir leurs efforts réciproques afin de sortir des relations de domination qui caractérisent nos rapports avec de nombreux pays du monde. Il regrouperait les réflexions et les actions de mouvements travaillant autant sur la consommation, que sur le système monétaire, la critique du développement, de la croissance et de l'industrialisme, la politique militaire et françafricaine… A quand un réseau *Sortir du colonialisme ?*

Guillaume Gamblin ■

Faucheurs et semeurs

Alors que les plantations classiques d'OGM n'ont pu avoir lieu ce printemps du fait de la suspension d'autorisation, il reste quand même des parcelles expérimentales appartenant aux semenciers qui espèrent repasser à l'action l'année prochaine.



Dans la nuit du 29 au 30 juin 2008, le collectif des faucheurs volontaires a revendiqué la destruction de trois parcelles dans le Gers appartenant à Pionneer et Syngenta sur la commune de Condom et à Monsanto sur la commune de Mauroux.

En parallèle à l'assemblée générale des *Faucheurs volontaires* qui s'est tenue le 13 juillet 2008 à Grigny (Rhône), José Bové a présenté un nouveau mouvement Les *Semeurs volontaires* dont l'objectif est de dénoncer la privatisation du vivant et de favoriser les échanges gratuits de semences.

Constatant que les grands semenciers sont également les principaux promoteurs des OGM, les *Semeurs volontaires* vont lancer un mouvement de désobéissance en faisant savoir qu'ils sèment des semences non référencées donc non autorisées. Il s'agit de créer un mouvement pour que les agriculteurs, les jardiniers puissent librement utiliser leurs propres semences, à l'inverse de la tendance actuelle qui veut qu'on rachète ces semences chaque année (semences hybrides non reproductibles). Les *Semeurs volontaires* ont annoncé une première journée d'action le 28 octobre 2008 à l'occasion de la 15e session du comité international de bioéthique à l'Unesco, à Paris. *Collectif des faucheurs volontaires, 4, place Lucien Grégoire, 12100 Millau, tél : 05 65 59 14 36.*



Sylvia Tostain

Christian Vélot réhabilité

Pour avoir accepté à plusieurs reprises de venir témoigner devant les tribunaux sur les doutes que l'on peut avoir sur les OGM, Christian Vélot, chercheur sur le sujet, avait vu ses contrats non renouvelés et son unité de recherche non reconduite.
Il a fallu une mobilisation importante des scientifiques (50000 signatures) pour que son autorité de tutelle fasse marche arrière.
Le 9 juillet 2008, il a été reçu par la présidence de l'université Paris-Sud, accompagné de la sénatrice Marie-Christine Blandin et de représentants syndicaux. L'Université s'est engagée à lui laisser sa liberté de parole et à reconduire son équipe de recherche. (plus d'infos : *http://sciencescitoyennes.org)*

Brésil

Syngenta jusqu'au meurtre

D.R.

En mars 2006, alors que se réunit dans l'Etat de Paraña la Convention pour la diversité biologique des Nations Unies, des militants de Via Campesina Brésil occupent des champs de la multinationale suisse Syngenta : des champs expérimentaux d'OGM illégaux car situés au sein du parc national d'Iguaçu. Cette action oblige le gouvernement brésilien à réagir et Syngenta va être condamné à 500 000 dollars d'amende... qu'elle n'a toujours pas payés, l'affaire étant en appel. En novembre 2006, le gouvernement du Paraña accepte la demande du MST, Mouvement des sans-terres et de Via Campesina de saisir les terres litigieuses pour en faire un centre de production de semences écologiques. 70 familles installées sur les lieux subissent alors les pressions de gardes de sécurité payés par Syngenta. Le 21 octobre 2007, Valmir Mota de Oliveira, dit Keno, 34 ans, militant du MST, est tué de deux balles tirées à bout portant par une milice armée. D'autres sont blessés par balles. Syngenta a admis avoir embauché la firme de sécurité NF à l'origine des coups de feu, mais nie avoir donné l'ordre de tirer. Depuis, les militants demandent toujours en vain l'inculpation de Syngenta et son interdiction d'exercer au Brésil. Les miliciens de NF ont été inculpés... mais également les personnes blessées pour occupation illégale. En Suisse et en France, plusieurs manifestations devant des établissements de la firme se sont déroulées. Le procès devrait avoir lieu en 2009. Pour en savoir plus (en portugais et anglais) : *www.mstbrazil.org*.

Verts

Demande d'enquête sur le lobbying

A la suite des plaintes de plusieurs députés UMP qui se sont plaints des pressions exercées par le lobbies pro-OGM, les sénateurs et députés Verts ont déposé en avril 2008 une demande d'enquête parlementaire sur les pratiques des lobbies autour des élus. Une enquête qui, si elle est acceptée, pourrait provoquer des révélations spectaculaires.

Tarn-et-Garonne

Champ illégal

Un champ de maïs OGM Mon 810 a été découvert par les Faucheurs volontaires, début juillet sur la commune de Lafrançaise, alors que cette semence est interdite depuis février 2008. La Confédération paysanne, la FNAB, Greenpeace, les Amis de la Terre, Nature et Progrès, ont engagé un "référé d'heure à heure" pour obtenir sa destruction avant sa floraison. Le 10 juillet, le tribunal de Montauban a ordonné une analyse pour vérifier les dires des plaignants. Le 15 juillet, les gendarmes ont constaté que les parcelles en question avaient été broyées. Le 18 juillet, le tribunal rend public les résultats d'analyses : six parcelles sur les sept soupçonnées sont bien semées en maïs Mon 810.

Vienne

Parcelles détruites

Le 15 août 2008, une centaine de faucheurs volontaires, José Bové en tête, ont détruit deux parcelles de maïs OGM de type Monsanto, 3000 m2 et 2000 m2, sous le regard des gendarmes qui ne sont pas intervenus. Les deux parcelles étaient voisines de la centrale nucléaire de Civaux. La préfecture a spécifié que ces deux parcelles étaient expérimentales, sous le contrôle du ministère de l'agriculture, bénéficiant d'une dérogation.



Deux-Sèvres

Pollution à 35 km !

Deux agriculteurs de maïs alimentaire biologique, Christian et Julien Veillat, ont porté plainte début mai 2008 à la gendarmerie de Villiers-en-Plaine après avoir constaté une pollution OGM dans leur production... alors qu'ils se trouvent à plus de 35 km de la plus proche parcelle en maïs Monsanto. L'enquête devra déterminer l'origine de la contamination. S'il s'avère qu'elle est aérienne, cela remettrait en cause toutes les mesures de précaution prises actuellement.

Vaccins

Six d'un coup... dont celui contre l'hépatite B !

Alors que les procès se multiplient de la part des victimes du vaccin contre l'hépatite B, celui-ci avance maintenant masqué pour les nourrissons. Depuis le 26 mars 2008, la sécurité sociale rembourse en effet le vaccin *Infanrix Hexa* qui regroupe six vaccins en un (vaccin diphtérique, tétanique, coquelucheux, poliomyélite, Haemophilus Influenzae... et hépatite B)! Les médecins proposent cela sans préciser évidemment le danger... et les parents croient qu'il est obligatoire, ce qui n'est pas le cas. Pour en savoir plus : *REVAHB, Mairie, 6, rue du Général-de-Gaulle, 93360 Neuilly-Plaisance, tél. : 01 43 08 86 40.*

Ile-de-France

Regards croisés sur le cancer

L'association *Regards croisés,* hébergée au Collège ostéopathique européen, organise des cycles de conférences en choisissant un thème et en déclinant les aspects économiques, écologiques, sociaux... Pour la saison 2008-2009, le thème choisi est le cancer avec comme conférences : cancer, alimentation et techniques alternatives (15 octobre 2008), ondes électromagnétiques et cancer (16 octobre), environnement, mode de vie et cancer (11 décembre), nutrition et cancer (12 décembre), naturopathie et cancer (30 janvier 2009), vivre le cancer dans la société d'aujourd'hui (26 mars), chocs émotionnels, cancer et résilience (15 mai), cancer, une possibilité d'évolution (9 avril), approche économique de la santé et du cancer avec Patrick Viveret (29 mai), OGM, effets sur la santé et cancer avec Gilles-Eric Sérallini (30 mai). Cela se passe à 20 h. *Regards croisés, collège ostéopathique européen, 46, avenue des Genottes, 95800 Cergy-Pontoise (RER Cergy-Saint-Christophe), tél. : 01 34 33 71 50.*

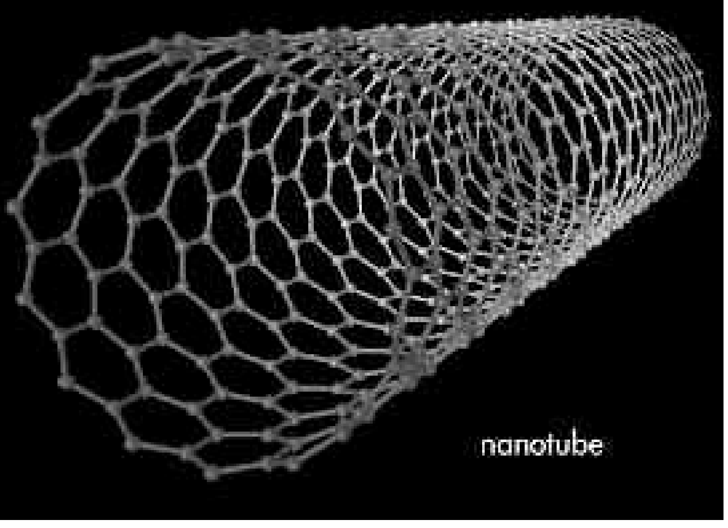
Hôpitaux en mauvaise santé

Si la réforme Larcher est effectivement mise en place, début 2009, ce sont 235 hôpitaux de proximité qui auront été partiellement ou totalement fermés. De nombreux comités de soutien se sont mobilisés dans les différentes localités pour protester contre les fermetures et dénoncer un regroupement (au nom de l'efficacité) qui se traduit par une baisse de la qualité des soins du fait des distances à parcourir pour rejoindre un autre hôpital. Pour connaître les hôpitaux menacés et les comités de soutien en place, il faut aller voir : *www.coordination-nationale.org.*

Nanotubes

Aussi dangereux que l'amiante ?

Les nanotubes de carbone apparus depuis une dizaine d'années commencent à faire l'objet d'études médicales. Trois études concluent que l'on peut observer des lésions de la plèvre identique à celles que cause l'amiante. On trouve ces nanotubes, plus résistants que l'acier, dans de nombreux usages : cadre de vélo de course, pneumatiques, informatique, automobiles... Alors que l'amiante provoque actuellement 100 000 morts par an dans le monde, comment est-il encore possible d'accepter aujourd'hui que l'on utilise de nouveaux matériaux sans au préalable en étudier la toxicité ?
(Viva, juillet-août 2008)



D.R.

Amérique latine

Femmes et pouvoir

Le 14 avril 2008, dans le cadre d'un séminaire du Gecci, Groupe d'études comparées cultures et inégalités, est intervenue Virginie Rozée, chercheuse post-doctorante. L'histoire de l'Amérique latine est marquée par une tradition militante et d'importantes mobilisations des femmes. Celles-ci se mobilisèrent essentiellement contre les dictatures et les violations des droits humains, contre les crises sociales et économiques et pour l'égalité des sexes. Grâce à ces mouvements féminins et féministes de grande force, la région connaît d'importantes avancées sociales et politiques, octroyant aux femmes de nombreux avantages tant pour leurs pairs (paysans, indigènes, etc.) que pour elles-mêmes. Mais malgré les progrès en termes de pouvoir public et politique, les femmes latino-américaines n'ont jamais reçu les bénéfices à la hauteur de leurs activités afférentes.

Le dernier chapitre de la thèse de Virginie Rozée, consacrée au cas de la Bolivie, est disponible sur la base de données HAL-SHS

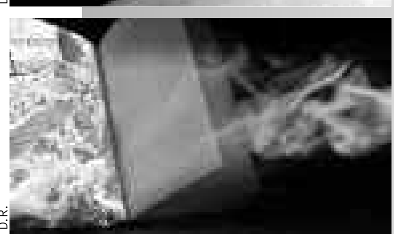
http://halshs.archives-ouvertes.fr).

L'Etat se désengage

Dans les années 1980, il y a eu un ministère du droit des femmes qui s'est transformé en secrétariat d'Etat, lequel a disparu pour céder la place à un Centre de documentation des droits des femmes... lequel a été supprimé le 30 avril 2008 par un décret publié au Journal officiel. Est-ce à dire qu'il n'y a plus de problème pour les droits des femmes ? Sans doute pas, mais l'actuel gouvernement, dans un mouvement de contre-balancier, est plutôt tenté pour réduire ces droits que de les affirmer. Une pétition circule pour demander le rétablissement de ce centre de documentation : *www.servicedroitsdesfemmesen-danger.org.*

Les sentiers de l'utopie


D.R.


D.R.

Des artistes anglais militant au sein du *Laboratoire d'imagination insurrectionnelle* ont organisé un tour européen des utopies intitulé "Les sentiers de l'utopie". Pendant six mois, ils sont allé à la rencontre de groupes qui se sont organisés autour de la question de la désorganisation du pouvoir. Le projet devrait aboutir à la création d'un livre et d'un film. Il a été lancé lors du *Camp d'action pour le climat* devant l'aéroport de Londres, en août 2007. L'itinéraire a été ensuite le suivant : Landmatters, en Cornouailles britanniques, un site d'expérimentation de vie à faible impact écologique qui expérimente la permaculture (septembre 2007), Paideia dans le sud-ouest de l'Espagne, où existe une école primaire et un collège d'inspiration anarchiste (octobre 2007), Can Mas deu, un centre social alternatif de Barcelone animant des jardins partagés (octobre 2007), Le Maquis-Cravirola (au nord de Carcassonne), une coopérative agricole avec gîtes, campings, résidences d'artistes et activités culturelles (novembre 2007), La Vieille Valette (Gard), un hameau autogéré d'articulteurs (novembre 2007), Longo Maï (Hautes-Alpes), une coopérative internationale présente dans les luttes anticapitalistes (décembre 2007), les Centri sociali en Italie, lieux souvent squattés, véritables centres névralgiques de nombreuses luttes sociales (décembre 2007), Jugoremedija, une usine pharmaceutique en Serbie occupée et reprise en autogestion par ses ouvriers depuis 2006 (janvier 2008), Zegg, un écovillage installé sur un camp de la Stasi en ex-Allemagne de l'Est, se présentant comme un Centre international de design et de culture (février 2008), Christiania (à Copenhague, Danemark), une ancienne caserne squattée depuis longtemps et où habitent environ 850 personnes en plein centre-ville (mars 2008). Le voyage est présenté sur *www.utopias.eu.*

Amiens

La Briqueterie

Anciennement installée dans une friche industrielle — d'où son nom — la Briqueterie est un lieu culturel où se retrouvent un grand nombre de compagnies musicales, théâtrales, mais également des ateliers de photos, de danses, etc. *La Briqueterie, 2 rue Lescouvé, 80000 Amiens, tél. : 03 22 95 12 95.*

Oise

L'Ecume des jours

Depuis dix ans, l'Ecume des jours, bistro-resto associatif, propose différentes activités culturelles : échanges de savoirs, économie solidaire, art, collectif choisis ta santé, café-philo, atelier d'écriture, yoga du rire, p'tit déj des mamans et grands-mères, bricolage, jardinage, etc. Ce ne sont pas moins de 500 personnes qui participent à l'une des activités du lieu. *L'Écume du Jour, 5, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 60000 Beauvais, tél. : 03 44 02 07 37.*

Dordogne

Ecocentre du Périgord


D.R.

En quelques années, l'Ecocentre du Périgord est devenu un important centre de formation adulte aux techniques de l'écoconstruction, avec plus de 1500 journées-stagiaires en 2007. Les animateurs du centre viennent de lancer un projet d'Ecocentre II pour la construction d'un bâtiment exemplaire de 750 m2 à faible émission de gaz à effet de serre et à faible consommation d'énergie, qui permettra d'accueillir au mieux stagiaires et visiteurs. Le projet en est au stade de la recherche de financements. *Ecocentre du Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél. : 05 53 52 59 50.*

Midi-Pyrénées

Elémen'terre

Petite erreur dans les coordonnées de l'association présentée dans le n°359, p.39. Cette association qui peut prêter gratuitement des verres réutilisables pour les fêtes est joignable au *06 18 47 88 03, asso.elementerre@gmail.org, www.elemen-terre.org.*

Corse

Droits paisani

La question du foncier est centrale en Corse comme en métropole. Les jeunes qui veulent s'installer à

Revues

> **FNAUT-Infos,** *32, rue Raymond-Losserand 75014 Paris.* La revue de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports est une mine d'informations sur les questions de transport, avec de très bonnes analyses sur les liens entre ceux-ci et d'autres problématiques : urbanisme, protection de l'environnement, raréfaction des ressources, questions sociales. Dans le numéro de juin, on y apprend qu'en 1960, un Français parcourait chaque jour en moyenne, tout mode de transport confondu, 11 km… et qu'aujourd'hui on en est à 43 km, principalement du fait d'une politique d'aménagement du territoire détestable (zonage).

> **Acacia,** *c/o Terre et Humanisme, BP 19, 07230 Lablachère, tél. : 04 75 36 64 01.* Après quelques années d'interruption revoici cette revue consacrée à l'agroécologie en Afrique avec un principe de fonctionnement original : pour bénéficier d'un abonnement gratuit, les Africains doivent envoyer une contribution par an, les lecteurs du Nord paient normalement. Trois numéros pas an.



Yonne

La Fabuloserie

En 1960, Alain Bourbonnais, architecte et peintre, commence à collectionner des pièces que l'on classe dans l'Art brut, c'est-à-dire des réalisations faites à partir d'objets de récupération par des artistes amateurs. En contact avec Jean Dubuffet, Michel Ragon et d'autres, il organise différentes expositions. En 1983, il ouvre *La Fabuloserie* à Dicy, dans l'Yonne. A la mort d'Alain Bourbonnais, en 1988, le lieu devient un musée. On y trouve des œuvres réalisées par des maçons, des artisans, des handicapés, des prisonniers… présentées dans un labyrinthe architectural. La pièce la plus remarquable est le "manège" de Petit Pierre, un garçon vacher sourd et muet du début du 20e siècle. *La Fabuloserie, Bourbonnais, 89120 Dicy, tél. : 03 86 63 64 21.*



D.R.

la campagne ne trouvent plus de terre du fait de l'agrandissement des exploitations agricoles existantes et de l'étalement urbain et touristique. L'association Utopia a lancé un réseau Droits paysans afin de soutenir les actions d'occupation de terrains, mais également pour demander le droit aux semences paysannes, la parité dans l'accès à la terre (c'est encore plus dur pour une femme), la lutte contre les OGM, le maintien de l'eau dans le domaine public… *Utopia, Droits paisani, l'Aliva, 20160 Vico, tél. : 04 95 26 69 72.*

Ardèche

Savoirs de terroirs

Savoirs de terroirs est un centre de ressources sur les techniques et savoir-faire du patrimoine rural (centre de ressources ethnobotaniques…), une banque de semences en parrainage (voir le site *balseli.free.fr*), des ateliers de savoirs toute l'année, des conservatoires végétaux, des publications, des manifestations (Ethnoplante début mai, Festival des arts du goût, début octobre…). L'association publie également la revue "La belle lurette" et édite des ouvrages comme "Dame nature, à la vôtre" de Henni Bachir, qui présente plus de 400 sirops à réaliser à partir de plantes sauvages. *Savoirs de terroirs, Le Miolaure, 07200 Saint-Julien-du-Serre, tél. : 04 75 37 99 03, saviorsdeterroirs.com.*

Grenoble

Au clair de Lune

Au clair de Lune est un nouveau restaurant et épicerie biologique. Plats végétarien. Priorité aux produits locaux et du commerce équitable. *Au clair de Lune, 54, rue Très-Cloîtres, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 24 61 17.*

Effet papillon

Au départ, Greenpeace avait lancé une campagne sur les campus universitaires pour mettre en place des panneaux solaires sur les bâtiments. A Grenoble, le projet s'est concrétisé et une association a été créée, *Effet papillon* qui a étendu ses actions pour aller vers un campus plus vert : dans le domaine de l'énergie, campagne avec le Crous en faveur des économies d'énergie, promotion de l'usage des panneaux photovoltaïques pour une plus grande autonomie énergétique, expertise sur les besoins en énergie du campus pour chercher des solutions "durables" ; dans le domaine des déchets, améliorer la collecte sélective et chercher à diminuer la production de déchets ; dans le domaine des transports, favoriser l'usage du vélo par des pistes cyclables et des parkings afin de limiter le recours à l'automobile ; dans le domaine de l'alimentation, proposer des menus bios dans les resto universitaires… *Association Effet Papillon, bâtiment Eve, 701, avenue Centrale, domaine universitaire, 38400 Saint-Martin-d'Hères, http://effetpap.free.fr.*

"Il ne faut jamais avoir peur d'aller trop loin, car la vérité est au-delà"
Marcel Proust.

education

Réseau informel de réflexion sur l'éducation

Dans le courrier des lecteurs du numéro d'été, nous avions passé un extrait d'une contre-lettre aux éducateurs.
Ce texte est diffusé par le Rire, Réseau informel de réflexion sur l'éducation, dont les contacts sont : *Rire, 17 bis, rue des Jasses, 13510 Eguilles, http://reseaueducation.blogspot.com.*

Paris

Réussite scolaire ou réussite humaine

Le *Collectif Ecole changer de cap* organise un colloque le samedi 4 octobre 2008 à l'institut de psychologie de l'Université Paris V René Descartes, 71, avenue Edouard-Vaillant, 92000 Boulogne (M° Marcel-Sembat). Quelles sont les valeurs mises en avant par l'école et en quoi cela peut être contradictoire avec la vie en société, avec la démocratie. Pourquoi, bien qu'essentiels à la réussite humaine, des savoirs et des apprentissages tels la connaissance de soi et la relation à autrui, la capacité d'écoute, le sens du dialogue, l'esprit critique et autocritique, le savoir-vivre ensemble, ou encore la capacité de résoudre les conflits et l'attitude de co-responsabilité constitutifs de l'esprit démocratique ne sont pas au programme de l'école ? Pourquoi le sens de la complexité du réel n'est pas enseigné ? Interventions d'Edgar Morin, Charles Rojzman, Claire Héber-Suffrin, Brigitte Liatard… Programme et inscription : *Collectif Ecole changer de cap, Maridjo Graner, tél. : 01 48 25 90 63, www.ecolechangerdecap.net.*



Alain Bachellier

Comment privatiser l'éducation

Selon l'OCDE, regroupement des Etats dits développés (Europe + Amérique du Nord, + Japon + Australie), les dépenses annuelles en faveur de l'enseignement de ses Etats membres s'élèvent à mille milliards de dollars.
Quatre millions d'enseignants, 80 millions d'élèves et étudiants, 320 000 établissements scolaires (dont 5000 universités et écoles supérieures de l'Union européenne). Pour "libérer ce marché", l'OCDE incite les Etats européens à se désengager de leurs responsabilités dans l'éducation et la formation… comme c'est déjà bien avancé aux Etats-Unis. L'Union européenne a déjà traduit cette volonté dans un texte de 2001 appelé "Stratégie de Lisbonne" qui reprend des idées formulées dès 1989 par la Table ronde des industriels (ERT), un puissant lobby où siègent la plupart des multinationales européennes.
La stratégie consiste à mettre en échec les différentes pédagogies à coups de réformes et à décourager le milieu enseignant d'une part en montant en épingle l'échec scolaire (et en le facilitant par les suppressions de poste), d'autre part en insistant sur la vision dépassée du monde économique par les enseignants "utopistes". Les réformes préparent ainsi le passage de l'élève au client, un formidable marché qui pourrait déboucher sur une multiplication des écoles sous contrat… non plus avec l'Etat, mais avec des marques. (pour en savoir plus : *www.ecoledemocratique.org*)

paix

Essais nucléaires : preuve par l'ADN

Une équipe de cancérologues de l'université de Palmerston-North (Nouvelle-Zélande) a mis en évidence, après cinq ans d'analyses, que l'ADN des vétérans des essais nucléaires de 1957-1958 présente trois fois plus d'anomalies que celle d'une population témoin non soumises aux radiations.
A la suite de la publication de ces résultats, le gouvernement britannique a annoncé le financement d'une étude similaire sur ses propres vétérans.
La France, elle n'a pas réagi.
Pire : le 15 mai 2008, elle a inclut dans une loi votée à l'Assemblée nationale, "incommunicables" les archives portant sur nos essais nucléaires.
Pour en savoir plus : *www.mororuaetatou.org.*

Prolifération : la France respecte-t-elle le traité ?

De nombreuses associations ont protesté lors de la mise à l'eau d'un nouveau sous-marin nucléaire lance-engins, par le président Sarkozy, le 21 mars 2008. En effet, comment prétendre demander quoi que ce soit en ce domaine à l'Iran alors que la France continue à moderniser sa force de frappe en contradiction avec le traité de non-prolifération nucléaire qui précise que les pays ayant la force de frappe doivent faire des efforts pour diminuer celle-ci.
Nicolas Sarkozy a répondu dans sa conférence de presse que le lancement du sous-marin se faisait dans le cadre d'une diminution du nombre des missiles, l'arsenal français passant en dessous des 300 têtes nucléaires... oubliant que les nouveaux missiles comme le M51 testé à Biscarosse (Landes) sont à têtes multiples.

Les Français doutent de l'utilité de l'arme nucléaire

Selon une quinzaine de sondages réalisés par le ministère de la défense entre 1991 et 2006, 34 % des Français pensent que l'on pourrait assurer notre défense sans armes nucléaires (contre 61 %) ; 41 % estiment qu'on ne peut l'utiliser car on prendrait le risque d'être rayé de la carte en retour. L'idée émise par Jacques Chirac et reprise par Nicolas Sarkozy de pouvoir utiliser l'arme nucléaire en premier n'est soutenu que par 16 % des sondés, ce qui prouve à l'évidence qu'il manque un débat démocratique sur la question. *Stop essais, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris.*

Photo prise par l'armée américaine le jour du bombardement de Nagasaki (9 août 1945)



D.R.

"Une guerre sans armes françaises, c'est comme un tas de fumier sans coq".

François Maliet, CQFD n°54, mars 08, p.7.

politique

Petites phrases

"Un beau jour, le pouvoir sera bien contraint de pratiquer l'écologie. Une prospective sans illusions peut mener à penser que, sauf catastrophe, le virage écologique ne sera pas le fait d'une opposition très minoritaire dépourvue de moyens, mais de la bourgeoisie dirigeante, le jour où elle ne pourra faire autrement. Ce seront les divers responsables de la ruine de la terre qui organiseront le sauvetage du peu qui en restera, et qui après l'abondance géreront la pénurie et la survie. Car ceux-là n'ont aucun préjugé, ils ne croient pas plus au développement qu'à l'écologie : ils ne croient qu'au pouvoir, qui est celui de faire ce qui ne peut être fait autrement".
Bernard Charbonneau, Le Feu Vert, p.131, 1980.

Jean-Jacques de Felice

Jean-Jacques de Felice, ancien vice-président de la Ligue des droits de l'Homme, avocat ayant soutenu de très nombreuses causes militantes, est mort à l'âge de 80 ans, le 27 juillet 2008.
Dès les années 1950, il avait défendu les militants du FLN, les objecteurs de conscience.
Au fil des ans, il a été l'avocat des insoumis, des sans papiers, des paysans du Larzac, des Kanak...
Il est mort brutalement alors qu'il était encore en activité : dans ses derniers jours, il défendait Marina Petrella, ancienne militante d'extrême-gauche, réfugiée en France et arrêtée il y a un an pour être renvoyée en Italie.

Colombie

Après Bétancourt

Si on ne peut que se féliciter de la libération d'Ingrid Bétancourt, la Coordination populaire colombienne de Paris rappelle que cela ne garantit en rien une amélioration de la situation du pays. Les exilés parisiens rappellent en effet que les paramilitaires continuent à terroriser une partie de la population, que quatre millions de personnes ont été déplacées par le gouvernement, que les assassinats des opposants politiques, des syndicalistes, des journalistes, des défenseurs des droits humains, continuent en toute impunité. Environ 15000 personnes ont ainsi "disparu" depuis 1982. Rien qu'au premier semestre 2008, 28 syndicalistes ont été assassinés.



D.R.

Soutiens au Tibet

De nombreuses actions en soutien au peuple tibétain se sont tenues en parallèle aux jeux Olympiques. La plus grosse initiative a sans doute été la marche du 9 au 24 août 2008 autour du mont Blanc qui a réuni une centaine de personnes. Le 18 août 2008, des militants ont occupé le toit du siège de Coca-Cola, en région parisienne, pour dénoncer le sponsoring accordé aux jeux.

Afrique

Ambulance

Comment concilier le manque de véhicule et le besoin de confort pour transporter des blessés. Plusieurs associations africaines ont travaillé à la mise au point de remorques médicales que l'on peut fixer à un vélo. En retard ou en avance sur le monde occidental ?


D.R.

Ambulances de la Croix-Rouge en Namibie

Pétrole

› L'uranium manque aussi ! Le prix de l'uranium est passé de 7 dollars la livre en 2001 à 75 dollars fin 2007... soit une augmentation plus rapide que le pétrole ! Depuis 1991, la consommation d'uranium dépasse la production. Ceci est compensé par la réutilisation de l'uranium provenant du démantèlement des armes nucléaires. Actuellement, cette reconversion fournit près de la moitié du combustible, une situation qui ne pourra durer bien longtemps. Les spécialistes s'attendent à la fin de ce stock pour 2015... D'ici là, les mines d'uranium pourront produire un peu plus... mais ce ne sera sans doute suffisant que si l'on arrête les réacteurs les plus âgés sans les renouveler. Prévoir de remplacer le pétrole par de l'électricité produite par du nucléaire n'a donc strictement aucun sens.

› Etats-Unis : les 4x4 à l'abandon ! L'augmentation du prix du pétrole particulièrement sensible aux Etats-Unis où les carburants sont peu taxés, a provoqué un effondrement des ventes de 4x4 et des pick-up. Le 3 juin 2008, *General Motors* a annoncé la fermeture de quatre usines produisant ce genre de véhicules.

› Russie : limites atteintes. Leonid Fedun, vice-président de Lukoil, première société pétrolière russe, a déclaré dans le *Financial Times* du 14 avril 2008 qu'en Sibérie "la période de croissance intense de la production de pétrole est terminée". Il estime que comme pour la mer du Nord ou le Mexique, nous allons vers une baisse des capacités d'extraction.

› Baisse de fréquentation dans les supermarchés. Au premier trimestre 2008, les supermarchés en France ont connu une baisse de fréquentation supérieure à 4 %. Les gens comprennent enfin que la différence de prix proposée par ces magasins ne vaut pas le déplacement. Les magasins de proximité devraient profiter d'un changement de comportement déjà perceptible depuis plusieurs années.

Grande-Bretagne

Vers une ville sans pétrole

La commune de Totnes, 8000 habitants, dans le Denver, au sud-ouest de la Grande-Bretagne, s'est lancée en 2006 dans un programme de "transition" pour aller vers un mode de vie où l'énergie sera chère. Des groupes de discussion ont été mis en place pour réfléchir aux mesures à prendre dans les domaines du logement, de l'énergie, de l'alimentation, des transports... Pour favoriser les circuits courts et la production locale, la commune en mis en place une monnaie locale "la livre de Totnes" qui peut déjà être utilisée dans 80 commerces et donne droit à des réductions. Une aide à l'agriculture biologique a été mise en place ainsi qu'un marché bio, une boulangerie bio, une fabrique de chaussures, des restaurants végétariens, des friperies pour favoriser la réutilisation... La commune a adhéré au mouvement "transition towns" comme 90 autres communes essentiellement des pays anglophones (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Australie...). Elle se donne vingt ans pour devenir indépendante énergétiquement. Pour en savoir plus : *www.transition-towns.org* (document traduit en français téléchargeable).

Hommage à Georgescu-Roegen

Le groupe Décroissance de Paris a réalisé un entretien d'une heure avec Jacques Grinevald, ancien collaborateur de Geoergescu-Roegen, philosophe des sciences et traducteur de ses ouvrages. Le film est visible sur internet en sept parties en commençant par : *http://www.youtube.com/watch?v=idICEICe-2U*.


D.R.

Canada

Workless Party

Le Workless party rassemble des personnes en Colombie Britannique (ouest du Canada) qui veulent promouvoir "le travailler moins pour vivre mieux". Il se situe dans le domaine de la décroissance... même si pour le moment le terme n'a pas trouvé son équivalent en anglais. Le nom "Workless party" est un jeu de mot puisqu'une party en anglais est aussi bien un parti politique qu'une fête et que workless peut aussi bien vouloir dire "travailler moins" que "chômeur".

Au départ, il y a Conrad Schmidt, un activiste de Vancouver qui avait déjà lancé les très humoristiques manifestations "world nake bike ride", manifestations de cyclistes nus, qui dénoncent l'indécence des automobilistes qui tuent et qui polluent. Né en 1970 en Afrique du Sud, il arrive à Vancouver pour y travailler en 1996 et se lasse très vite de la course à l'argent nord-américaine. Il délaisse alors un travail classique pour ne plus vivre que de la réalisation de documentaires militants et de la tenue de bars dans des fêtes revendicatives. Il en organise alors 3 ou 4 par an comme des "street party", des blocages de rues où les gens viennent pour la reconquête de l'espace. Depuis 2006, plusieurs groupes radicaux environnementalistes, d'anciens Verts ou de Greenpeace, ont créé, sous son impulsion, le Workless party qui présente désormais des candidats aux élections pour demander de travailler moins pour mieux partager les ressources, pour consommer moins et donc pour moins détruire la planète. Ils demandent également une relocalisation des circuits économiques pour en améliorer le contrôle démocratique, de promouvoir des emplois dans la culture, la santé, l'éducation et dans l'entraide locale. Ils demandent aux adhérents potentiels de commencer à agir sur eux-mêmes en adoptant un mode de vie alternatif. Pour les prochaines élections municipales de Vancouver, ils présentent Betty Krawczyk, une femme de 80 ans qui est célèbre dans l'ouest du Canada pour avoir mené la lutte contre la déforestation des dernières forêts primaires d'Amérique du Nord. Ils ont également lancé une campagne contre la tenue des jeux olympiques d'hiver à Vancouver en 2010. *www.worklessparty.org.*


D.R.

Performance cycliste

Échange publicitaire

climat



D.R.

Tout peut basculer très vite !

Louis Fortier, océanographe et biologiste de l'Université Laval (Québec), directeur d'Articnet, le plus important programme de recherche en réseau sur les changements climatiques à travers le Canada, dans une interview donnée le 24 avril 2008 au *Devoir,* quotidien du Québec, estime que "Les scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (Giec) ont été trop timides [car] Le Giec est commandité par les gouvernements [...] Cet imprimatur politique fait en sorte qu'on arrache toutes les dents des rapports. On en est rendu au point où on voit des sceptiques se réfugier derrière les conclusions du Giec de 2004 pour dire que ce ne sera pas si pire, après tout. Présentement, on sent un remords monter parmi les chercheurs parce qu'on n'a pas été assez ferme, qu'on n'a pas assez défendu nos conclusions. On a plié devant le barrage des négationnistes pour mitiger nos conclusions". Pour Louis Fortier "Dans la réalité, l'accélération des changements climatiques va au-delà de toutes les prévisions". " On prévoyait, il n'y a pas vingt ans, que la calotte polaire disparaîtrait vers 2070-2080 si les concentrations de gaz carbonique continuaient d'augmenter. Puis, des modèles plus perfectionnés ont prédit que l'océan Arctique serait libre de glace solide en été vers 2030. Et au rythme où on mesure maintenant la diminution du couvert de glaces, cela va se produire vraisemblablement dans sept ans environ, vers 2015, à moins d'épisodes météorologiques imprévus [...] Il faut donc devancer de trente ans les prédictions du Giec. Ce que corrobore aussi la fonte beaucoup plus rapide que prévu des glaces du Groenland. Cela est d'autant plus compréhensible et inévitable que les modèles prévisionnels utilisés par le Giec ne tiennent pas compte de la réduction de l'albédo [le pouvoir réfléchissant] de la calotte polaire". Une fois la glace fondue — donc vers 2015 selon ce chercheur ! – le réchauffement pourrait aller très vite.

Bonus-malus

Une idée à généraliser

L'idée du bonus-malus mise en place pour l'achat des véhicules automobiles est une méthode fiscale qui peut se révéler efficace pour orienter les acheteurs vers les véhicules les moins polluants. Elle présente l'avantage que par simple décret, les seuils peuvent être modifiés en fonction de l'évolution des technologies et des impératifs écologiques. Ainsi, on peut imaginer que pour les voitures, les seuils donnant accès au bonus (120 gr de CO_2 au km actuellement) et au malus (plus de 150 g) vont descendre dans les années à venir. Cette idée peut être reprise dans d'autres secteurs. Ainsi, en Suisse, le label *Minergie* fonctionne un peu sur le même principe dans le domaine de la construction : vous bénéficiez d'aides plus importantes si votre maison est économe. Le label *Minergie* évolue automatiquement puisqu'il se base sur la moyenne des performances, lesquelles s'améliorent par les aides. On peut imaginer un processus similaire dans d'autres secteurs. Mais cela doit toutefois se placer dans un contexte plus global : actuellement, il n'est pas normal que seules les voitures aient droit à un bonus : les motos polluent moins, les vélos encore moins... Sans oublier ceux qui marchent ou empruntent les transports en commun. Il serait bon que l'on étende les aides à l'ensemble des moyens de transport... afin que les bonus aillent aux véhicules réellement peu polluants... ce qui ne correspond pas aux voitures. A l'inverse, les malus devraient concerner aussi les camions et les avions.

environnement

Grenelle sans budget

Les propositions de lois rendues publiques début mai 2008 pour concrétiser les négociations du Grenelle de l'Environnement reprennent bien une bonne part des décisions... mais les questions budgétaires ont pratiquement disparu et/ou les dates décalées dans le futur et/ou les objectifs revus à la baisse. Ainsi, la mesure la plus ambitieuse qui visait à "rénover l'ensemble du parc de logements sociaux d'ici 2020" aurait nécessité un budget de 6 milliards d'euros. Dans le projet de loi, il ne s'agit plus que de 800 000 logements alors qu'il y en a 4,2 millions. Et il n'y a pas une seule aide financée ! Le coût de la formation des professionnels pour suivre ce programme était estimé à 100 millions d'euros, il n'y a plus de budget ! L'aide aux énergies renouvelables (800 millions) a disparu. L'aide à la mise en place de réseaux d'énergie décentralisés a totalement disparu. Et ainsi de suite... Reste peut-être un point qui va se concrétiser : la construction de nouvelles voies TGV, que les écologistes ont bien du mal à comprendre comme une mesure en faveur de l'environnement !

Protection animale

L'association PMAF, Protection mondiale des animaux de ferme, lance la mise en place d'un réseau de vigilance pour apprendre à connaître les lois sur les conditions des animaux d'élevage et savoir comment signaler des cas de non respect de ces lois.
PMAF, 8 ter, Chandellerue, BP 80242, 57006 Metz cedex 1, tél. : 03 87 36 46 05, www.pmaf.org.

De la SNCF à la Deutschbahn

Si vous cherchez des horaires sur le site internet de la SNCF, celui-ci va vous indiquer de nombreux passages inutiles par Paris... et oublier des possibilités par de petites lignes (souvent celles que la SNCF veut fermer... en indiquant ensuite qu'elles ne sont plus fréquentées !) ou des lignes assurées par des compagnies étrangères. Pour avoir les horaires complets des trains en France, vous pouvez passer par le site de la compagnie allemande, en sélectionnant le français, beaucoup plus complète : www.bahn.de.

Amazonie

Blocage des ressources énergétiques

Coordonnés par l'Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne, environ 14000 Indiens de différentes ethnies, venant de 1350 communautés, ont envahi pacifiquement, le 12 août 2008, de nombreux sites de production électrique. La centrale hydroélectrique de la région de Bagua, au nord-est du Pérou, a été investie et l'approvisionnement électrique coupé. Plusieurs centrales au gaz, plates-formes pétrolières ont été bloquées. Les Indiens dénoncent la publication de 38 décrets qui autorisent le lancement de nouvelles exploitations dans la forêt amazonienne. Ces occupations ont été lancées après une journée de grève nationale en juillet. *www.aidesep.org.pe* (en espagnol).



D.R.


D.R.

Chargement de mats d'éolienne

La machine à emploi

En Allemagne, plus de 230 000 personnes travaillent déjà dans le domaine des énergies renouvelables, et le gouvernement annonce 500 000 emplois en 2020. En Espagne, le gouvernement espère 200 000 emplois pour 2010 dont 60 000 pour le seul éolien. Un modèle pour de nombreux autres pays. Les Etats-Unis ont lancé le 23 octobre 2007 le plan "Apollo" destiné à favoriser le développement des renouvelables dans le pays avec l'espoir d'y créer au moins 3 millions d'emplois en dix ans. En France, nous en sommes à 72 000 emplois dont 60 000 dans la filière bois.

Agrocarburants

Qui manipule l'Ademe ?

L'Ademe, Agence gouvernementale de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, s'est déjà fait connaître pour une étude biaisée sur les agrocarburants en 2003. Les scientifiques contestent notamment les bilans en gaz à effet de serre qui y sont présentés. Lors du Grenelle de l'environnement, les associations qui travaillent sur la question du climat ont donc demandé la réalisation d'une nouvelle étude, avec la participation des différents acteurs. Après une première phase de consultation, les associations ont découvert avec stupeur une série de conclusions avançant que "les gains énergétiques et de gaz à effet de serre des biocarburants produits en Europe resteront significatifs (...). Le plan biocarburant conserve donc une justification sur le plan de l'énergie et de la réduction des gaz à effet de serre". Or, les calculs de bilan prévus dans la phase deux de concertation n'ont même pas commencé ! Le Rac, Réseau-Action-Climat interroge donc les autorités pour connaître d'où vient cette affirmation. *Rac, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 83 92.*

Quand le local n'est pas plus économe

Une étude réalisée en Allemagne comparant la consommation d'énergie de la viande d'agneau provenant de Nouvelle-Zélande à celle venant d'Allemagne conclut que la viande néo-zélandaise consomme moins d'énergie ! Comment est-ce possible ? Cela tiendrait au mode d'élevage des agneaux. En Nouvelle-Zélande, les troupeaux vaquent dans des grands espaces libres, sans aucun contrôle et la consommation d'énergie fossile est extrêmement faible (il suffit de les attraper). Du côté allemand (et de l'Europe ?), les troupeaux sont élevés de manière beaucoup plus intensive avec des espaces réduits qui obligent à utiliser des compléments alimentaires fort coûteux en énergie. La viande néo-zélandaise est envoyée par bateau avec une consommation d'énergie relativement faible... qui reste inférieure à la consommation des agneaux allemands. Si en terme de prix, la hausse du coût du pétrole freinera sans doute la viande néo-zélandaise, en terme d'énergie, cela en dit long sur la remise en cause nécessaire de nos élevages européens... Si nous voulons adopter les méthodes extensives des Néo-Zélandais et donc économiser l'énergie, il nous faudra apprendre à consommer nettement moins de viande. *(Transrural initiatives, 3 juin 2008)*

Hydroliennes

La course à la puissance a commencé dans le domaine des hydroliennes, des pales immergées qui fonctionnent avec les courants marins. Début avril, une hydrolienne d'une puissance de 1,2 mégawatt a été installée dans le détroit de Strangford, en Irlande, connu pour ses puissants courants. L'hydrolienne a un fonctionnement prévisible et fonctionne selon les marées entre 18 et 20 heures par jour. Elle est réversible, profitant des deux sens de la marée. Du fait de la consistance de l'eau, ces pales tournent beaucoup plus lentement que les éoliennes. Si cela fonctionne bien, le projet suivant prévoit l'installation de sept hydroliennes au large de l'île galloise d'Anglesey, pour une puissance maximale dépassant les 10 MW.
EDF devrait construire au large de Paimpol, une première centrale hydrolienne, d'une capacité de 4 à 6 MW, prévue pour fonctionner d'ici 2011.

Belgique

Alerte trop tardive

Le vendredi 29 août 2008, les autorités belges ont parcouru les rues de trois communes autour de l'Institut des radio-éléments de Fleurus (nord-est de Charleroi). Avec des haut-parleurs, ils avertissaient la population qu'il ne fallait pas consommer fruits et légumes des jardins, ne pas consommer de lait des vaches. Cette alerte intervient après avoir effectué des mesures sur un relâchement d'iode radioactif cinq jours avant, le lundi 25 août. Il y a trois sortes d'iode radioactif utilisés en médecine : iode 131 (période de 8 jours), iode 123 (période de 13 heures) et iode 125 (période de 60 jours). S'il y avait de l'iode 123 dans le nuage radioactif, au bout de cinq jours, il n'en restait déjà plus qu'un millième ! Donc une mesure bien trop tardive pour être efficace.

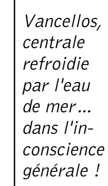
Déchets

Des communes candidates à l'Est !

Incroyable, mais des maires répondent favorablement aux demandes de l'Andra, Agence qui gère les déchets radioactifs, pour en accueillir sur leurs communes. Ces maires ont-ils l'aval de leurs administrés ? Les maires favorables sont ceux des communes de Grand et Gondrecourt-le-Château (les deux à 14 km à l'est de Bure, Meuse), Pars-les-Chavanges (Aube, 30 km au nord-ouest de Soulaines), Saint-Léger-sous-Brienne (Aube, 20 km à l'ouest de Soulaines). Un suivi des positions des communes est présenté sur le site *www.burestop.org*.

Espagne

Sortir du nucléaire peut être dangereux



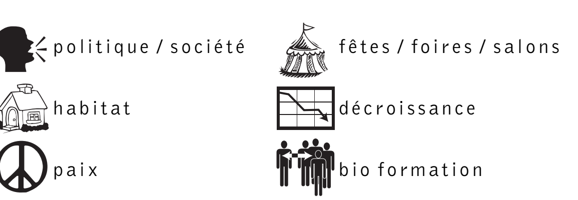
Vancellos, centrale refroidie par l'eau de mer... dans l'inconscience générale !


D.R.

Officiellement, les socialistes au pouvoir ont décidé l'arrêt du programme nucléaire espagnol en 1983. Cette position n'a pas été ensuite remise en cause par les gouvernements de droite et l'actuel gouvernement socialiste s'est engagé à une sortie du nucléaire... d'ici 2028.
Conséquence de cette sortie lente du nucléaire : les quatre exploitants des huit réacteurs encore en activité limitent leurs investissements... et cela se fait au détriment de la sécurité. Les incidents se multiplient et le gouvernement commence à s'inquiéter. L'incendie de la salle des machines à Vandellos (au sud de Barcelone), le 24 août 2008, est venu s'ajouter à une longue liste de fuites radioactives. Avis donc à ceux qui travaillent sur les scénarios de sortie du nucléaire : un arrêt rapide est peut-être moins dangereux qu'un pourrissement de la situation.

agenda



Octobre

Drôme : phyto-aromathérapie. 29 septembre au 3 octobre aux environs de Nyons : de la cueillette des plantes au produit fini. *Plant'essence, Jean Coudour, route de Saint-Laurent, 07800 Beauchastel, tél. : 04 75 62 09 56.*

Lyon : télé sans pub pour les enfants. 2 octobre, de 17h30 à 19h, place de la République, action d'information autour d'une campagne pour l'interdiction de la publicité pendant les émissions télé pour les enfants. *MAN-Lyon, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 67 46 10.*

Lyon : Plantes et animaux méconnus et mal aimés. 2 octobre à 19 h, à la Maison rhodanienne de l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, Lyon 2e. Conférence : Ortie, fouine, ronce, rat, lierre, araignée, gui, moustique... quelle est leur place dans notre environnement ? Entrée libre. *Frapna, MRE, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél. : 04 37 47 88 50.*

Loir-et-Cher : Entretiens de Millançay, 3, 4 et 5 octobre à la Ferme de Sainte-Marthe, sur le thème "impact de l'alimentation sur la santé", avec David Servan-Schreiber, Gilles-Eric Séralini, Jean-Marie Pelt, Lylian Legoff, Albert Jacquard, Sylvie Simon, etc. *www.intelligenceverte.org.*

Paris : Vélorution. 4 octobre, place du Châtelet, départ à 14 h. *www.velorution.org.*

Morbihan : concert de soutien à RESF. 4 octobre à 19h30 au café de la Pente, à Rochefort-sur-Terre, avec La fête du zinc, The mad Thrashers, Contra legem, Les Skanibals. *www.educationsansfrontieres.org.*

Sarthe : cloison et plafond en torchis. 4 octobre à Tresson. Stage pratique de construction. *Annick et Marin Labbé, La Rue, 72350 Avessé, tél. : 02 43 23 70 28.*

Lille : semaine d'éducation à la paix. Du 4 au 12 octobre. Lancement au parc Jean-Baptiste-Lebas, le jeudi 2 octobre de 17h à 19h, écriture et lecture de messages de paix. Cyclotour dans la région du 8 au 12 octobre, départ de Sangatte, Arques, Saint-Omer, Bailleul, Messines (B), Marcq-en-Barœul (le 10, collège du Lazaro), soirée au Méliès à Villeneuve-d'Ascq (10 au soir), dernière étape : départ le 12 à 10h, devant la MRES. 7 octobre à 19h à Sciences Po, 84, rue de Trévise : projection du documentaire "la marche des gueux", marche non-violente des sans-terre en Inde, débat avec Rajagopal, leader d'Ekta Parishad. Dimanche 12, de 12h à 19h, au jardin Mosaïque, à Houplin-Ancoisne : expositions, lectures, projections-débats, spectacles, jeux coopératifs, ateliers, repas bio local ou ivoirien ou thaï... *Ifman et Le Pas de Côté, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. Pas de côté : 03 20 52 12 02 ou Ifman : 03 20 95 91 46.*

Hautes-Pyrénées : échanges de connaissances et de savoir-faire. Les 4 et 5 octobre à Asque, une rencontre d'échanges de connaissances et de savoir-faire est organisée dans un cadre autogéré, avec possibilité de planter sa tente ou de réserver une chambre dans un gîte. Les rencontres doivent permettre les échanges de pratiques, d'idées, dans un esprit de respect et d'ouverture. Un espace de gratuité permettra d'échanger (graines, plants, livres, outils...). *Fourmies jaunes, 65200 Marsas, bernardes.maya@gmail.com.*

Drôme et Hautes-Alpes : 25e foire de Montfroc. 4 et 5 octobre, Plus d'une centaine de stands. Conférences, le samedi : "nuisance électromagnétique en élevage (15h), méthode Montessori (16h30), végétarisme (17h30), le dimanche : efficience énergétique des aliments bio (11h), intoxication au mercure (13h30), des graines et des hommes (14h30)... *Amis de la foire de Montfroc, Nadine Bonis, Le Coulet, 04200 Omergues, tél. : 04 92 62 01 08.*

Belgique : 26e Aubépine. 4 et 5 octobre au hall polyvalent d'Arlon. Produits bio, habitat sain. Conférences le samedi : la décroissance un projet de société (15h), partage et échanges en autoconstruction (17h), dimanche : la guerre du cholestérol (11h), moins de biens, plus de liens, le pouvoir de l'argent (13h), la menace des agrocarburants (15h), choisir nos modes de déplacement (17h). *Nature et Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél. : 063 22 57 46.*

Lot-et-Garonne : 20e Horizon vert. 4 et 5 octobre au parc des expositions de Villeneuve-sur-Lot. Thème de l'année : "si demain m'était conté". 280 exposants dont une cinquantaine d'associations. 40 conférences. *Horizon vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél. : 05 53 40 10 10.*

Bas-Rhin : 13e journées des goûts et saveurs. 5 octobre à Waldolwisheim, *OPABA, 2, allée de Herrlisheim, 68000 Colmar, tél. : 03 88 27 14 39.*

Haute-Vienne : Marché bio. 5 octobre de 9h à 19h au Mas Martin de Veyrac. Marché bio, restauration bio et végétarienne, conférences, animations. *Association Aster, Fontaine Marie-Claude, Le Montaudet, 87520 Veyrac.*

Isère : 8e Définitivement bio. 5 octobre à Saint-Antoine-l'Abbaye, une cinquantaine d'exposants, marché bio, habitat, santé, énergies renouvelables... *Office de tourisme, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 44 46.*

Isère : 19e C'est tout vert. 5 octobre, salle Equinoxe, à La Tour-du-Pin. 50 exposants. *Association Guepe, 645, grand chemin de Leyssins, 38490 Chimilin, tél. : 04 76 32 59 00.*

Aveyron : Biodynamie. 5 et 6 octobre à Sainte-Croix, week-end sur la biodiversité et les préparations biodynamiques avec Jean-Michel Florin. *Association Quercy-Rouergue, Didier Valler, mas de Fournié, 12260 Sainte-Croix, tél. : 05 65 45 31 05.*

Paris : 2e festival Ciné-colo. Du 6 au 12 octobre au cinéma La clef, 21, rue de la Clef, 5e, M° Censier ou Monge. Prix libre. Musique à 19h30, films à 20h30, débat après le film. Lundi : industrialisation et destruction de la nature ; mardi : destruction de la forêt boréale ; mercredi : écologie et cohérence ; jeudi : les nouveaux paysans ; vendredi : Gilles Clément et les nouveaux jardins ; samedi (17h) : les barrages et l'eau ; 20h30 : la fin du pétrole ; dimanche (dès 17h) : eau et cultures. *Le Barbizon, Les amis de Tolbiac, maison des associations, 11, rue Caillaux, 75013 Paris, www.lebarbizon.org.*

Aubagne : festival du film militant. 6 au 12 octobre. Thèmes de l'année : les alternatives écologiques, la convergence des luttes, l'internationalisme. *Festival du film militant, Le Voltaire, avenue Roger-Salengro, 13400 Aubagne, tél. : 04 42 03 48 61, festival.documentaires.info.*

Rennes : pratiques éducatives. 8 au 10 octobre. Rencontres nationales de l'éducation : interroger les pratiques éducatives formelles, non-formelles, informelles ; comment se fait l'éducation aux différents âges de la vie, que proposent les mouvements d'éducation populaire... *Ligue de l'enseignement, 45, rue Maignan, 35000 Rennes, tél. : 02 99 67 10 67, www.laligue35.org.*

Lille : café-coopération. 9 octobre, de 19 à 21 h, débat sur le thème éducation et coopération, au *café Citoyen, 7, place du Vieux-Marché-aux-Chevaux, 59000 Lille (M° République), tél. : 03 20 13 15 73.*

Bourges : 4e festival du film écologique. 9 au 12 octobre, au parc d'expositions des Rives d'Auron. *Agence culturelle de Bourges, BP 121, 18003 Bourges cedex, tél. : 02 48 24 93 32, www.ville-bourges.fr.*

Lille : 3e forum Habitat écologique. 10 et 11 octobre, de 10h à 19h à la mairie, habitat sain, économie d'énergie, recours aux énergies renouvelables. Entrée gratuite. Conférences sur l'autoréhabilitation, les droits des locataires face aux performances énergétiques, changement climatique et sauvegarde de la biodiversité. *Espace info-énergie, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 49 56 08.*

Saône-et-Loire : économie sociale et triarticulation. Les 11 et 12 octobre, au Domaine Saint-Laurent, ferme biodynamique, débat sur l'économie avec Pierre Dagallier, président du mouvement de culture biodynamique. *Domaine de Saint-Laurent, 71250 Château, tél. : 03 85 59 23 74.*

Ille-et-Vilaine : 17e Ille-et-Bio. 11 et 12 octobre, espace Galatée, à Guichen, 260 exposants, 25 conférences. *Culture bio, 35580 Guichen, www.illeetbio.org.*

Haute-Savoie : concert. 12 octobre à 18 h, concert de Philmar, musique improvisée du monde (philmarzic.free.fr), prix libre, adhésion 5 €, au *Perce Oreille, chemin du Bois-Bizot, zone artisanale de l'Eculaz, 74930 Reignier, tél. : 04 50 82 02 36.*

Morbihan : pique-nique végétarien. 12 octobre à Baden (ouest de Vannes), à midi, près de la chapelle de Penmern, chacun-e apporte un plat végétal. Débats sur les aspects sociaux et environnementaux du végétarisme. *Contact : veg56@voila.fr.*

Haute-Loire : 8e fête de la bio. 12 octobre à Beaulieu. *Haute-Loire biologique, BP343, 43012 Le Puy-en-Velay cedex, tél. : 04 71 07 21 19.*

Lille : crise des nationalités en Belgique. 13 octobre à 20h, à la Rose des Vents, boulevard Van-Gogh, à Villeneuve-d'Ascq. *Amis du monde diplomatique, 100, rue Neuve prolongée, 59226 Lecelles, tél. : 03 27 41 96 68.*

Corrèze : Battement d'ailes. Stages écoconstruction : paille du 13 au 17 octobre, chanvre dans l'habitat (25 et 26 octobre), enduits de finition à la chaux sur murs chanvre (7 et 8 novembre). Stages connaissance du vivant : entretenir vos fruitiers de plein vent (29 et 30 novembre), choisir, planter entretenir un arbre d'ornement (13 et 14 décembre). *Le Battement d'ailes, ferme de Lauconie, 19150 Cornil, tél. : 05 55 26 49 98.*

Pas-de-Calais : Choix du modèle agricole. 14 octobre à 18h30, au centre social Chanteclair de Saint-Nicolas-lès-Arras. Pour débattre d'une agriculture respectueuse des paysans et de l'environnement. *Cedapas, Maison des paysans, 71 bis, avenue Roger-Salengro, 62223 Saint-Laurent-Blangy, tél. : 03 21 24 31 54.*

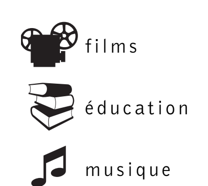
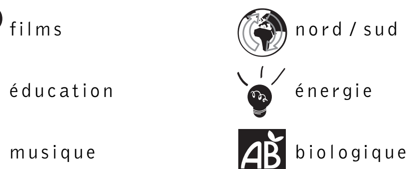
Lyon : expédition de Silence. 16 et 17 octobre, *voir en page 2.*

Partout : journée mondiale du refus de la misère. Le 17 octobre, pour la 22e fois. *ATD-Quart-Monde, 33, rue Bergère, 75009 Paris, tél. : 01 42 46 81 95.*

Paris : 29e Vivez nature. 17 au 20 octobre à la Grande halle de la Villette, porte de Pantin. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél. : 03 86 78 19 20, www.vivez-nature.com.*

Paris : Des ponts, pas des murs. 17 et 18 octobre , contre le pacte européen sur l'immigration et l'asile, conférence le vendredi, marche le samedi. *Crid, 14, passage Dubail, 75010 Paris, www.despontspasdesmurs.org.*

Gironde : découvertes des plantes. Plantes bio-indicatrices et herbes des cultures (18, 19, 20, 22 ou 23 octobre), plantes sauvages comestibles et médicinales (18 octobre), les arbres et leurs fruits (19 octobre), fabrication de produits naturels (25 et 26 octobre). Programme complet et lieux : *L'Ortie, Lasserre du Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, http://perso.wanadoo.fr/lortie.*



Drôme : formations CRII-Rad. La CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendants sur la radioactivité organise deux stages à la rentrée : utilisation d'un compteur Geiger (mercredi 22 octobre 2008, 14h-18h), radioactivité et radioprotection (samedi 25 octobre 2008). Renseignements : *CRII-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50.*

Rennes : téléphone wifi, infos sur les ondes ! 24 octobre à 20h15 à la Maison du Champ-de-Mars, conférence de Claude Bossard. *La bonne assiette, 49, rue Pierre-Corneille, 35000 Rennes, tél. : 02 99 32 18 87.*

Le Mans : congrès de la Fnaut. 24 et 25 octobre. Au programme : analyse de la politique des transports depuis deux ans, bilan du Grenelle de l'environnement, débat sur l'étalement urbain, visites techniques du tramway de la ville. *Fnaut, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.*

Haute-Loire : maison ossature bois et remplissage paille. 25 et 26 octobre à Yssingeaux, ZA Villeneuve, sessions de formation organisées par l'association Accent qui fait la promotion de l'habitat sain. *Accent, Chanoux, 43130 Retournac, tél. : 04 71 56 02 42, http://asso.accent.free.fr.*

Ille-et-Vilaine : cuisine bio, balade et décroissance. 27 au 31 octobre à Hédé. stage sur l'alimentation et le train de vie. *La bonne assiette, 49, rue Pierre-Corneille, 35000 Rennes, tél. : 02 99 32 18 87.*

Deux-Sèvres : 24e festival du film ornithologique. Du 28 octobre au 2 novembre à Ménigoute, 60 h de projections, 27 heures de conférences-débats, 80 heures de sortie, 100 heures d'animations. *Association Mainate, 16 bis, rue de Saint-Maixent, 79340 Ménigoute, tél. : 05 49 69 90 09, www.menigoute-festival.org.*

Corse : 16e festival du vent. 30 octobre au 3 novembre à Calvi. Programmation alliant artistes et associations, rencontres, expositions, ateliers pour les enfants... 600 intervenants. *Les Amis du Vent, 22, rue de Douai, 75009 Paris, tél : 01 53 20 93 00.*

Novembre

Paris : 14e festival de films gays et lesbiens. 4 au 11 novembre au cinéma le Rex. *FFGLP/Festival c/o Centre LGBT Paris IDF, 61-63 rue Beaubourg, 75003 Paris, www.ffglp.net.*

Savoie : fête de la CNT. Le 8 novembre à 19h30, salle des fêtes de Yenne, route de Lucey, fête des dix ans du syndicat CNT, 73, concert avec Hors-contrôle, Plastic guns, Protocole rebel. Prix libre. *CNT Interco 73, c/o Les amis du chat noir tenace, 6, rue Saint-François-de-Sales, 73000 Chambéry.*

Aix-les-Bains : 20e Forum Terre du ciel. 8 au 11 novembre au Centre des Congrès, avec de nombreux invités autour des questions de spiritualité : Rajagopal, Majid Rahnema, Pierre Rabhi, Bernard Ginisty, Philippe Derudder... 150 euros l'entrée ! *Terre du Ciel, BP 1094, 69202 Lyon cedex 01, tél. : 03 85 60 40 33.*

Paris : 6e festival du livre et de la presse d'écologie. 22 et 23 novembre au 104, 5, rue Curial, 75019 Paris. Editeurs, associations, débats, animations pour les jeunes et les enfants, comptoir sur les formations aux métiers de l'environnement... *Festival du livre et de la presse d'écologie, maison des associations, boîte n°9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, tél. : 09 71 37 10 93.*

Lille : 8e Naturabio. 28 au 30 novembre. A Lille Grand-Palais, salon du bien-être au naturel, de l'habitat sain et des produits bio. *Expo-Conseil, tél. : 03 20 57 75 78.*

Paris : Bâtir écologique. 28 au 30 novembre à la Grande Halle de la Villette. *Bâtir-Sain, 4, rue des Coteaux, 91370 Verrières-le-Buisson, www.batirecologique.com.*

ANNONCES

Vivre ensemble

■ Médecin se consacrant à la prévention (bilan de santé intégratif) et à la psychanalyse, mais non orienté médecines alternatives, recherche lieu d'exercice moitié sud de la France, dans zone rurale à proximité ville ou gare TGV, recherche à exercer à mi-temps et à s'impliquer dans le développement d'un lieu de vie alternatif, associatif et communautaire, intérêt pour éco-habitat. Contact : *panopteric@gmail.com.*

■ **Haute-Loire / Ardèche.** Famille avec trois jeunes enfants cherche à vivre dans un endroit accueillant, près des arbres, pour s'occuper d'un potager, utiliser au minimum la voiture, quelques éléments importants de notre projet de vie à venir. Merci de nous contacter si vous pouvez nous aider à la réaliser. *Edouard et Elisabeth, Samuel, Esther, Ismène, eter@club-internet.fr, tél. : 04 91 91 63 60.*

■ **Mayenne.** Installé depuis deux ans sur 9 ha d'un vieux bocage mayennais pour un projet agro-biologique artistico-intergénérationnel, mouvance Pierre Rabhi. Lieu ouvert et collectif. Il y a des activités à développer : boulanger, maraîchage, petits fruits... à définir. Toute proposition est envisageable. Logement en bus pour moi, deux caravanes disponibles. *Guy Menigault, La Rossignolière, 53140 Lignière-Orgères, tél. : 02 43 03 27 20.*

■ Vous aussi vous avez lu l'article sur *Urupia* dans le n°358 de *S!lence* (juin 2008) "la commune libertaire". Cet idéal nous semble possible, réaliste, en y apportant sans doute quelques modifications. Nous sommes une famille qui cherchons à vivre un peu, beaucoup de cette manière, dans le grand sud de la France ou ailleurs. Nous souhaitons une formule qui permettent d'accueillir ceux qui ont peu ou pas. Nous souhaitons rencontrer d'autres personnes et prendre le temps de nous connaître, de travailler à un tel projet. Si vous êtes de ces alternatifs qui prennent auto, train, avion pour voyager quand l'hiver est là, restez là où vous allez. Pour les autres : *04 66 34 38 54.*

Agir ensemble

■ Christine, 45 ans, artiste, plasticienne et prof. d'arts, ayant divers projets artistiques liés au thème d'un monde meilleur, audiovisuel, BD, stylisme, recherche contacts pour échanger, s'enrichir, etc. *Tél. : 05 63 20 42 55, www.criscat.fr.*

Recherche

■ Je cherche les BD suivantes : *Histoire sans héros* (vol 1 et 2), Les collections complètes de *La patrouille des Castors, Tintin, Astérix*. Je cherche aussi *C'est la nature qui a raison* et *Mon herbier de beauté* de Maurice Messegué (éd. Laffont). *Eric Cooper, 11, rue de Betzheim, 67500 Hagenau, tél. : 06 14 64 64 00, ericcooper2000@yahoo.com.*

Logement

■ **Paris.** Je suis étudiante en littérature américaine, j'ai 22 ans et je cherche un logement pour l'année sur Paris pour l'année scolaire 2008-2009, de septembre à juin. Je peux échanger une chambre contre des cours de piano/solfège/harmonie, des services ménagers et/ou payer un loyer modeste. Si vous avez une chambre inoccupée, un grenier vide, une cabane de jardinier abandonnée... écrivez-moi : *gaelle.cogan@voila.fr.*

■ **Ardèche.** A louer deux appartements T1 et T2 pour couples de préférence, avec jardin à cultiver en bio, atelier de bricolage et salle de réunions communs dans petit habitat groupé écologique à Charmes-sur-Rhône, au bord d'un torrent. *Tél. : 04 75 60 28 27 (de préférence heures des repas).*

■ **Castellane.** Petite famille (ma fille 14 ans et moi-même) sur le chemin de la simplicité volontaire, 3 mini-chiens sociables, un adorable chat, cherche solution de logement sur Castellane ou environ avec transport scolaire, suite désistement dans promesse de location. Amis des bêtes et des gens, merci de nous contacter rapidement si vous avez une proposition. *Catherine Tirado, quartier Vède sud, 13390 Auriol, tél. : 06 13 64 41 72.*

■ **Finistère.** Oyez, oyez, futur-e-s voisin-e-s ! Maison en pierre cherche nouveaux propriétaires pour prendre soin d'elle et de son environnement dans esprit nature. Plein sud, 3 niveaux de 50 m² chacun, jardin de 230 m² avec un puits. Située dans un petit bourg à 30 km de Quimper et de la pointe du Raz, à 7 km de la mer. Contactez-nous au *02 98 74 54 98, Anne-Marie, 8, bourg de Meilars, 29790 Confrot-Meilars.*

■ **Lyon-Villeurbanne.** Cherche au plus tard pour le 15 novembre appartement 3 pièces (2 ch. + séjour), en bon état, avec placards, salle-de-bains, balcon(s), cave, calme et clair, préférence chauffage individuel gaz, ascenseur si étage élevé, proximité transports en commun. L'absence de vis-à-vis serait un plus. *Tél. : 01 53 19 07 49 (avant 9h et à partir de 19h + WE), hviannay@caramail.com.*

■ **Vosges.** Petite ferme de montagne à vendre, exposition sud, vallée très préservée, maison ancienne, sobrement restaurée en 1980, 5 ha de terrain pentu en nature de prés, pâtures, vergers, jardins, bois. Possibilité de disposer de cinq autres ha adjacents. 180 000 € à discuter. *Tél. : 03 29 25 96 11.*

■ **Normandie.** A louer dans le Perche, canton de Bellême, une maison pour des personnes qui, avant tout, désirent partager le calme et le respecter. Ancienne ferme de plain pied, 108 m² isolée récemment, huisseries neuves ; comprenant grand séjour avec cheminée, grande cuisine équipée, arrière-cuisine, 2 chambres, salle de bains et toilette indépendantes, une grange attenante de 62 m². Jardin d'agrément et possibilité de faire un grand potager. 600 €/mois charges non comprises, chauffage central neuf à bois déchiqueté. *Tél. : 06 83 85 89 12.*

■ **Rhône-Alpes.** Cherche local cuisine ou à aménager, en location, pour traiteur bio, mini 80 m². Etudie tout secteur dans la région. *Tél : 06 70 73 53 01.*

A vendre

■ **Poêle de masse.** Les éditions Chauffe-souris vous proposent de réaliser vous-même un poêle de masse qui consomme peu de combustible et chauffe très bien. Elles diffusent un livre avec plans et dessins, à la portée de tous. 12 € + 3 € frais d'envoi. *Editions Chauffe-souris, La Bitaque, 34390 Saint-Etienne-d'Albagnan.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*


D.R.

Le peloton au repos

Retour sur un détour pas comme les autres

Des personnalités d'origines variées soumises à une épreuve sans précédent, collective, pédagogique, itinérante et sportive, contraintes par toute une série de rendez-vous prévus à l'avance avec des collectifs militants. Certaines valeurs ne pouvaient en sortir indemnes.

"On ne sera même pas propre pour le 14 juillet !". Cette remarque ironique, énoncée dès le réveil sur un ton tragique par Stéphane, provoque l'hilarité d'Anny, sa voisine de dortoir improvisé. Nous sommes bien le matin du 14 juillet 2008, après une soirée mémorable de l'Alter-Tour à l'Arche de la Nature du Mans, suivie d'une nuit courte et fraîche sur un site ne comportant pas de douche. Le rire d'Anny identifie une rupture dans nos habitudes. Dans la réalité décalée que met en scène cet autre tour de France, peu importe en définitive de rompre avec les réflexes quotidiens et les événements sacralisés. Car la priorité est ailleurs. Le but commun des participants peut impliquer du renoncement : à la toilette quotidienne, voire même à la retransmission du défilé militaire sur les Champs-Elysées (ou arrivera bientôt le Tour de France) !


Martine Ferey

Désolé, les altercyclistes ont d'abord rendez-vous avec les fermiers, les associations et les bénévoles qui ont préparé leur accueil, l'après-midi, le soir, et sur les 200 relais que comporte cette vraie grande boucle de 3000 km. De telles rencontres, c'est ce qui compte avant tout. Elles sont tellement rares, ces opportunités de rencontres, dans une société devenue individualiste en même temps qu'ultra-libérale. Cette tendance à l'individualisme, encouragée depuis plusieurs décennies par le système économique à la mode, ne proviendrait-elle pas de notre rejet de la vie en société, une société dont on se souvient qu'elle est guidée par le modèle compétitif de réussite sociale...

Existe-t-il des modèles plus satisfaisants pour l'individu que l'individualisme ?

Pendant ce mois de juillet 2008, la roue de la compétition a continué de tourner, en même temps que celles des coureurs du Tour de France : conflits individuels et politiques, atteintes accidentelles ou organisées à la vie, autant de faits d'été composant la trame des bulletins d'information, toujours ponctués par les indices boursiers des grandes firmes.

Presque rien pour apprécier son prochain.

Presque tout pour accroître la peur de l'autre, cet inconnu, ce concurrent potentiel. De quoi admettre que le sort de la société puisse être placé entre les mains d'un plus autoritaire, d'un plus agressif, d'un plus puissant que soi.

Pourtant, en marge des routes bitumées, des panneaux de direction obligée et des autoroutes de l'information formatée, l'Alter-Tour a entraîné une population diverse vers un même objectif.



D.R.

Arrivée à Toulouse

Mais au fait, cet objectif global, quel était-il ? Il s'agissait d'informer — par l'intermédiaire de la notion de dopage — sur l'agriculture, l'énergie, la biodiversité ; certes, mais la quantité de personnes touchées par cette campagne devait dépandre de la bonne volonté des médias. Or, on ne peut avancer que le dopage existe dans tous les secteurs de notre société compétitive en croyant que cette assertion iconoclaste sera développée au journal de 20 heures.

Un laboratoire social itinérant

Heureusement, et sans préméditation, cette manifestation a également engendré un laboratoire social itinérant. Nous y avons expérimenté à notre insu une nouvelle espèce de microsociété solidaire, sans les réflexes conditionnés habituels, et qui s'est révélée très satisfaisante pour chacun de ses acteurs. Le maillot vert des altercyclistes ne comportait pas de poches, ni pour le porte-monnaie, ni pour le téléphone portable. Les aspects financiers avaient en principe été réglés avant le départ. Communiquer à travers le portable se révélant encore moins pratique sur deux-roues qu'au volant d'un 4x4, les participants ont beaucoup échangé de vive voix, et — incidemment — de voix vive. L'information radiotélévisuelle était inexistante et Internet quasi-absent.
Dans une microsociété déduite de l'Alter-Tour, chacun peut prendre part à l'organisation du voyage, jusqu'à un partage systématique des différentes tâches. Pas de hiérarchie ni de distribution des rôles fixés une fois pour toutes. Les organisateurs intermittents ne se placent pas au dessus des autres, mais à côté.
Dans cette microsociété, le cercle de parole est l'endroit où l'idée originale a une chance d'émerger, puis de finalement faire consensus. A côté de cette activité dite "intellectuelle", l'épreuve de la réalité met en valeur la valeur primordiale de l'activité manuelle dans le succès d'une entreprise (réparations des outils du voyage : alterbus, altercyclettes).
Dans cette microsociété, le handicap côtoie la pleine forme, et chacun peut être amené à réguler les écarts de comportement des personnes mentalement déficientes. Les différences physiques sont également gérées par le groupe, moyennant un appareillage adapté (tandem pour non-voyant, tricycles couchés). Personne ne reste sur le bord du chemin. Le maillot jaune est porté par celui qui a pour rôle de suivre l'ensemble des cyclistes, contribuant à la sécurité du groupe.
Dans cette microsociété, nul besoin de dopants artificiels pour avancer. La beauté des paysages rencontrés, la générosité des "accueillants", les harmonies musicales produites par le groupe, l'énergie mise en commun suffisent à doper le mouvement et l'imagination individuelle.

Une fois revenu de ce périple initiatique, le corps se repose ; beaucoup. L'esprit tente de prolonger l'aventure, de rejouer des scènes, de revoir des paysages, de reprendre de ces tranches de vie heureuse ; souvent.
Le sentiment personnel qui domine l'insatisfaction ambiante est une sérénité mesurée. La contradiction entre un idéal de partage et la réalité du CAC40 est en effet plus facile à gérer après avoir "fait" l'Alter-Tour, après avoir expérimenté cette nouvelle façon de vivre en nomade, les uns avec les autres. Celles et ceux qui sont passé par là ont aujourd'hui la confirmation que la vie en communauté peut être gratifiante et enrichissante, à condition d'être motivée par un objectif commun présumé louable, et d'y préserver l'initiative individuelle, sans compétition.
"Je ne suis pas un concurrent" : tel est le slogan que l'altercycliste Philippe a fait figurer sur l'un de ses maillots recyclés, et qui résume une grande épreuve de solidarité peu ordinaire.

Dominique Béroule ■

Initiateur de l'Alter-Tour, *Altercampagne*


D.R.

Arrivée à Pau


Martine Ferey

D.R.

Étangs du Languedoc

›Plus d'infos :

www.altertour.net

Une nouvelle édition devrait voir le jour en juillet 2009.



D.R.

Devant la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher)

Sur la marche Londres-Genève

En 84 étapes, j'ai enfin compris pourquoi le peuple français a confiance dans l'industrie nucléaire !

De cette aventure pour la paix, vers un avenir libre du nucléaire, initiée par l'association *Footprints for peace,* je retiens, après toutes ces fatigues et multiples coups de cœur pour la campagne française, une transformation de mon état d'esprit. Je sais, au terme de 84 étapes (soustraire douze jours de repos), que l'industrie nucléaire civile est entre les mains d'un personnel compétent, consciencieux et responsable. Hors soupçon. Des femmes, des hommes au service des hommes.


D.R.

Passage devant la centrale de Chinon (Indre-et-Loire)

Le peuple de France qui subit (ou ne subit pas) les 58 réacteurs installés sur 21 sites de son territoire libre peut dormir tranquille. La Gendarmerie nationale s'est loyalement penchée sur notre sécurité. J'ai pu m'entretenir sur le ton courtois réglementaire avec le commandant placé devant la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux. Il revenait d'un séjour en Ecosse à la base nucléaire de Faslane, envoyé là-bas pour observer les activistes. Ce même quatre galons argent sur épaulettes, maîtrisant un pur anglais, me signala que son peloton de 15 hommes rangé devant les grilles constituait une deadline. Ici, tout n'est qu'ordre, beauté, calme et fraternité.
Vendredi 27 juin 2008, j'écoutais la déclaration orale du directeur du Laboratoire d'études et de recherche sur la radioactivité en profondeur. En aucun cas, et même pas après 2025, la galerie actuellement creusée dans l'argile à 500 mètres de profondeur (8 minutes et demie d'ascenseur, serrés comme 9 sardines) ne servirait de dépôt pour le type de déchets à longue durée radioactive (30 000 ans). Ici à Bure (Meuse), la recherche menée par 60 ingénieurs de l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, en partenariat avec le Japon, est scientifique, désintéressée et sans malice.
Mes amis marcheurs comme moi avons déposé sur les portails de Valduc (Côte-d'Or) des petits oiseaux en papier multicolores. Madame le capitaine de gendarmerie dépêchée sur les lieux dimanche 6 juillet entre 14 h et 17 h pour veiller les lisières de ce site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA)(près de Dijon), aura compris qu'il s'agissait d'innocentes grues, symboles de l'espoir anti-nucléaire, pliées à la manière de Sadoko, petite japonaise d'Hiroshima passionnée d'origami !
J'ai compris au fil des kilomètres que mes quatre amis australiens comme mes cinq étasuniens (Connecticut, Kentucky, deux du Massachusetts et Ohio) liaient leur militance anti-nucléaire à la survie des peuples aborigènes.
Et que moi Français, j'étais appelé, à l'égal de mes amis anglo-saxons, à invoquer mon attachement au peuple des Touareg. Oui, maintenant je vis dans mes cellules profondes ma fraternité avec Aghali Mahiya venu témoigner trois fois des désarrois de son peuple. Les hommes bleus sont expropriés de leurs terres ancestrales, dès lors que la société Areva pollue les précieuses nappes phréatiques. Comment donc les Nigériens se libéreront-ils du pillage de leur sol riche en uranium ?
Arrivé à Genève, j'ai essayé de joindre Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé. Je voulais, dans les termes les plus nets, rappeler la situation sanitaire de 800 000 "liquidateurs" soviétiques qui se sont por-


D.R.

Die-in dans les rues de Saumur (Maine-et-Loire)

D.R.



Arrivée à Genève

tés sur le réacteur n°4 de Tchernobyl. Egalement lui dire : le nombre de sinistrés s'accroît jour après jour et bien au-delà du chiffre de 4400 arrêté par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) en 1996.

Cette catastrophe nucléaire civile intervenue le 26 avril 1986 ne peut-elle rendre obsolète l'accord 12-40 de 1959, passé entre l'OMS et l'AIEA ?

Je n'ai pas pu articuler de vive voix cette prière à la première dame de l'Organisation mondiale de la santé. A cause de deux vigiles qui m'ont demandé de quitter le porche d'accès à l'OMS. Je peux mal me satisfaire d'avoir admiré tout mon saoul la déesse Hygeia et le vieillard namibien dont les statues blanche et noire ornementent le parvis d'une OMS qui s'aveugle sur les succès remportés par la prévention et les guérisons des carcinomes dus à la radioactivité.

J'ai ouvert définitivement mes yeux en apprenant que 441 réacteurs nucléaires se répartissent notre planète. Quid des séismes ? Quid des canicules ? Car je me pose la question de ce comment vivre ensemble avec des déchets pas comme les autres et que les Russes comme les Français stockent à l'air libre ou enfouissent à la va-vite dans nos fleuves, nos mers, nos océans. Cette terre que nous partageons à égalité, toi et moi comme le lieu du trésor légué par des générations de vivants, notre belle verte mérite-t-elle de devenir une poubelle ? De là où tu es, et pas mieux placé-e que moi, que proposes-tu ? Sortir aujourd'hui du nucléaire, oui c'est souhaitable et praticable. Si tu y mets le prix et ta volonté.



Aristide ■

28 juillet 2008

›D'autres photos :
www.sortirdunucleaire.org

›Voir également :
www.independentwho.info sur la présence permanente devant l'OMS à Genève.



D.R.

Aristide passant devant la "deadline" à St-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher)



D.R.

Manifestation devant Valduc (Côte-d'Or)



D.R.

Manifestation devant Valduc (Côte-d'Or)



D.R.

Départ de Saumur (Maine-et-Loire)



©Pierre Emmanuel Weck

Citadins en quête d'Amap, maraîchers en quête de terres

La première fête des Amap, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, en Ile-de-France, le 24 mai 2008, a été l'occasion d'importants débats, notamment sur la question du foncier en zone péri-urbaine.

Les 25 et 26 septembre 2008, en séance plénière, le conseil régional d'Ile-de-France a adopté le schéma directeur de la région (Sdrif), futur aménagement du territoire pour l'horizon 2030. Parmi ses engagements : développer une agriculture de proximité, accroître l'agriculture biologique et préserver la biodiversité. Ainsi, le conseil régional d'Ile-de-France s'est promis de multiplier par trois, en trois ans, les surfaces dédiées à l'agriculture biologique. Mais comment ces louables intentions vont-elles se traduire dans les faits ?
De quelle façon l'atteindre sans acquérir des terres ? Et former de jeunes agriculteurs? Face à l'expansion des grandes cultures intensives, à la pression d'un urbanisme galopant — l'équivalent d'un département de terres agricoles disparaît tous les 10 ans dans l'Hexagone — les Amap se heurtent elles aussi au problème du foncier. Des solutions émergent, cependant, associatives et citoyennes.

Seulement 77 hectares en bio en Ile-de-France !

La première fête des Amap d'Ile-de-France, le 24 mai 2008 à Paris, débattait du foncier. La première Amap francilienne fut lancée à Pantin, ville populaire de Seine-Saint-Denis, en 2003, avec un maraîcher bio de Chaussy, dans le Val-d'Oise (au nord de Paris). La région parisienne à majorité céréalière (90 % de la surface utile cultivée), l'une des plus productives d'Europe, n'est forte que de 77 petits hectares en agriculture biologique, la taille d'une petite ferme céréalière ! Et sa ceinture maraîchère est en forte diminution, faute de terres et d'exploitants ! Une misère comparée aux 20 % en bio promis pour 2020 par le Grenelle de l'environnement (6 % d'ici 2013, au lieu de 2010 initialement prévu). La demande en faveur de l'agriculture biologique ne cesse pourtant de croître: "On veut acheter des légumes et des fruits de saison, sans engrais ni pesticides et cultivés localement" déclarent ceux qui adhèrent à une Amap. "De plus en plus de personnes cherchent à se fournir en bio, mais il n'y a pas assez de producteurs" déplore de son côté Laurent Marbot, qui représente les producteurs au bureau des Amap d'Ile-de-France. Un constat partagé par Mireille Ferri, la vice-présidente du conseil régional chargée de l'aménagement du territoire : "En France, constate cette élue verte, seulement 2 % des terres sont cultivées en bio, et le pourcentage tombe à 0,63 % en région parisienne, alors qu'elle a 11 millions de bouches à nourrir et 40 millions de visiteurs annuels". C'est dire le potentiel de développement que représentent les Amap pour moins polluer et mieux se nourrir, avec des produits de saison cultivés localement et vendus à un prix raisonnable.

Ne plus acheter idiot

Mais les politiques veulent-ils vraiment mettre les moyens pour pérenniser en zone péri-urbaine des fermes en maraîchage, arboriculture et élevage ? Ils s'en préoccupent, en tout cas. Lors de la fête des

Pour en savoir plus :

- Terre de liens, *10, rue Archinard, 26400 Crest, tél : 04 75 59 69 35, www.terredeliens.org*
- Amap Ile-de-France, *26, rue Beaubourg, 75003 Paris, tél : 01 45 23 42 19, http://amap-idf.org.*

Amap, le député Yves Cochet était présent, ainsi que Denis Baupin, le nouvel adjoint au développement durable de Bertrand Delanoë. Durant la campagne municipale des Verts, en mars 2008, Denis Baupin lançait l'idée d'une *Carte fruits et légumes,* une carte à puce créditée mensuellement de 40 € et destinée aux 250 000 Parisiens vivant sous le seuil de pauvreté. Cette carte leur permettrait d'acheter des légumes et des fruits de saison dans des boutiques bio ou commerces équitables de la capitale. Un coût budgétaire pour la mairie de Paris, ce qui retarderait sa mise en œuvre.
En matière de symbole, les Amap en Ile-de-France ne sont pas en reste pour promouvoir une autre consommation. Depuis peu, elles ont leur logo : un poing levé brandissant un poireau. De la faucille au légume, l'écologie pratique a détrôné la lutte des classes ! Après le label AB de l'agriculture bio, celui de l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne légitime ce fait nouveau de société : le consommateur ne veut plus acheter idiot ni manger n'importe quoi. La malbouffe n'a plus la cote !

Paysan en Amap, un nouveau métier



L'alliance Rhône-Alpes vient de publier un remarquable document qui présente deux ans d'études dans la région sur les pratiques agricoles liées aux Amap : historique, place des circuits courts dans la politique agricole, les engagements mutuels paysans et consommateurs, les valeurs mises en avant, la méthode à suivre pour mettre en place une Amap, les domaines possibles (maraîchage, arboriculture, volailles, fromages…), le débat sur le prix équitable, les modes de communication et de décision, les modes de distribution.

Un mode d'emploi de 90 pages que l'on peut commander contre 23 € à *Alliance Pecra, 8, quai Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 19 48, www.alliancerhonealpes.org*

David contre Goliath

"Qui est fort ? Qui est faible ?" demandait Ruth Stégassy, productrice de *Terre à terre* sur *France culture,* et également membre d'une AMAP, lors de la fête des Amap. Qui va en effet gagner dans cet échange inégal entre la grande distribution et ces niches de circuits alternatifs, dont les Amap constituent une part non négligeable ? Les Amap séduisent pour leur plus-value environnementale et leur concept de vente directe sans intermédiaire. Ainsi, il n'est pas rare de voir 200 personnes sur liste d'attente. Chaque Amap ne pouvant fournir que 50 à 70 paniers. Souvent, d'ailleurs, elle manque de bras : pas assez de main-d'œuvre dans les champs et pas assez de bénévoles, lors de la distribution. Ce qui est sûr, c'est que l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne suscite des vocations. Parmi les candidats à l'installation, "de plus en plus de femmes en maraîchage bio dans des petites structures", une particularité soulignée par l'anthropologue Catherine Pasquier, lors de la fête. Victimes de leur succès les Amap ? Freddy Letissier, en groupement agricole d'exploitation en commun, sur un hectare et demi, à Villiers-Saint-Frédéric dans les Yvelines, déplore leur soudaine célébrité : "Il m'est arrivé d'avoir vingt coups de fil par semaine. Au début, on répondait. Mais qu'est-ce qu'on peut savoir de notre travail sur un simple coup de fil ? Trois questions et au revoir ! Maintenant, quand j'ai quelqu'un au téléphone, je lui dis : Venez passer une journée avec nous pour vraiment nous connaître !". De fait, le labeur du maraîcher en Amap n'est pas de tout repos : 90 heures par semaine, la vie de couple, la famille, s'en ressentent forcément ! Formé à l'agriculture biodynamique, à Colmar, en Alsace, Freddy insiste sur la nécessité d'une "ferme en polyculture-élevage pour préserver la vitalité des sols. Le maraîchage seul n'est pas la solution. Il faut aussi des animaux pour reconstituer l'humus. Autrement, on épuise la terre !".

Saclay, un plateau de convoitises

"Comment accéder à la terre quand on s'installe ? Pourquoi n'y a-t-il pas plus de terres pour faire du bio ? De quelle façon lutter contre la pression immobilière ? Quelles alternatives pour en acquérir ?" L'association *Terre de liens* a joué en la matière un rôle de pionnière : en 2005, la *SCI Terres fertiles,* société civile immobilière (170 000 € récoltés en trois mois par souscription solidaire) a acquis auprès de la Safer, Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, 20 hectares sur le plateau de Saclay, dans l'Essonne, sur les 160 hectares vendus par un propriétaire.

Stands à la fête des AMAP - Ile de France



©Pierre Emmanuel Weck

L'Essonne et son immense poumon vert suscitent toutes les convoitises. "Il faut mettre la terre à l'abri de la spéculation", affirme Valérie Rosenwald, l'animatrice de *Terre de liens*. "Pour la première fois, le conseil régional a pu donner son avis sur le futur schéma directeur de la région pour l'horizon 2030" se réjouit Mireille Ferri. Le 15 février 2007, après deux ans et demi de concertation, l'assemblée régionale approuvait le projet du Sdrif. Lequel fut voté *in fine* en septembre 2008. Un projet de planification décisif : signataire de la Charte européenne de l'environnement, le conseil régional veut faire de l'Ile-de-France, la première écorégion de l'Hexagone. "Les terres agricoles de Saclay seront protégées sur 2300 hectares et d'un seul tenant, le projet d'autoroute devant les traverser ayant été abandonné par l'Etat" précise Mireille Ferri.

Repas collectif entre AMAP



©Pierre Emmanuel Weck

Pourtant, l'Etat n'a pas renoncé à ses ambitions : implanter à Saclay des entreprises de pointe autour d'une grande plateforme scientifique, universitaire et technologique, avec les infrastructures afférentes. Une orientation contestée par les défenseurs de l'environnement. "le discours qui annonce 150 000 logements, 100 000 emplois sur le plateau de Saclay, c'est la porte ouverte à la consommation massive de terres agricoles" déplore le cogérant de *Terres fertiles,* Frédéric Lerique
La mobilisation pour préserver les dernières terres arables de l'Ile-de-France se heurte donc à cette autre vision pour la région-capitale : un développement économique dans la perspective "d'une concurrence accrue entre grandes métropoles européennes", ce que dénoncent les Verts. Une orientation qui contredit les objectifs du Sdrif : "stopper l'étalement urbain, préserver la biodiversité, les espaces agricoles et naturels". Mais seront-ils préservés ? La région doit, dans les dix ans, "maintenir les surfaces agricoles, les développer, tout en construisant un million et demi de logements ". La quadrature du cercle !

Densifier la ville

Pour construire 60 000 logements par an durant dix ans, il lui faudra densifier, même si c'est "une densification de qualité". Fini l'étalement urbain, le mitage du territoire, place au compact ! Pour un mieux-vivre en ville ? Outre-Rhin, un urbanisme écologique, la campagne à la ville a été mis en œuvre depuis 1975 par les habitants de Fribourg-en-Brisgau et leurs élus Verts (25 % aux dernières élections)[1].
Avec le projet du "Grand Paris", ses tours dévoreuses d'énergie, son périph' et ses voitures, malgré le Vélib", on en est loin. Aussi est-il urgent de protéger nos zones vertes ! Sans quoi la France, leader agricole européen, pourrait dans un avenir très proche connaître "Les émeutes de la faim"[2]. Les céréaliers, qui rachètent les terres pour s'agrandir, ont-ils intérêt à les convertir en maraîchage ? Spéculer sur le blé est si tentant ! De même que maintenir une agriculture dépendante des intrants, c'est-à-dire d'un pétrole de plus en plus rare et cher ! D'où l'envolée des prix alimentaires.

Réagir en proportion

Répondre aux défis de l'écologie rend indispensable de réagir en proportion. C'est ce que font modestement les Amap. Mais sans une implication des politiques pour les aider à acquérir du foncier, tout discours restera vain. Le réseau des Amap en Ile-de-France avait pour projet d'acquérir 80 hectares sur les coteaux de l'Aulnoye, en Seine-Saint-Denis, l'achat n'a pas pu se faire. La couveuse d'activités agricoles et d'emplois devant s'y implanter devra trouver des hectares ailleurs.
En attendant, Loïc Boulanger, agriculteur en Amap dans l'Oise, à Villers-Saint-Barthélemy, est passé de deux hectares en maraîchage en 2006, à 19 hectares aujourd'hui, pour 462 paniers livrés. Il se lance dans un projet du même type : acheter une ferme de 15 hectares, en collaboration avec *Terre de liens* d'Amiens, sous forme coopérative, pour y installer quatre jeunes qui démarrent : "Une ferme d'un nouveau genre, affirme ce producteur. On y mutualisera les moyens pour faire du miel, du fromage de chèvre, de l'élevage de moutons et de volailles, du maraîchage et des plantes officinales". " Réinvestir les bénéfices des Amap pour développer d'autres Amap !", telle est l'ambition de Loïc Boulanger. Une belle façon de promouvoir l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne !

Anne Dupuis ■

1. Voir le dossier de *S!lence* n°358, juin 2008.
2. Voir l'interview de Pierre Rabhi dans *S!lence* n°358.


A vous d'organiser des repas conviviaux !

Les journées mondiales végétariennes

A l'occasion de ces Journées qui se tiennent, chaque année, la première semaine d'octobre, nous avons posé quelques questions à Alice Rallier, la coordinatrice en France.

***S!lence :* Depuis quand se font ces journées ?**
Alice Rallier : Les Journées mondiales végétariennes (initialement la Journée mondiale du végétarisme) ont été créées par la *North American Vegetarian Society* en 1977. Depuis, elles sont fêtées partout dans le monde.

Comment cela se passe-t-il en France ?
C'est l'Association végétarienne de France (anciennement Alliance végétarienne), qui coordonne depuis 1998. Toute la première semaine d'octobre ont lieu des conférences, stands d'information, repas végétariens, cours de cuisine, animations et actions de rue un peu partout en France. Tous ces événements, assurés et médiatisés au niveau local et national, sont organisés bénévolement par les délégués et correspondants de l'association.

Le végétarisme se développe-t-il en France ?
C'est difficile à dire, car aucune véritable étude statistique n'a encore été menée jusqu'à présent. On estime le nombre des végétariens français à un à deux millions, mais la définition du végétarisme (c'est-à-dire du fait de ne manger aucune chair animale, c'est-à-dire ni viande, ni poisson, ni coquillages, ni crustacés) est encore mal connue, et un bon nombre de personnes se disant « végétariennes » ne sont en réalité qu' « à tendance végétarienne » (on trouve souvent dans cette catégorie des personnes mangeant de la viande blanche, du poisson, ou végétariennes à mi-temps…). Ce qui est sûr, c'est que les végétariens d'aujourd'hui plus que ceux d'hier revendiquent haut et fort le droit à leur « différence ». Même les non-végétariens commencent à reconnaître ce droit, en témoignent les signatures de milliers d'omnivores sur notre pétition réclamant le droit à manger végétarien dans les collectivités. Par ailleurs, on peut maintenant trouver du tofu, des steaks de soja et des raviolis végétaux en supermarché, ce qui n'était pas le cas il y a seulement dix ans. S'il y a de l'offre, c'est qu'il y a de la demande.

La question du poids écologique de la viande prend-il de l'ampleur dans les débats ? (vis-à-vis des questions de souffrance animale ou de santé)
Oui, très nettement. Ces derniers mois, on a (enfin) vu paraître dans les « grands » médias un bon nombre d'articles sur les liens irréfutables entre l'industrie de la viande et l'épuisement des ressources de la planète : l'industrie de l'élevage, au niveau mondial, pollue plus que l'ensemble des transports… C'est indéniablement cet argument qui a le plus de force aujourd'hui, parce que même les personnes insensibles à la souffrance animale sont obligées de réfléchir à la question. Parmi les signataires connus de notre pétition pour les menus végétariens dans les collectivités figurent Jane Goodall, Paul Watson et Nicolas Hulot.

Concrètement, pour agir pendant cette semaine, comment procède-t-on ?
Soit on se sent l'âme d'un organisateur et on me contacte au 09 52 84 35 11 (tarif local) pour mettre sur pied un événement. Pas besoin d'avoir vingt ans de militantisme derrière soi ! Pour participer, il suffit d'organiser un repas végétarien (soit chez soi soit au restaurant) et de me prévenir pour que je l'ajoute à la liste des événements sur le site. Soit on consulte le site de l'association, on regarde ce qui est prévu dans sa région, on le note dans son agenda et on y va le jour venu. Et dans tous les cas, on ne reste pas seul(e) chez soi : les JMV, c'est la fête, et que vous soyez végétarien(ne) pour les animaux, la planète, le tiers-monde, votre santé, un peu, beaucoup ou rien de tout ça, vous y êtes chaleureusement invité(e).

Propos recueillis par Michel Bernard ■

Pour en savoir plus :
■ Association végétarienne de France, *BP 4, 77390 Chaumes-en-Brie. www.vegetarisme.fr*
Présentation des Journées mondiales végétariennes : www.vegetarisme.fr/Asso/Actions/JMV/index.php
Pétition pour pouvoir manger végétarien dans les collectivités www.vegetarisme.fr/Asso/Actions/Petittion.php



André Méry, Président de l'association au cours d'une manifestation

Le défi de se nourrir localement

Dans l'Aude, à Castelnaudary, Stéphane Linou a entamé en septembre 2008 une expérience atypique : celle de se nourrir exclusivement, durant une année, de produits ayant poussé à moins de 150 km de chez lui.


D.R.

"Nous vivons avec une épée de Damoclès : celle de la raréfaction et de l'augmentation du prix du pétrole. Notre nourriture dépend de lui pour sa production comme pour son acheminement. Dans ce contexte, que se passe-t-il si l'on enlève à nos sociétés cet élément déterminant ?" questionne Stéphane.
Engagé dans le militantisme paysan, il cherche un moyen de sensibilisation autour des questions de souveraineté alimentaire, de préservation de la terre nourricière et de son accès. Entendant parler de Canadiens qui, il y a quelques années, s'étaient nourris avec des produits exclusivement locaux, il se dit que ce pourrait être un outil pédagogique intéressant. Tout en affichant très clairement dès le début qu'il s'accorderait des dérogations pour ne pas se couper de la société car ce n'est justement pas le but, le défi est lancé. C'est la mise en scène de sa propre expérience de mangeur local, de "localivore", qui lui servira d'outil pour sensibiliser à la fois l'opinion publique, les élus et les médias.
Pour Stéphane, la production locale pour une consommation locale est une question d'ordre public. Il prône d'ailleurs un nécessaire "service minimum alimentaire". Loin d'une démarche de repli sur soi, il s'agit de faire bouger les mentalités et les élus, vers une société de l'après-pétrole et de protéger les terres agricoles face à la concurrence de lois favorisant l'urbanisme.
Notre aventurier du local n'en est pas à ses premières armes : il avait déjà fondé la première Amap du département voilà quatre ans. Et son régime ? Pour les légumes, ce sera relativement facile, en tant que consomm'acteur et en faisant des conserves pour l'hiver. Pour le reste, le miel remplace le sucre, le poivre laisse place au piment… Enfin, Stéphane connaît un brasseur qui cultive lui-même son orge. Ouf ! On a eu peur pour lui.
De plus, il a constitué, pour le suivre, une équipe composée d'un agro-économiste, d'un médecin, d'une diététicienne, d'une conseillère en économie sociale et familiale...

Guillaume Gamblin ■

■ **Stéphane Linou,**
s/c Raphael Bernabel,
route de Souilhanels,
11400 Castelnaudary.
Site : www.mangeonslocal.fr.

La bio peut-elle nourrir le monde ?

En mai 2007, la FAO, Fonds mondial pour l'alimentation, a publié un rapport affirmant que l'agriculture biologique pouvait être une solution à la faim dans le monde. Un colloque va se tenir sur ce thème du 27 au 30 novembre à Albi.

Les révoltes de la faim ont touché une quarantaine de pays au début de l'année, avec l'envol des cours internationaux. Cette crise, prévisible, est le fruit de la politique agricole mondiale qui n'a pas anticipé sur l'accélération du changement climatique, la raréfaction des ressources en eau, le développement rapide des biocarburants, l'augmentation de la consommation de viande, la déforestation, la désertification… autant d'éléments qui aggravent la situation et qui font qu'aujourd'hui un quart de la population mondiale souffre de la faim.
Les solutions se mettent en place autour de la notion d'agroécologie : une agriculture biologique qui vise à nourrir toute la planète avec un impact environnemental le plus faible possible. Une solution étudiée aujourd'hui même dans les plus hautes sphères, mais qui se heurte à la logique du marché.
Dans un monde où les deux tiers de ceux qui souffrent de faim sont des paysans, la première mesure à prendre est de s'assurer de l'autonomie alimentaire de ceux-ci. Cela suppose une vaste réflexion sur les conditions sociales et écologiques qui ont conduit à l'impasse actuelle.
Un colloque international est organisé pour cela à Albi (Tarn) pour débattre des liens entre les différents domaines concernés par l'agroécologie : écologie, paysannerie, agriculture biologique et autres usages de l'agriculture, développement, réappropriation des savoirs et savoir-faire locaux, biodiversité et semences, accès à la terre et à l'eau, réseaux de consommation locaux, rapport ville-campagne, productions agricoles non-alimentaires (médecine, habitat, habillement, énergie)…
L'objectif de ce colloque est d'une part l'échange d'expériences, mais aussi l'étude d'un réseau international de formations à l'agroécologie et la mise en place de programmes de recherche. Les séances de travail alterneront avec des visites de fermes locales.

Francis Vergier ■

Renseignements et inscriptions :
www.colloque-agroecologie-albi2008.org.

Organisateurs :
- Nature et Progrès,
- La Ligne d'Horizon,
- Le réseau Ecobatir,
- Les Amis de la Terre,
- La Confédération Paysanne,
- L'ISEC (Université de Cordoue, Espagne).

Paulianne

PLAN :

la source

chemin de fer

ânes

le bus (logement)

potager

cultures

Bois

la roulotte (logement)

le bois est réservé de chevreuils, on y trouve beaucoup d'animaux : sanglier, cerf, chevreuil. (J'ai aperçu un sanglier le 1er soir)

Luc-en-Diois

Bois

potager

cultures

verger

poules

potager

étang

roulotte aménagée par Robin comme logement pour les woofers

logements du bâtiment principal

bibliothèque

cuisine

transformation (mise en pots)

futur magasin pour vendre les produits de la ferme (les pots)

logement (Robin et Pam) avec belle véranda

voitures

boulangerie

réserve de graines

Espace prochainement ouverte au public et avec petit salon de thé

PAULIANNE

depuis 1995

Paulianne
- ferme (communautaire ?)
- 6 permanents
- quelques woofers
- à Luc en Diois
- permaculture et vente des produits de la ferme
- bio et végétarien

1 couple d'« anciens », Robin (le créateur de la ferme) et Pam, et 4 jeunes. Il y a aussi des associés qui ne viennent qu'en saison.

Chacun est assez libre, peu de règles de vie.

Principalement des bocaux de toute sorte. Un magasin est en construction pour développer l'activité.

Sur la ferme, il y a tout de même des ânes, des poules, des oies (non mangés évidemment !)

La ferme a été achetée par Robin, un anglais, en 1995. Le but était de créer un lieu de vie à partager à plusieurs autour d'une activité de permaculture diversifiée (et bio). Le lieu est beaucoup plus "roots" que l'Arche, beaucoup moins de règles, parfois un peu de désordre. Par contre il y a beaucoup d'idées et de projets (construction en cours d'une boulangerie et d'un magasin), Robin est toujours en train de faire évoluer sa maison (en autoconstruction), en utilisant beaucoup la récup (bois-studio).

Très dynamique.

LA ROULOTTE

Carnet de route - Sébastien Valette

2b

Paulianne

Cabane dans les bois, "la crouette"

(où je passe la nuit) Un peu poussiéreux et étouffant mais super cadre.

Logements

Le bâtiment principal de l'ancienne ferme loge 3 des permanents, un appartement est libre, prêt, à côté de ça, on trouve des logements très sympas :

- Une grande véranda style Roben et Pam.
- Un bus recouvert de paille converti en studio.
- Une roulotte disposée en haut d'une colline, rien superbe.
- Une cabane dans les bois appelée la "crouette" car difficile à trouver.
- Volcapokane.

Permaculture

La production de la ferme satisfait une grande partie des besoins des permanents, mais l'autonomie absolue n'est pas recherchée. On cherche plutôt à cultiver intelligemment et à échanger. Le tracteur est utilisé.

Une source fournit la ferme en eau.

panneaux solaires — bassin creusé dans l'argile pour arrosage et baignade. — les cabanes de jardin, font office de hangar.

Le bas

Paulianne

Le terrain

85 hectares (65 hectares) : champs et forêts d'un seul bloc, le relief du terrain isole les cultures d'éventuels voisins non bio. La forêt fournit largement le bois pour le chauffage et les constructions.

Accueil

Le lieu est ouvert à l'installation d'autres associés. La ferme accueille également quelques woofers toute l'année en fonction des besoins. Fait aussi de l'hébergement, jusqu'à 50 personnes.

Engagement

Militant contre les OGM, contre les pesticides, pour la biodiversité, pour la légalisation des semences interdites. Volonté de créer des liens forts entre consommateurs et producteurs par le biais d'associations et fort engagement : décision et prise de risque en commun (on va plus loin que les AMAP).

Bâtiment principal

Le risque de la fuite en avant

Alors que du côté des écologistes et des gens sensés on pense économies d'énergie, réduction des transports, décroissance économique, relocalisation... du côté des multinationales et des centres de recherche à leurs ordres, on envisage sérieusement la fuite en avant.



L'évolution du climat de notre planète, telle que prévue par la majorité des scientifiques, amène à souhaiter des changements pour ramener les rejets de gaz à effet de serre en-deçà de ce que notre planète peut supporter. Pour l'instant, les décisions laborieusement prises en sont loin : alors qu'il faudrait au moins diviser par deux les rejets planétaires, on parle d'une diminution de 5%. Des plus riches aux plus pauvres, personne ne veut modifier vraiment ses pratiques économiques, sa vie, sa mentalité.
Trouver (et généraliser) des technologies moins consommatrices demandera au bas mot plusieurs décennies, durant lesquelles la situation pourrait s'aggraver jusqu'à franchir quelques seuils lourds de conséquences, car irréversibles à notre échelle : libération des hydrates de méthane, arrêt de la circulation de certains courants marins… La survenance de ces événements devant aggraver la situation, certains scientifiques commencent à envisager des solutions techniques pour contrebalancer l'augmentation irrésistible de l'effet de serre : chercher à guérir à défaut de vouloir prévenir, en quelque sorte. Les trois principales mesures étudiées sont : le soufre, le parasol et la fertilisation des océans.

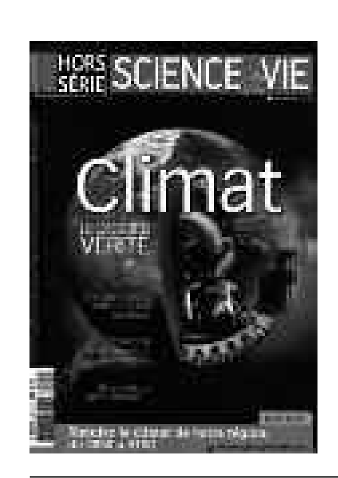
Le top du délire

Le soufre consisterait à envoyer des millions de tonnes d'hydrogène sulfuré (H_2S) dans la stratosphère (16 à 50 km d'altitude) avec une rémanence d'environ deux ans. Le soufre réagit avec l'air pour former du dioxyde de soufre (SO_2), lequel réfléchit le rayonnement solaire. Si on connaît à peu près le comportement de l'atmosphère après une injection massive de soufre (le volcan Pinatubo envoya 20 millions de tonnes de SO_2 en 1991, refroidissant l'hémisphère Nord de 2 à 3°C pendant 2 ans), on peut craindre une acidification des pluies et un moindre rendement des installations solaires (en 1991 : - 30%).
Le parasol consiste en l'envoi d'écrans dans l'espace (par exemple 16 000 milliards d'écrans de diamètre 60 cm à 1,5 million de km de la Terre). Des milliers de milliards de dollars, pour des objets difficiles à contrôler (par exemple si le climat est trop refroidi).
La fertilisation des océans consisterait à apporter le ou les minéraux actuellement facteurs limitants de la croissance du plancton (le sulfate de fer est un excellent candidat), cette croissance consommant du gaz carbonique[1]. On peut craindre que le stockage ne soit éphémère, la décomposition du plancton relâchant le gaz rapidement. Les écosystèmes marins seraient certainement bouleversés, dans des proportions que l'on ne sait pas estimer à l'avance.

Croissance assurée !

Toutes ces soi-disant solutions n'en sont pas, de même que les OGM ne permettent pas d'éviter les pesticides, au contraire : leur mise en œuvre apporterait une croissance économique, donc un accroissement des rejets. Pour paraître moderne, Gribouille se déguise en scientifique, mais reste Gribouille.
Quelques capitalistes trouveront certainement là des marchés à conquérir et nul doute qu'ils vont bientôt se mettre sur les rangs pour nous convaincre qu'il est possible de continuer à polluer en toute tranquillité, pour peu que l'on crache dans leur bassinet.
La réponse radicale à leur donner : prévenir, plutôt que guérir !

Patrice Néel ■



Source : *Science&Vie* Hors série n° 240, septembre 2007 : "Climat, le dossier vérité".

1. La société états-unienne Planktos a reçu de son gouvernement l'agrément pour recevoir les contributions des industriels soucieux de compenser leurs émissions de CO_2. Cet argent sert à "fertiliser" l'océan.

Courrier

Lettre d'un néanderthalien heureux

Bonjour Marie-Noëlle, j'ai apprécié ton courrier (p.49) dans S!lence n°358. Pour ma part, j'ai à peu près quarante ans d'évolution écologique non pas convulsive mais raisonnée et je ne me sens pas redevenu néanderthalien. La décroissance est une façon de voir, une autre façon de vivre, de respecter l'autre, de consommer. La force qui m'anime me vient de l'intérieur, et pas d'une vision extérieure me demandant d'être comme tout le monde pour ne pas être arriéré… Par rapport à qui ? A quoi ? Même si assurément je ne suis pas parfait, j'essaie de me perfectionner, de m'améliorer sans vouloir devenir un fanatique exacerbé.
Plutôt que de penser être en dehors de mon temps, je pense vouloir laisser à mes descendants tout ce qui a émerveillé ma vie : le papillon, la fleur, l'ombre, les senteurs, la rivière… tout ce qui fait un bonheur de vie qui devra ne rien coûter et profiter à tous. Le bonheur ne me semble pas être dans les « grandes choses » mais dans la belle banalité de tous les jours.
Il faut faire confiance à tes convictions, à ton bon sens et ne pas épouser le relativisme ambiant — pour ne pas avoir l'air différent. Si les enfants sont éduqués avec un sens critique, ils se forgeront une personnalité qui n'aura que faire de la marginalisation, mais bien au contraire, les renforcera dans l'appréciation d'eux-mêmes. Panurge avait ses moutons, n'élevons pas des loups — mais de l'intelligence. Une intelligence qui s'élève ne se combat pas à coups de matraque ou par la répression, mais elle fait bouger le monde.
Méfie-toi de ce qu'on appelle la « fainéantise », c'est un mot à définition bien subjective. Chez nous, nous faisons notre vaisselle, notre pain, nos gâteaux, nous réparons, nous aménageons, nous faisons presque tous nos légumes pour une grande partie de l'année, nos fruits, notre confiture, etc. Pour autant j'aime fainéanter, me reposer, méditer, réfléchir.
Faire ce que l'on pense être bon de faire, rendre envieux les autres de ce que tu fais peut occasionner plus de retournements de comportement que toutes les paroles terrifiantes. Petit à petit le monde changera, depuis quarante ans il a déjà changé ! Sera-ce suffisant ? Le monde est mal barré, mais pour autant faut-il se résigner ? L'obstination paiera peut-être un jour face aux événements qui nous attendent.
Robert Buren
Meurthe-et-Moselle

S!lence laïque ?

Dans le S!lence n°359, p.36, on peut lire « les parents peuvent choisir d'autres formes d'éducation : écoles privées sous contrat,… ». Je croyais S!lence une revue laïque, je me suis donc trompé, alors si vous demandez votre soutien financier, je vous conseille de vous adresser à l'enseignement catholique : à force de se remplir les poches avec l'argent qui devrait être attribué au seul service public, il a les moyens de vous aider.
Désiré Gérard
Charente

S!lence : une école privée peut tout à fait être laïque… (voir, par exemple les expériences nées de l'éducation populaire ou le guide des écoles différentes). Privée ne veut pas dire confessionnelle.



Ecole privées laïques

En réponse au courrier de Désiré Gérard, je l'invite à aller consulter le site des Maisons familiales et rurales (*www.mfr.asso.fr*). Il y découvrira que ces associations (440 en France actuellement) forment chaque année environ 70000 jeunes à des métiers, par une pédagogie en alternance. Ces établissements sont privés sous contrat avec l'Etat… et bien laïcs puisque nés des mouvements d'éducation populaire du Front populaire.
Rappelons que l'Education nationale n'a pas d'obligation d'accepter dans ses établissements les enfants de plus de 16 ans… et que nous avons été content que notre fils, refusé en lycée pour son caractère turbulent, puisse y réussir un CAP de menuisier et rejoindre maintenant une école d'art appliquée, elle aussi privée et laïque pour y devenir décorateur de théâtre.
Ce n'est qu'un exemple, mais il existe un grand nombre d'école de ce genre, à tous les niveaux d'éducation. A ne pas confondre avec les écoles confessionnelles.
Michel Bernard
Rhône.

La nouvelle loi sur l'eau : une réelle réforme ?



La directive cadre européenne sur l'eau (DCE) d'octobre 2000 invitait les Etats membres à repenser leur politique de l'eau afin de parvenir, en 2015, à un « bon état écologique » des eaux de surface et à un « bon état chimique » des eaux souterraines. (…)
La nouvelle loi sur l'eau et ses Sdage (schémas directeurs d'aménagement) en préparation me paraissent n'être qu'une réécriture de la loi de 1992. A l'heure où les pollutions aquatiques ne cessent de croître (voir les PCB rendant le poisson inconsommable dans le Rhône, dans les grands lacs alpins, dans la Seine), à l'heure où les crues sont toujours dévastatrices, à l'heure où l'eau continue à être gaspillée (principalement avec l'irrigation des grandes cultures, surtout celle du maïs), on n'ose toujours pas prendre les mesures draconiennes qui s'imposent.
On n'ose pas interdire purement et simplement les rejets polluants des établissements « classés » qui restent soumis à autorisation. On n'ose pas imposer sur tout le territoire français la « directive nitrates » et les mesures agro-environnementales pour les réduire les pollutions agricoles diffuses. On n'ose pas promouvoir l'agriculture biologique et l'agroécologie qui les supprimeraient véritablement. On n'ose pas augmenter les (très faibles) redevances d'irrigation, ce qui obligerait les irrigants à économiser l'eau ou à opter pour des cultures sèches (…).
Henry Chevallier
Gers

Semaine du développement durable

Je viens de recevoir, accompagnant mon dernier relevé de comptes, une publicité de quatre pages pour la « semaine du développement durable ». Cette démarche est, je n'en doute pas, pleine de bonnes intentions. Pour autant, je me demande combien d'arbres supplémentaires auront été abattus pour l'envoi de ce papier à x millions d'exemplaires ? Et combien les déchetteries consommeront d'énergie pour sa destruction ? « L'enfer est pavé de bonnes intentions ».
(…) Malheureusement cette « semaine du développement durable », instaurée par le gouvernement, n'aura pas plus d'effet que son « Grenelle de l'environnement » car tous ses choix politico-économiques (mondialisation « sauvage », privatisations, croissance évaluée en termes purement comptables) sont à l'opposé de ce qu'il faudrait faire : maîtrise régulée de l'économie, coopérations, relocalisations, etc.
Jean Meunier
Loir-et-Cher

Carnets de voyage en Pologne

J'use de mon droit de réponse à propos de la recension de mes Carnets de voyage en Pologne publiée dans le n°358. La fin du texte suggère que mon compte-rendu manquerait d'"analyses". J'en suis très surpris car, hormis la synthèse finale, l'ouvrage n'est d'un bout à l'autre qu'analyses étayées par des descriptions et des chiffres recueillis sur le terrain ! Vous n'êtes pas sans ignorer que des critiques de cette sorte, même injustifiées, ont un effet dissuasif auprès de vos lecteurs. Je le regrette pour eux, comme pour vous.
François de Ravignan
Aude





Le pourquoi du potager

Avoir un jardin qui produise de quoi se nourrir toute l'année est aujourd'hui un sacré défi. Bien entendu, il ne faut pas avoir à acheter ses amendements dans le commerce, sinon à quoi bon ? Car vous dépendrez toujours d'un circuit douteux, coûteux et non-maîtrisable. L'idéal serait de posséder quelques bêtes avec le terrain idoine ; en plus de vous approvisionner en fumure, elles peuvent rendre bien des services si l'on apprend à les manier. Mais là, évidemment, on commence à voir pointer le bout d'une ferme...

Si l'on n'a pas le temps, la place ou simplement la fibre pour s'occuper d'animaux, il faut négocier du fumier avec les paysans du coin. En tenant compte du fait que les excréments de ses bestiaux contiendront forcément des résidus de traitements médicamenteux et autres vaccins, antibiotiques, hormones... Donc, dans l'hypothèse où vous voulez cultiver 100 % bio, ça se complique quelque peu ! Les centres équestres sont à préférer aux élevages de bovins, car ils traitent beaucoup moins leurs pensionnaires ; de plus, le fumier de cheval est le meilleur et le plus « rapide » qui soit.

Bref, avec un peu de chance, vous avez à proximité (...) un éleveur qui sera enchanté de l'idée de se débarrasser de quelques tonnes de fumier bio décomposé et de vous livrer de surcroît.

Maintenant que vous avez de quoi enrichir votre terre, il vous faut la retourner, à profondeur variable suivant le type de sol auquel vous avez affaire. Assez violemment la toute première fois, puis, au fur et à mesure, le labour peut être remplacé par un vigoureux hersage (grattage) avant et après chaque opération. Seulement voilà... Même en oubliant le "un hectare par famille" (dixit Pierre Rabhi) et en le réduisant au quart (50m x 50m), il vous faudra une quantité massive de sueur et de jambes robustes, des reins et des articulations solides, des bras forts, pour en venir à bout à la bêche. Un bon cheval de trait serait efficace, mais bon, cela exige une organisation appropriée. C'est pourquoi, au rayon "motoculteurs", il y en a pour presque toutes les bourses et presque tous les goûts. Les constructeurs luttent âprement pour séduire le plus de clients possible : de la mini moto-bineuse pour mémés à fleurs au gros engin pour frustrés du quad, chacun peut y découvrir son "alter-agro" puis passer à la pompe. Car la mécanique est vorace, elle exige son dû pétrochimique ainsi que sa dot subtile. Vous devez ouvrir votre escarcelle pour entretenir mademoiselle : essence, huile, pièces de rechange, révision... puis subir son impact négatif sclérosant pour votre sensibilité et être aspiré dans sa musique linéaire, abrutissante pour l'âme et la nature.

Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les idéologues du progrès, il n'y a aucune notion de liberté dans l'avènement des machines. Ce que l'on gagne d'un côté, on le perd inévitablement de l'autre. Il est prouvé qu'au niveau rendement pur, en prenant tout en compte — carburant, prix d'achat, temps, usure, empreinte écologique — on a atteint le top, pour l'agriculture, avec la traction animale. Pour les transports, Ivan Illich a brillamment démontré dans son livre *La Convivialité* que le vélo est le moyen de locomotion le plus rentable. Alors pourquoi tout le reste ?

C'est bien simple, l'unique but réel — au-delà de l'argent — de la politique industrielle a toujours été d'isoler les individus. Le travail de cinq hommes en trois jours, avec ce que cela inclut de camaraderie — voire de fraternité — on le réalise seul en un après-midi avec cinq litres d'essence, un sandwich et un motoculteur (qui vaut deux mois de salaire), construit par des ouvriers hongrois sous-payés. Raisonnement idiot, me direz-vous, car derrière ça créée de l'emploi, de l'échange, de l'économie. Dans la forme oui, mais derrière encore ça génère davantage de misère existentielle, de solitude et de dépendance énergétique avilissante. (...)

Revenons à nos légumes. La terre est finement égrugée, fumée, réchauffée, sillonnée. Il ne reste qu'à semer, donc à vous procurer des graines. Deux possibilités s'offrent à vous :

• soit le supermarché ou la coopérative agricole, ce qui veut dire un choix restreint et de semences brevetées, souvent de type hybride F1 stérile (bientôt OGM) produites par les grands trusts chimiques, Monsanto et compagnie. Les légumes que vous obtiendrez seront gros, se développeront vite, mais ils seront ultra-sensibles aux maladies, aux parasites, à la sécheresse et, d'après mon expérience, moins savoureux. Et, évidemment, il faudra en racheter chaque année.

• soit les réseaux alternatifs bio, style Kokopelli, Biaugerm, Pass'Graines, où les variétés de semences proposées sont toutes resemables, d'une année sur l'autre. On y trouve un riche panel de graines de végétaux anciens très rustiques qui n'intéressent pas vraiment les industriels du jardinage. Ces derniers ont d'ailleurs intenté un procès à certaines associations proposant des semences d'antan non répertoriées au catalogue des brevets.

Pour sortir de cette dépendance improductive, le mieux est de créer, avec des amis jardiniers, son propre circuit d'échange privé pour troquer les graines. Chacun produisant deux ou trois types de semences dans son potager, puis on se les partage en fin de saison. C'est l'autonomie grainetière à portée d'organisation. (...)

Votre jardin assure une alimentation sûre et fraîche, vous donne une ouverture sur le monde de la production et des échanges avec, en prime, un lien retrouvé avec la nature et la satisfaction profonde d'être au diapason des saisons. Il vous procure une activité physique productive et vous apprend la patience, la précision et la mesure. Il vous confère la souveraineté d'être en début et fin de chaîne alimentaire.

Voilà le pourquoi du potager.

Xavier Berardi
Orne

Commerce équitable



Nous avons le regret de vous faire savoir que la décision de notre association Artisans du Monde de ne plus présenter à la vente votre revue a deux raisons : la première nous ne sommes pas très performants (...). La deuxième plus importante et plus grave pour notre association ; notre mécontentement en rapport à quelques articles qui présentaient le commerce équitable comme une pratique néo-colonialiste, une extension de la mondialisation et dernièrement l'article sur le numéro de juin (n°358) qui dénonçait le commerce équitable comme un leurre pour les producteurs. Quand nous les rencontrons, ceux-ci ont une autre approche de notre partenariat. Certes il y a encore des progrès à faire et je crois qu'il ne faudrait pas décourager les volontés (pas les bonnes volontés) de faire changer les lois du commerce, nous parlerons d'échanges, de respect et d'équité. Veuillez prendre en compte notre demande de ne plus recevoir votre revue (...). C'est très dommage car nous pensons que votre revue est très intéressante et a le même objectif que notre fédération mais parfois la radicalisation peut heurter les sensibilités de ceux qui militent pour faire changer l'état du monde.

Maryvonne Bonnet Degois
Aube

S!lence : dans son ouvrage "Le Commerce équitable dans la France contemporaine" (L'Harmattan, 2007), Virginie Diaz Pedregal présente des groupes latino-américains qui ont quitté les filières du commerce équitable pour des raisons sociales locales. Voir également page 12 de ce numéro. Ne croyez-vous pas utile de poursuivre le débat sur le sujet ?

Vive la crise !

François Partant nous revient en mémoire quand on pense à un problème de croissance. Après des années bonnes (plus de pages), pourquoi *S!lence* n'accepterai-il pas de suivre l'évolution de la baisse de ses lecteurs ? Allons-nous faire comme *Politis* et demander aux « citoyens » de résoudre artificiellement un trou financier ? Pourquoi pas à l'Etat pour service public écologique ?

Il faudrait réfléchir à diminuer le nombre de pages, de couleur. Si les salaires sont un problème, pourquoi ne pas diminuer le salariat (mi-temps et bénévoles) ? Où en est le projet de pilotes de rubriques qui permettrait une autogestion de la revue ? (...)

Comment *l'Age de Faire* peut-il pratiquer 50 centimes ? Est-ce que le format est onéreux ? Pourquoi cette revue ou *La Décroissance* se vendent bien ? Les lecteurs se retrouvent-ils toujours dans *S!lence* ? Une enquête est-elle possible ? Peut-on faire plus d'articles sur moins de pages ? Plutôt qu'un compte-rendu subjectif de lecture, la rubrique livres devrait parler d'elle-même comme les autres rubriques (CQFD par exemple laisse parler les livres avec des extraits). *S!lence* est confronté à un nombre croissant de revues sur les mêmes thématiques (*Décroissance, Passerelle Eco, Age de Faire*). Est-ce de la concurrence ou du pluralisme ? Face à cette tendance de la demande, *S!lence* doit-elle rester fidèle à sa formule (exemplaire !) et s'ajuster au nombre de derniers fidèles ou s'inspirer des autres pour évoluer (ton, format, sujets) ?

Plus largement, internet attire car il permet plus d'infos sans attendre, une interactivité et un dynamisme dans une recherche active d'infos, de forums. *S!lence* est-elle condamnée à s'adresser aux isolés sans connexion ? A des fidèles et se transformer en revue de réflexion *(Ecorev')* ou bien est-il possible d'imiter la toile ?

Enfin, sont-ce les lecteurs qui ont tort (d'être pressés, de ne plus lire) ? Ou bien cette génération ne se reconnaît plus dans cette forme d'engagement (comme *L'Huma* et *Le Monde*) ?

Pascal Bordier
Haute-Garonne

S!lence : ce sont autant de questions que nous nous posons nous-mêmes ! Voici nos réponses à certaines d'entre elles : nous avons diminué le nombre de pages à 48 depuis le numéro précédent, et avons réduit la taille générale des articles. Le salariat a été drastiquement diminué puisque l'association vient de passer de cinq à deux salariés. Les pilotes de rubrique et les bénévoles apportent une aide précieuse, abondante et vitale à la revue, mais leur action est loin de couvrir toutes les nécessités administratives, gestionnaires et rédactionnelles courantes indispensables à la confection de celle-ci. Nous considérons les autres titres de la presse écologiste comme porteurs d'un dynamisme et d'un pluralisme de ces idées, plutôt que comme des concurrents. Nous travaillons enfin à améliorer les services offerts par notre site internet. Enfin, toutes les bonnes volontés sont bienvenues pour s'impliquer bénévolement dans l'association.



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.



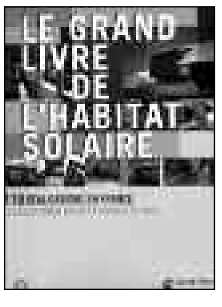
La tyrannie de l'automobile Du rêve à la calamité

Pierre Gillet
Ed. Homnisphères
2007 - 110 p. 10 €

Après un rappel des difficultés du débat sur le sujet du fait d'une société organisée par et pour la voiture, avec une publicité omniprésente, l'auteur démonte le mythe de la voiture propre en développant les "nuisances propres" qui nous resteraient : accidents, stress, inégalités sociales, bref à l'arrivée une fausse liberté, beaucoup de temps gaspillé (pendant le trajet mais aussi à travailler pour en payer les coûts)… L'auteur aborde la question de vivre sans voiture, pas encore gagné aujourd'hui mais tout aussi envisageable que le passage au tout voiture. Un autre déplacement est possible. Concis, facile à lire, agréable. FV.

Le grand livre de l'habitat solaire

Alain Liébard, Jean-Pierre Ménard, Patrick Piro
Ed. Le Moniteur / Oberv'Er
2007 - 250 p. - 45 €



A partir des concours de maisons solaires lancé depuis un grand nombre d'années par Observ'Er, une compilation de 110 projets : maisons individuelles, bâtiments collectifs, lycées, collège, administration… Livre de grand format, photos et plans soignés sur les pages de gauche, complétés sur les pages de droite par un récapitulatif des conditions techniques à mettre en œuvre pour avoir une maison économe, saine et autonome. Il y en a pour tous les goûts et ce serait parfait si l'ouvrage n'était pollué par un publireportage de huit pages en entrée et carrément des pages de publicité pour clore le livre. MB.

Guide de rando avec les enfants

Monique Vincent-Fourrier
Ed. Delachaux et Nieslé
2008 - 210 p. - 14,90 €

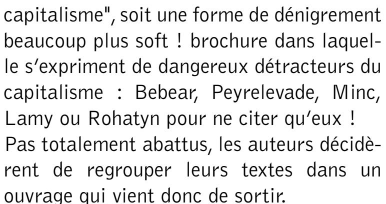


Marcher est l'une des principales activités de l'humain et la randonnée est son côté agréable. Mais souvent il est difficile d'y faire participer les enfants et les adolescents… à moins de faire preuve d'imagination pour pimenter le parcours. Selon les âges, ce guide fourmille d'idées pour s'occuper en marchant : jeux de piste, réalisation d'un herbier, lecture d'une carte, collections diverses, observation, réalisation de jeux ou d'objets avec des produits ramassés sur le bord du chemin, prévoir des visites de lieux sur le trajet, grimper aux arbres, traverser un ruisseau avec des échasses, se déplacer les yeux bandés… et prévoir d'inviter des copains et copines (stimulation). Le guide comprend également une présentation de plusieurs parcs naturels de France, des conseils pratiques pour la nourriture, les vêtements, l'hébergement, l'orientation, la météo… Bref, un livre très bien fait pour se donner et pour donner envie de marcher dans la nature. FV.

Peut-on critiquer le capitalisme ?

Collectif
Ed. La dispute
2008 - 192 p. - 14 €





Ce livre est le résultat d'une censure. En 2006, le Nouvel Observateur avait contacté des chercheurs et des universitaires pour réaliser un numéro hors-série sur la critique du capitalisme. Pour d'obscures raisons, la direction de l'Obs refusa finalement la contribution de ces personnes. Un hors-série parut quand même sous le nom de "Comprendre le capitalisme", soit une forme de dénigrement beaucoup plus soft ! brochure dans laquelle s'expriment de dangereux détracteurs du capitalisme : Bebear, Peyrelevade, Minc, Lamy ou Rohatyn pour ne citer qu'eux !
Pas totalement abattus, les auteurs décidèrent de regrouper leurs textes dans un ouvrage qui vient donc de sortir.
Cette précision apportée, on ne voit pas, dans ces écrits ce qui aurait pu choquer le lecteur moyen du Nouvel Observateur car de critique du capitalisme il n'y en a guère. Tout est effectivement dans le point d'interrogation du titre.
Quand ils se penchent vers le passé, en examinant l'interprétation de l'économie par Sade, Weber ou plus près de nous par Polanyi, ou en étudiant la critique du capitalisme par ceux qui furent, il y a un certain temps déjà, socialistes, tout cela reste bien classique, convenu.
Le lecteur est transporté de l'incontournable fâcheux verbiage d'Haribey contre la décroissance, au constat des horreurs du système mondialisé avec les exemples des centres d'appels téléphoniques par Kenza Aghouchy ou la "nouvelle menace de l'exclusion bancaire" par Georges Glouloviezoff, en passant par la critique de la flexisécurité qui "dénature le travail" par Christian Ramaux.
Seule la contribution de Smaïn Laacher sur les Sels est un peu plus ouverte sur un autre choix de société, même si l'approche est ici, plus sociologique que pratique.
Au bout du compte, tout de même, un bon travail intellectuel, esquissant certes une contradiction, mais le lecteur trouvera peu de propositions concrètes, alternatives, capables de dépasser le capitalisme.
Reconnaissons, cependant, que les auteurs essaient de "lutter contre les formes d'effacement de la pensée". MJ.



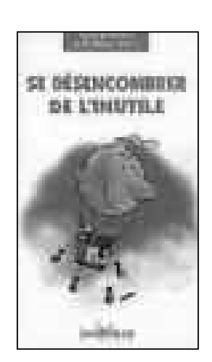
Les vers mangent mes déchets

Mary Appelhof, traduit par Agnès Allart
Ed. Vers la Terre
(34120 Pézenas)
2007 - 164 p. - 15,80 €.

Il est possible de fabriquer un excellent engrais pour les jardins en donnant nos déchets alimentaires à manger aux vers de terre. Ce livre présent en détail le mode de vie du lombric et d'autres vers, de leur action sur les déchets, comment faire son lombricompost dans un jardin ou en appartement, ce que cela amène au sol. A faire chez soi en espérant que cela devienne systématique : nos poubelles diminuent ainsi d'un tiers. Excellent guide pratique. FV.

Se désencombrer de l'inutile

Rosette Poletti et Barbara Dobbs
Ed. Jouvence
2008 - 96 p. - 4,90 €



Dans une démarche de simplicité volontaire, il est important de se dégager de l'encombrement des choses matérielles, mais aussi des soucis inutiles. Reprenant une démarche de développement personnel lié au "lâcher-prise", les deux auteures multiplient les anecdotes et les conseils pour apprendre à se libérer des histoires anciennes, des croyances, des habitudes, des idées fixes, des deuils… pour aller vers une vie active ici et maintenant. Une recette pour accéder à la joie qui nous laisse pourtant une impression d'inachevé tant cela est peu relié à une analyse plus politique. Ainsi les auteurs nous conseillent de prendre en compte qu'il faut vivre dans le présent, "car nous n'avons aucun pouvoir sur le passé" et "que le futur ne nous appartient pas" [p.57]. C'est omettre un peu vite que le passé lui a un pouvoir sur nous et que notre mode de vie au présent a une influence sur notre futur (pollutions, déchets, climat…). De même, elles affirment que "les autres pensent ce qu'ils veulent, je n'ai aucun pouvoir là-dessus" [p.68]. C'est une négation de la citoyenneté et du politique : si mon voisin soutient l'expulsion des étrangers, puis-je me contenter de constater que c'est son opinion ? Un livre ambigu. MB.

la BD du mois

La communauté

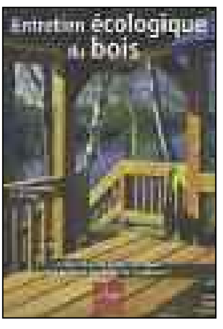
Yann Benoît et Hervé Tanquerelle
Ed. Futuropolis
2008 - 174 p. - 24 €



Il s'écrit beaucoup de livres étranges sur Mai 68. Là, Hervé Tanquerelle met en dessin les expériences communautaires de son beau-père Yann Benoît, dans la région nantaise, juste après 68. Ce premier tome présente l'enthousiasme des premiers temps, l'installation, les relations avec le voisinage, les utopies et les pratiques de l'époque. C'est raconté comme un entretien, avec un double style de dessin : au trait pour les deux personnages qui dialoguent, des flash-back au lavis. Cela se dévore... en attendant le deuxième volume qui doit parler des complications, des conflits et de la redescente... Ceux qui font ou rêvent d'écovillages aujourd'hui y trouveront ici un récit tout à fait d'actualité sur une époque finalement pas si lointaine. Une réussite graphique. MB.

Entretien écologique du bois

P. Weissenfeld et H. König
Ed. La Plage (34200 Sète)
2008 - 160 p. - 19,50 €



Aujourd'hui le bois est de plus en plus utilisé dans la construction. Mais encore faut-il l'associer avec des produits biologiques : les colles, les vitrificateurs, les peintures, les lasures chimiques dégagent des gaz toxiques. Le livre présente des méthodes saines pour, en fonction des essences de bois, traiter contre les parasites, coller, décaper, peindre... Ce livre donne même les recettes pour fabriquer soi-même ces produits. Fort bien illustré, mais déjà pour des bricoleurs avertis ou des artisans, car technique. FV.

B. D.

Pauvres Zhéros

Baru et Pierre Pelot
Ed. Casterman /Rivages
2008 - 84 p. - 17 €



Ça rigole pas tous les jours chez les pauvres gens. Baru à la plume et Pelot au scénario y vont carrément à la hache. Avec un trait torturé, les aventures villageoises de chômeurs, de paumés, qui vivent de petites magouilles dans la peur du gendarme... et des extra-terrestres. Une peur qui entraîne un drame et qui se termine dans des flots de sang. Réaliste et violent. MB.

Musique

Avec Des Mots

Broussaï
http://broussai.free.fr/
2007 - 12 titres - 14 €

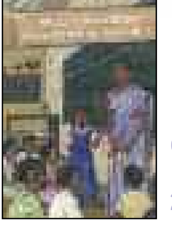
Ami(e)s amateur(e)s de reggae roots, cet album est pour vous !
Une formation des plus classiques qui a fait ses preuves : guitare, basse, batterie, claviers et chœurs pour 58'20 d'un reggae tranquille avec des textes engagés. Les thèmes des chansons abordent le racisme, la démocratie représentative, la liberté de circulation, le pouvoir de la TV et revendiquent une foi profonde en l'être humain. Né au début des années 2000 de la conviction que la société change lorsque les mentalités évoluent, Broussaï souhaite apporter sa pierre à l'édifice des luttes alternatives. "Les luttes d'aujourd'hui construisent le monde de demain" chantent-ils. Leur premier album *Insurrection* est auto-produit en 2004 ; *Avec des Mots* renforce les aspirations révolutionnaires affichées par le groupe et son engagement définitivement pacifique. Loin d'imposer des vérités toutes faites, l'album amène l'auditeur à se questionner et à réagir par lui même. Pascal Martin.



Enfants

Et si l'éducation changeait le monde

Karine Sabatier-Maccagno et Loïc Hamon
Ed. Elka
2008 - 72 p. - 11,50 €



Ce troisième livre de la collection, comme les précédents, aborde sous forme d'un jeu de piste particulièrement ludique pour les jeunes lecteurs, la place de l'éducation. Le jeune héros doit résoudre des énigmes qui l'emmènent en Inde où il découvre que les filles ont encore du mal à bénéficier de l'école. Il découvre également le rôle d'associations comme aide et action qui cherchent des parrains pour financer l'éducation de tous et toutes. Une présentation très originale qui réjouira petits et grands. FV.

Mon HLM

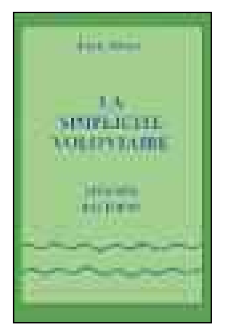
Béatrice Guillemard
Ed. Chant d'Orties
(91250 Saintry-sur-Seine)
2008 - 58 p. - 8 €

Dès 10 ans. Demba arrive d'Afrique par regroupement familial. Son père loge dans un HLM. L'ascenseur est en panne et grimper les escaliers pendant sept étages permet de rencontrer les habitants de cette drôle de maison. L'idée est originale, les attitudes et le vocabulaire des jeunes sans doute juste... mais l'histoire manque quand même un peu de densité. FV.

La simplicité volontaire présentée aux jeunes

Lucie Vivien
(http://autrevision.canalblog.com)
2008 - 88 p. - 11 €

Dans un vocabulaire simple, l'auteure explique comment la croissance mène à la pénurie, comment la situation est en déséquilibre et comment une solution est de consommer moins. Elle lance quelques pistes : changer l'école pour qu'elle ne soit pas calquée sur le système, arrêter la publicité, relocaliser l'économie. Des références pas toujours bien exactes, mais une réelle volonté d'engager les plus jeunes à réfléchir au monde dans lequel ils entrent. FV.



livres

Petit manuel de non-violence illustré d'exemples vécus

Thérèse Couraud,
370, rue d'Elbeuf, 80000 Amiens
2007 - 341 p. - 14 € + 3 € de port

"La résistance non-violente n'est pas réservée à une poignée d'utopistes avant-gardistes, elle se doit d'être collective et populaire". C'est le message que veut faire passer Thérèse Couraud, militante du Man, Mouvement pour une alternative non-violente, infirmière à la retraite, dans ce livre. Elle y raconte dans le détail les combats collectifs menés à Amiens entre 1989 et 2007 en soutien aux familles sans-papiers, aux gens du voyage, pour le droit au logement, contre le saccage d'une résidence pour personnes âgées, etc., face aux politiques droitières d'une équipe municipale menée par Gilles de Robien. A chaque fois l'auteure prend le temps de s'attarder sur l'analyse humaine, politique, juridique de la situation, avant de conter les actions spécifiques que des collectifs d'habitants et d'associations ont mis en place face à ces problèmes, avec plus ou moins de succès. Le style est simple, direct. On s'indigne avec elle des situations inhumaines que subissent différentes minorités, ailleurs on s'amuse en lisant les actions imaginatives et souvent humoristiques qui sont mises en place. Ainsi le soutien aux gens du voyage menacés d'expulsion donne lieu à une action nocturne de creusement de tranchées autour de leur terrain d'accueil, intitulée "des pelles contre des pelleteuses", puis à la confection d'une "guirlande de PV" qui est étendue à la sortie de la mairie, et sous laquelle passent de jeunes mariés ! Ce livre profondément révolté, mais un peu brouillon, foisonne d'exemples d'actions imaginatives, maniant le symbole et le rapport de force, qui donnent envie d'agir. Il fournit également une utile contre-histoire, populaire et engagée, de la ville d'Amiens de ces vingt dernières années. GG.

La mort de l'espoir

Eduardo de Guzman
Ed. No Pasaran
2008 - 219p. - 12 €

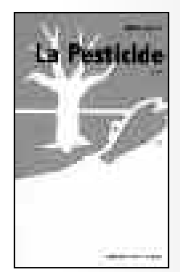


En traduisant ce récit, les éditions No Pasaran livrent en France un témoignage unique pour la mémoire militante de la guerre d'Espagne. Dans une première partie, le journaliste anarchiste Eduardo de Guzman livre jour par jour, heure par heure, le récit minutieux et détaillé des quatre premiers jours de l'insurrection anti-républicaine à Madrid. Chacun des soubresauts qui mènent à l'affrontement armé est détaillé, "comme si on y était". Dans l'ambiance indifférente puis effervescente des rues, les rumeurs et les démentis se succèdent les uns aux autres sans discontinuer. Dans la deuxième partie du livre, Guzman fait le récit des cinq derniers jours du conflit armé, avec la fuite de Madrid, la déroute des Républicains et l'exode massif vers des ports pour trouver une issue physique à la défaite. Dommage que les caractères serrés de l'édition et la profusion des noms cités dans le récit rendent la lecture un peu pesante, car ce second récit en particulier, détaillant "l'enfer de l'attente" du départ en bateau, est captivant à bien des égards et, empli de figures anonymes au courage impressionnant, il se termine en un point d'orgue tragique. GG.

Roman

La Pesticide

Joëlle Guillais
Ed. Jean-Paul Rocher
2008 - 204 p. - 16 €



Une écrivaine à la campagne est en butte avec son voisin gros pollueur de l'agriculture. Près d'ici, une agricultrice donne naissance à un enfant malformé. Les deux luttent à leur façon contre les poisons de la terre. C'est le sujet de l'histoire. Mais le style d'écriture ? Difficile à saisir. Complexe, onirique, délirant. On devine la recherche de relier un roman à un plaidoyer militant — des annexes donnent des données sur les pesticides — mais que c'est difficile à lire. FV.

Fauché par erreur

Louis Givelet
Ed. GabriAndre
(30960 Saint-Jean-de-Valériscle)
2008 - 222 p. - 16,95 €

Un agriculteur qui croit au progrès accepte de cultiver des OGM. Tout le village lui tourne alors le dos. Mort de solitude, il va pour se suicider quand sa fille, jeune journaliste, arrive à l'impromptu. Elle enquête alors sur les OGM, pesant le pour et le contre et finit par convaincre son père du vrai progrès : le choix de l'agriculture biologique. Réconciliation au village. Cette fable contemporaine permet de montrer de manière assez objective comment les agriculteurs sont divisés sur la question des OGM. Le style choisi par l'auteur, lui-même agriculteur, fait que le débat passe bien au sein du roman. MB.



Nous avons également reçu...

■ **Buonarroti, l'inoxydable,** *Jean-Marc Schiappa, éd. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2008, 280 p. 15 €*. Biographie d'un révolutionnaire actif de la Révolution française à sa mort en 1837, proche de Robespierre, de Babeuf, conspirateur, animateur de société secrète, qui échappa plusieurs fois à des condamnations à mort.

■ **Une démocratie asphyxiée,** *Ligue des droits de l'homme, éd. La Découverte, 2008, 118 p. 10 €*. Un bilan accablant des premiers mois de la présidence Sarkozy, avec la multiplication des contrôles, la traque des sans-papiers, l'émiettement des droits des salariés, la destruction du lien social.

■ **La RTBF est aussi la nôtre,** *Bernard Hennebert, éd. Aden (Bruxelles), 2005, 206 p. 15 €*. La RTBF, radio-télévision belge, est théoriquement une chaîne publique. L'auteur plaide pour une reprise citoyenne de la télévision.

■ **Marchandise chair**, *Marcel Solbreux, théâtre Croquemitaine, éd. Cerisier (B-Cuesmes), 2008, 236p. 12,80 €*. Le théâtre-action comme méthode d'intervention dans des pays du Sud, ici au Vietnam et au Cambodge. Carnet de route d'une compagnie théâtrale en lien avec des ONG.

■ **Océans et climat, quel avenir ?** *Eric Guilyardi, éd. Le Pommier, 2008, 64 p. 4,60 €*. L'auteur, climatologue et océanographe présente les enjeux du changement climatique et la place des océans comme modérateurs de ce changement. Facile à lire, une bonne présentation des risques d'emballement du réchauffement climatique.

■ **La politique,** *Cahiers de Jacques-Ellul, 21, rue Brun, 33800 Bordeaux, 2008, 234 p. 21 €*. A partir des réflexions de Jacques Ellul sur la politique, l'Etat, la démocratie, débat sur ce qu'est la politique aujourd'hui et sur les alternatives possibles.

■ **Lille, vert avenir**, *Eric Quiquet, éd. Sansonnet (Lille), 2007, 128 p. 16 €*. L'auteur, aujourd'hui 2e adjoint à la mairie de Lille, présente son bilan d'adjoint à l'environnement entre 2001 et 2008 : ouverture et restauration d'espaces verts, accès du tramway aux cyclistes, des couloirs pour les bus, le covoiturage, les opposants (du côté des automobilistes) et une ouverture sur les débats de demain.

■ **Thérapie par les sangsues,** *Dominique Kaehler Schweizer, 2008, 150 p. 23,50 €*. Tout sur l'hirudothérapie, son passé glorieux et son retour pour certaines applications aujourd'hui.

■ **Vivement 2050 !** *Michel Wautelet, éd. L'Harmattan, 2008, 148 p. 15 €*. Sous-titré "Comment nous vivrons (peut-être) demain", l'auteur essaie de voir ce qui est prévisible et ce qui est plus aléatoire. Du côté du prévisible, il y a l'épuisement des ressources fossiles. L'auteur pose correctement le problème. Par contre sur l'évolution des techniques, il néglige le risque d'épuisement des matières premières. Un exercice difficile.

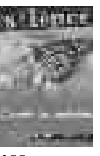
■ **L'art de manger sainement au 21e siècle,** *Christiane Barbiche, éd. Grancher, 2008, 272 p. 16 €*. Ecrit par une naturopathe, rappel des règles de l'alimentation et propositions gastronomiques bio... mais pas végétarienne.

■ **Comprendre le Sud, entre mondialisation et altermondialisation,** *François Polet et Aurélie Leroy, éd. Couleur livres (B6000 Charleroi), 2008, 88 p. 12 €*. Présentation des luttes des peuples du Sud dans les domaines de l'alimentation, des services publics, de l'environnement, du travail et de l'identité autochtone. Concis et bien documenté.

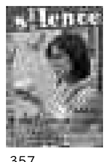
■ **Le grand pingouin,** *Henri Gourdin, éd. Actes Sud, 2008, 172 p. 19 €*. Disparu vers 1844, le grand Pingouin a été victime des pêcheurs et des collectionneurs. Une histoire de cet oiseau disparu.

■ **Prof toi-même !** *Serge Poignant, éd. Actes Sud, 2008, 180 p. 18 €*. En 1998, une équipe de deux psychiatres et d'un éducateur organise des rencontres régulières après les cours avec les profs dans des établissements scolaires de Paris. But : les aider à supporter leurs conditions de profs. Ça se lit comme un roman, mais on reste un peu sur notre faim : pourquoi en sommes-nous là ?

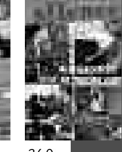

354


355


356


357


359


360

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles.
Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352).
Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

- ☐ **272-273 Rhône**
- ☐ **285-286 Isère**
- ☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**
- ☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
- ☐ **337 Paris**
- ☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
- ☐ **348 Centre**
- ☐ **353 Haute-Garonne et Gers**
- ☐ **359 Seine-Saint-Denis**

Autres numéros

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

☐ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso.L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

☐ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

☐ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

☐ **352 Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raisin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

☐ **354 Municipales : être maire autrement**
Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.

☐ **355 Sortir des pesticides**
Sans papiers : pour la liberté de vivre. OGM : rien n'est encore joué ! Transports : une énergie écologique sur quatre pattes. Alternatives à S!lence : des lecteurs en action.

☐ **356 Comment les armées détruisent la planète**
Inde du sud : voyage en biodynamie. Décroissance : cultivons le désir de créer. Energies : marche pour un futur sans nucléaire. Alternatives : un bar autogéré : de l'Autre CôTé du PonT.

☐ **357 Amap, dynamiques et limites**
Décroissance : le tourisme, une pratique prédatrice. Vivre autrement : habitat nomade, une large route des possibles.Santé : l'Embellie. Israël-Palestine : le meurtre est la question posée.

☐ **360 Autoproduire pour se reconstruire**
Tricastin en eaux troubles. Enercoop. Commune de la Colline. Politique des transports. Neso. Agroécologie au Sud.

je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Commune ____________________

s'abonner à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	92 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

France : règlement à
Silence, 9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain
tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à
Contratom CP 65 -
CH 1211 Genève 8
tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Téléphone :** 04 78 39 55 33 **Abonnements et dépositaires :** mardi et jeudi, 10h-12h, 14h-17h **Rédaction :** lundi et mercredi, 10h-12h, 14h-17h **Stands :** lundi, 10h-12h, 14h-17h. Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. **Textes :** sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN :** 0756-2640 **Date de parution :** 4e trimestre 2008 **Tirage :** 6800 ex. **Editeur :** Association Silence **Administrateurs :** Patrick Allamel, Michel Bernard, Patrice Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Clémence Emprin, Esteban, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Pierre Lucarelli, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Christophe Rastoll **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Patrice Bouveret, Esteban, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Mimmo Pucciarelli **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Adeline Charvet,Christian David, Sophie Dodelin, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Jean-Pierre Lepri, Xavier Lhermitte, Pierre Luccarelli, Eveline Mana, Pascal Martin, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Xavier Seredine, Francis Vergier **Gestion et abonnements :** Béatrice Blondeau **Maquette :** Damien Bouveret **Dessinateur :** Boulon, Ernest, Lasserpe **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal,Françoise Weité **Photographes :** Alain Bachellier, Marie Clem's, Martine Ferey, Brigitte Rattez, Sylvia Tostain, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n° :** Aristide, Elise Baumard, Dominique Béroule, Jacky Blanc, Thomas Borrel, Marguerite Descamps, Christian Jacquiau, Michel Jarru, Stéphane Linou, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Patrice Néel, Mireille Oria, Alice Rallier, Reine Rosset, Xavier Seredine, Odile Tobner, Bernard Valette, Sébastien Valette **Cou-**

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél. : 04 75 85 51 00



Rencontre des Ami-e-s de S!lence

Environ 400 personnes ont participé aux rencontres de l'association des Ami-e-s de S!lence à Saint-Michel-de-Chabrillanoux, en Ardèche, début août 2008. Plusieurs dizaines d'ateliers proposés par les lecteurs et les lectrices, beaucoup de convivialité, mais aussi beaucoup de conversations sur les aides possibles à la revue.